



Je tiens à remercier Jean-Claude Gross pour ses relectures,
Mesdames Slaghuis et Buteau pour leurs précieux conseils de mise en page,
Claire Girard pour son aide en sociologie,
Adriana Cavani, Laurie Hoehn et Lyes Laïfa pour le temps consacré aux entretiens sociologiques,
La Maison du Jeune Citoyen de Schiltigheim pour les immersions et l'atelier outillé,
Mes camarades de l'agence TOPOS pour leurs conseils et accompagnement,
Ma famille pour leurs relectures.

SOMMAIRE

Mémoire

09 État de l'art

L'espace public en danger

Interactions, lien et mixité sociale

Démocratie participative
et participation citoyenne

29 Problématique et intentions de projet

Annexes

Mindmap 33

Études de cas

Projets artistiques **37**

Projets de design **57**

Projets techniques **73**

Comptes-rendus de lecture

LABBÉ, Mickaël. *Reprendre place contre l'architecture du mépris*, Payot, Paris, 2019. **91**

MARCHAL, Hervé, et al.,
La Sociologie Urbaine, Presses
Universitaires de France, Paris, 2018. **95**

BACQUÉ, Marie-Hélène, et al., *Mixité sociale, et après ?*, La Vie des Idées, 2016. **99**

GOURGUES, Guillaume. "Participation : trajectoire d'une dépolitisation", [en ligne], <https://www.cairn.info/revue-projet-2018-2-page-21.htm>, 2018. **103**

Rencontre

109 Entretien avec l'artiste Fanny Guérineau

Sociologie

123 Entretien Adriana Cavani, responsable programmation jeunesse

131 Entretien Laurie Hoehn, chargée démocratie participative

141 Entretien Lyes Laifa, architecte

151 Analyse croisée

161 **Atelier outillé**

181 **Bibliographie commentée**



Ross SNEDDON, https://unsplash.com/s/photos/ross-sneddon-vqgwm_nbak0-unsplash

La parole dans l'espace public

Aujourd'hui, alors que plus de neuf Français sur dix vivent en zone urbaine¹, il est intéressant de questionner le rapport qu'entretient le citoyen avec son environnement quotidien et quelle place lui est octroyé dans la fabrication de celui-ci en tant qu'usager premier.

Mon travail de recherche-projet porte sur la parole dans l'espace public urbain. Par définition, l'espace public est un espace "qui est commun, à l'usage de tous et accessible à tous"². Des espaces qui font partie de notre quotidien auxquels on accorde peu d'importance, mais qui "constituent une part essentielle de qui nous sommes"³.

Concernant la notion de parole, celle-ci renvoie par conséquent, non pas à la prise de parole au sens littéral du terme, c'est-à-dire "l'action de commencer à parler, à exposer ses opinions"⁴, mais à la participation de l'habitant aux décisions qui le concerne lui directement et son territoire. Au-delà de l'oralité d'un discours, il s'agit d'une prise en compte de l'expertise d'usage de l'habitant qui vit et éprouve l'espace au quotidien.

1 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4806684>

2 Définition du Larousse : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/public/64954>

3 LABBÉ, Mickaël, *Reprendre place contre l'architecture du mépris*, Payot, Paris, 2019. Voir annexe "Compte-rendu de lecture"

4 Définition du Larousse : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/parole/58286>

L'Espace public en danger

Un espace public hostile

Dans son livre *Reprendre place contre l'architecture du mépris*¹, Mickaël Labbé met en avant l'hostilité grandissante des villes que nous occupons. En effet, de nos jours l'espace est de plus en plus soumis à une logique marchande, ce qui induit une privatisation de l'espace dominé par les plus riches. D'autres stratégies contribuent également à une exclusion ou une dépossession des habitants, comme le mobilier anti-SDF, qui renvoie un signal violent de mépris et de non-reconnaissance de l'entièreté des individus. Le tourisme de masse est aussi un phénomène qui dépossède les habitants du sentiment d'être chez soi, par la consommation et la détérioration excessives dues aux décideurs et promoteurs qui façonnent la ville comme un produit marchand. Toutes ces pathologies auxquelles l'espace urbain est aujourd'hui confronté dressent le portrait d'une ville produite contre ses habitants. Un espace public mis à mal, par une fragmentation de l'espace, où la formation d'un "nous" démocratique

¹ LABBÉ, Mickaël, *Reprendre place contre l'architecture du mépris*, Payot, Paris, 2019. Voir annexe "Compte-rendu de lecture"

ne semble même plus possible. Un espace public mis à mal, qu'il semble urgent de défendre comme bien commun.

La question du droit à la ville est introduite en 1968 par Henri Lefebvre. Ce manifeste, qui s'inscrit dans un climat de protestations, dénonce la fin de la ville industrielle et l'apparition d'une nouvelle réalité: l'urbain. De cette aliénation de l'espace, Lefebvre théorise le droit à la ville, dont l'objectif est de "parvenir à ce que les hommes puissent se réapproprier l'espace urbain et leur vie citadine, de restituer aux habitants une participation à la vie de la cité."² Ce droit à l'insurrection a ensuite été repris par les Situationnistes³, et s'avère aujourd'hui réactualisé. L'architecte Lina Bo Bardi⁴ remet

par exemple l'humain au centre de l'aménagement en préservant un maximum le passé du bâtiment, elle renvoie un signe de reconnaissance pour ce qui a contribué à faire de ce lieu ce qu'il est, tout en permettant aux usagers actuels de vivre librement l'espace. Par ailleurs, Mickaël Labbé en est persuadé, un remodelage du droit à la ville est possible dans nos vies quotidiennes, dans nos quartiers.⁵ En définissant l'appropriation comme quelque chose d'extérieur qui par l'impact personnel de l'humain devient sien⁶, il dessine l'orientation que peut prendre une appropriation par le droit à la ville: c'est ensemble, en réinvestissant nos espaces de vie, en nous ancrant là où nous sommes déjà, qu'une prise de pouvoir des habitants peut avoir lieu.

2 COSTES, Laurence. "Le droit à la ville de Henri Lefebvre: quel héritage politique et scientifique?", *Espaces et sociétés*, 2010/1-2 (n° 140-141), p. 177-191, [en ligne]. <<https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2010-1-page-177.htm>>, 17/09/2021.

3 SIMAY, Philippe. "Une autre ville pour une autre vie. Henri Lefebvre et les situationnistes", *Métropoles* n° 4, 2008. Mouvement qui prône l'invention d'une nouvelle conception de l'urbain notamment à travers le jeu, la déambulation et l'expérimentation ancré dans la vie quotidienne.

4 Voir annexe "Études de cas art"

5 LABBÉ, Mickaël, *Reprendre place contre l'architecture du mépris*, Payot, Paris, 2019. Voir annexe "Compte-rendu de lecture"

6 "habiter, c'est pouvoir reconnaître dans l'extériorité quelque chose de soi. S'approprier c'est faire de quelque chose d'extérieur, de la condition, de la situation, quelque chose qui soit mien, qui soit nôtre"



Réalisation d'une cartographie sensible avec un groupe de jeunes à la Maison du Jeune Citoyen lors de mon atelier outillé. Photographie personnelle.

Le design comme outil de réappropriation de l'espace urbain

La carte sensible : Questionner le rapport au territoire

Nombreux sont les projets de design qui se sont emparés de la question de l'appropriation de l'espace public par des approches différentes. L'espace tel qu'il est vécu peut notamment être représenté par une carte sensible. L'objectif de cette forme de cartographie étant non pas une retranscription réaliste de ce qui nous entoure, mais la volonté de rendre visible l'expérience que cet environnement produit sur nous.

C'est cette même intention de placer l'habitant et son vécu au centre du projet qui m'ont conduit à la réalisation d'une cartographie collective pendant mon atelier outillé. L'atelier s'est déroulé à la Maison du Jeune Citoyen de Schiltigheim avec une dizaine de jeunes de 11 à 15 ans. Le but de cet outil est une visualisation des lieux fréquentés par les jeunes dans leur ville et leur usage de ces lieux. Il s'agit également, par des textures découpées, de retranscrire la ma-

nière dont ils perçoivent ces différents endroits qu'ils occupent. De la donnée de l'ordre de l'anecdote et du récit a aussi été récolté par le biais de l'écriture.

Les cartographies sensibles peuvent aussi être politiquement engagées, comme la contre-cartographie de Nermin Elsherif¹. Elle a élaboré une cartographie collaborative avec les habitants de Port Saïd pour donner à voir l'histoire sociale et la mémoire collective de la ville. Son objectif étant de remettre en question la représentation habituelle de l'histoire et des cartes en tant que construction sociale par des autorités.

Cet outil est donc un moyen efficace pour appréhender de manière différente le territoire, en redonnant sa place à la subjectivité. L'individu et sa façon de vivre le monde sont donc remis au centre de l'expérience; c'est une entrée possible vers l'accaparement, l'appropriation d'un lieu.

1 Voir annexe "Étude de cas design"

Recherche-action, Activation et Expérimentation : Laisser la place à l'habitant

Par ailleurs, la recherche-action, l'activation ou encore l'expérimentation sont d'autres méthodes fréquemment utilisées dans les projets de design. Tout d'abord, la recherche-action peut se définir comme "une action délibérée de transformation de la réalité; recherche[s] ayant un double objectif: transformer la réalité et produire des connaissances concernant ces transformations"¹. Un exemple concret a été réalisé par le collectif Ya+K², dans lequel la recherche-action se traduit par une analyse des usages actuels, une implication des acteurs locaux pour formuler leurs besoins et une co-conception des prototypes de nouveaux objets d'usage pour la place.

Dans le projet "Place au changement" du Collectif Etc³, l'activation se traduit par la mise en place d'aménagements, mais elle passe aussi par l'implication de la population, en construisant avec eux pour qu'ils puissent s'approprier l'espace. Le temps du chantier sert aussi de support d'événement, avec une programmation quotidienne, afin de toucher un large public. L'objectif est de créer des perturbations pour questionner les gens et lancer une nouvelle dynamique en s'appuyant sur les potentialités du lieu et des usagers. Finalement, comme le dit Joëlle Zask: "la place publique est une portion d'espace concret dont nous faisons usage et que nous recréons continuellement par l'intermédiaire de nos usages"⁴.

1 <https://hal-upec-upem.archives-ouvertes.fr/hal-01490609/document>

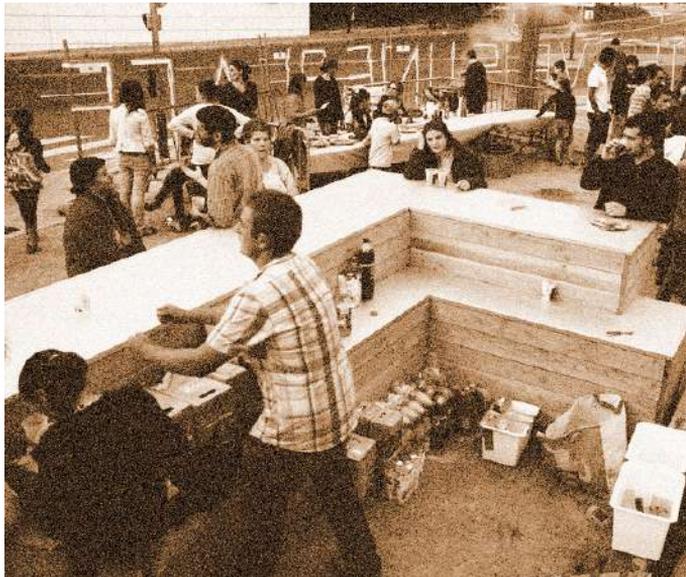
2 Voir annexe "Études de cas design"

3 Collectif Etc, "Place au Changement", 2011, Saint Étienne.

4 ZASK Joëlle, *Quand la place devient publique*, Le Bord de l'eau, 2018.



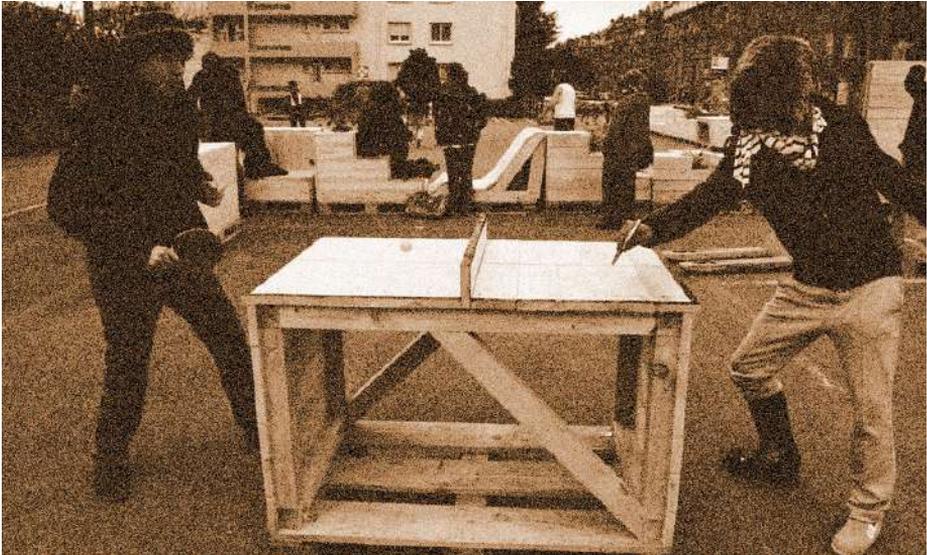
Collectif Etc, "Place au Changement", 2011, Saint Étienne.
<http://www.collectifetc.com/realisation/place-au-changement-chantier-ouvert/>



Collectif Etc, "Place au Changement", 2011,
Saint Étienne.
<http://www.collectifetc.com/realisation/place-au-changement-chantier-ouvert/>



Cabanon Vertical, "Dédale", 2020, Marseille
<http://www.cabanonvertical.com/projets-etudes-de-cas/article/dedale>



Collectif Etc, "A nous le parking", 2011, Strasbourg
<http://www.collectifetc.com/realisation/a-nous-le-parking-2/>

D'autre part, le design en milieu urbain prend souvent la forme d'expérimentation. L'espace public étant sans cesse en évolution, l'expérimentation est une approche qui s'adapte à la temporalité de la ville, en évoluant selon les usages et les besoins. Le travail sur le temps court a pour avantage de laisser place au test, tout en gardant quelque chose de cette expérimentation; le but étant de servir le projet. Le collectif Cabanon Vertical est spécialisé dans l'aménagement transitoire, dont les potentialités des constructions laissent place à l'expérience, comme dans le projet "Dédale".⁵ La démarche d'expérimentation peut se traduire aussi par des modules directement placés dans l'espace public et la posture du designer consistant à observer la manière dont les passants se les approprient.⁶ Ces exemples démontrent l'importance de ne pas figer éternellement les espaces, mais de les concevoir en mouvement. Il s'agit de considérer le processus dans son ensemble et non seulement la finalité, le projet étant finalement mené par les habitants, en fonction de la manière dont ils s'emparent des dispositifs.

5 Voir annexe "Études de cas design"

6 Collectif Etc, "A nous le parking", 2011, Strasbourg.

Interactions, lien et mixité sociale

Valoriser l'interaction et la diversité dans l'espace public

“Les rapports qu’ont les gens quand ils sont chez eux, avec leur famille, sont naturels, dans l’espace public ce qui est naturel c’est de ne pas parler aux gens qu’on ne connaît pas. Et pourtant c’est dans ces espaces publics là que peuvent se tisser des liens, que des interactions sont possibles.” Cette observation est celle de Lyes Laïfa¹, architecte au sein du collectif Horizome qui souligne que toute la richesse sociale des espaces publics réside dans les interactions éventuelles. Pourtant, il est frappant de constater l’indifférence ou “l’inattention civile”² présente entre les individus dans l’espace public. Même si cela est en partie dû à des apprentissages de comportement en public que les citoyens assimilent pour permettre une accessibilité pour tous dans ces espaces, on peut s’interroger sur les limites de ces pratiques. En effet, si la fragmentation des villes pousse de plus en plus au phénomène d’entre-soi³, l’espace public a l’avantage d’être accessible à tous. Il accueille ainsi toute une diversité d’individus aux

parcours de vie, origines, milieux sociaux, usages différents. L’espace public ne doit pas conditionner les usagers, mais il doit laisser la place à tout et tout le monde. Cet enjeu propre à l’espace public en fait aussi sa force.

À partir de ce constat-là, comment profiter de cette large diversité présente dans l’espace public pour créer plus d’interactions, de liens sociaux ? Face au contexte actuel de repli de l’individu sur lui-même, alimenté par une peur de l’autre et une distance des politiques qui ne prennent pas en compte les habitants, comment allier espaces publics et esprit collectif ? Comment faire de l’espace public un lieu d’ouverture plutôt que de peur ; de solidarité plutôt que d’individualisme ; de prise de décisions collectives où chacun devient acteur plutôt que spectateur ? Finalement, si la construction des villes est de moins en moins propice au rassemblement, comment pouvons-nous, en tant qu’habitants, y ancrer un “nous” ?

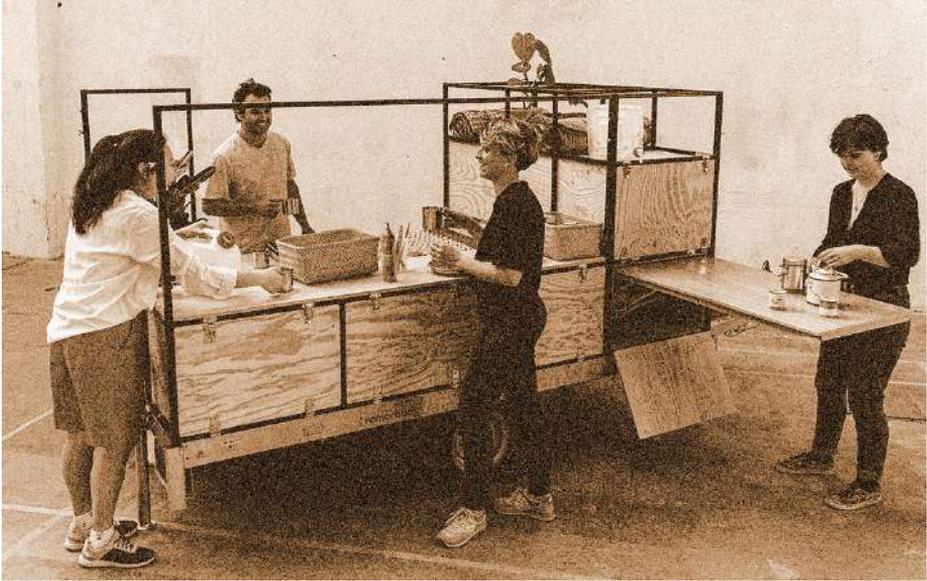
1 Voir annexe “Entretiens sociologiques”

2 Expression utilisée par Erving Goffman. BACQUÉ, Marie-Hélène, et al., *Mixité sociale, et après ?*, La Vie des Idées, 2016. Voir annexes “Compte-rendu de lecture”.

3 MARCHAL, Hervé, et al., *La Sociologie Urbaine*, Presses Universitaires de France, Paris, 2018. Voir annexe “Compte-rendu de lecture”.



Collectif UNTEL, "Je vous offre un verre", 1975-1976.
<https://artplastoc.blogspot.com/2018/02/820-untel-1975-1980-lart-et-la-vie.html>



Cabanon Vertical, "Cabanon Ambulant", 2021, Marseille.
<http://www.cabanonvertical.com/projets-etudes-de-cas/article/cabanon-ambulant>



Collectif ETC, "Le PaPoMo", 2020, Marseille.
<http://www.collectifetc.com/realisation/papomo-nouvelle-version/>

Créer l'espace d'un " nous " dans l'espace public par le biais du design

Des designers, mais aussi performeurs, artistes, animateurs de rue se sont emparés de cette question du lien social dans l'espace public. Tout d'abord, il est important de noter qu'un prétexte est toujours nécessaire à la rencontre.¹ Il faut une amorce, un sujet pour engager un échange. Ainsi, le collectif UNTEL illustre bien cette idée avec leur performance, " Je vous offre un verre ", qui consiste à déambuler dans les rues avec un bar portatif à bretelles, offrir un verre de vin aux passants et engager une conversation.² Parfois, le prétexte s'il n'est pas une situation, peut-être un outil, comme dans le projet du " Cabanon Ambulant " réalisé par Cabanon Vertical, dans lequel une remorque est aménagée pour s'adapter aux publics et aux contextes en créant un espace propice à l'échange.³ C'est également par la structure en gradins déployables, que le " PaPoMo " ⁴ du collectif Etc permet aux habitants de se rassembler et de faciliter la prise de décisions collectives. Ainsi, que ce soit par la création de situations ou d'outils nomades et modulaires, il s'agit avant tout de créer un prétexte à la rencontre.

1 GUILLET, Jérôme, *Petit manuel de travail dans l'espace public*, Éditions du commun, 2019.

2 Voir annexe " Études de cas art "

3 Voir annexe " Études de cas design "

4 Voir annexe " Études de cas design "

De plus, la création de liens entre inconnus passe souvent par une activité concrète, par le faire. En remettant la pratique au centre du processus, le projet collectif est finalement plus important que le résultat. C'est le cas avec le projet "Soleil Bleu"¹ qui permet de créer du lien entre deux générations d'un quartier; l'échange, le dialogue, la transmission sont finalement au cœur du projet pour aboutir à une œuvre d'art collective. Pour le Parlement mobile du collectif Etc², l'outil a également donné lieu à un chantier participatif, puisque les habitants ont pu participer à la construction. Chacun a pu s'impliquer selon ses envies, savoirs-faire. Se servir du projet en lui-même pour créer du lien est intéressant; la finalité du projet devient prétexte au "faire ensemble".

Même si Jérôme Guillet³ aborde l'interaction sous l'angle de l'éducation populaire, sa réflexion autour du choix de l'objet qui va faire communauté dans ses dispositifs est intéressante; il peut s'agir d'une question ouverte pour inviter au débat ou bien la création d'un cercle humain pour inviter au partage d'une humanité entre inconnus. De même, avec ses récoltes de parole et déclamations dans l'espace public, Fanny Guérineau⁴ cherche à croiser les in-

dividus et les manières de penser. Pour cela, elle invite les habitants à s'interroger sur des questions qu'elle nomme "fondamentales": "c'est quoi habiter pour vous?", "c'est quoi le bonheur pour vous?", "c'est quoi le vivant pour vous?". Cette action vise à dénouer la parole dans l'espace public, à créer du lien et inciter les individus à reprendre leur statut d'acteurs. Il s'agit de redonner à l'espace public sa fonction démocratique, où le citoyen ordinaire est libre de s'exprimer et de confronter son avis à la diversité. Ainsi, se questionner sur ce qui relie les individus, plutôt que sur ce qui divise semble pertinent pour créer du lien entre inconnus qui partagent un espace. Finalement, tous ces dispositifs démontrent qu'il est possible de créer des interactions, du lien social entre inconnus, mais également des surprises, des perturbations dans leur quotidien. Par des formes diverses, on donne l'opportunité à l'habitant de s'exprimer, de partager ses pensées et ses émotions, d'être lui parmi les autres.

1 Voir annexe "Études de cas art"

2 Voir annexe "Études de cas design"

3 GUILLET, Jérôme, *Petit manuel de travail dans l'espace public*, Éditions du commun, 2019.

4 Voir annexe "Rencontre"



Fanny GUÉRINEAU, "Aire de Bonheur", 2016, La Rochelle.
<https://airedebonheur.tumblr.com/>



Un porteur de parole dans les rues de Marseille
<https://www.assolattitudes.net/porteur-de-parole-geant-a-marseille/>

Démocratie participative et Participation citoyenne

Enjeux et mise en pratique

Face à l'hostilité de l'espace public, conçu à l'encontre des besoins des usagers et de moins en moins propice à l'échange d'idées et d'interactions, comment redonner corps à l'espace public en tant que lieu de débat et de prise de pouvoir du citoyen? La démocratie participative semble offrir quelques pistes de réponse. Selon Loïc Blondiaux, "la démocratie participative désigne l'ensemble des démarches qui visent à associer les citoyens au processus de décision politique"¹ Cette alternative politique participe à une remise au goût du jour de la notion de démocratie, suite à un besoin citoyen de reprendre du pouvoir sur les questions qui les concernent, face à ces sphères politiques déconnectées de la réalité. Cependant, si l'idée théorique de la démocratie participative semble intéressante, la mise en œuvre actuelle est différente.² On assiste depuis quelques années, à une réelle perte de sens de la notion même de participation: les décideurs politiques ont peur

d'être dépossédés de leur pouvoir et l'utilisent avant tout pour l'image positive qu'elle renvoie, les dispositifs participatifs restent superficiels et n'engendrent pas de changements profonds tournés vers l'intérêt collectif et finalement les avis du citoyen "ordinaires" sont rarement pris en compte. Ceci est particulièrement mis en valeur par Laurie Hoehn,³ chargée de mission de la démocratie participation à Schiltigheim, qui souligne sa difficulté à toucher les jeunes actifs, et redoute que les "super habitants", ceux qui sont engagés par ailleurs ou font déjà de la politique ne fassent peur aux autres: "Tout le monde à la légitimité de parler, pas juste ceux qui connaissent tous les codes [...] Il ne faudrait pas que ça devienne une sorte de conseil municipal "bis": on a déjà un conseil municipal de personnes qui ont été acculturées, élues..."

1 BLONDIAUX, Loïc, *Le nouvel esprit de la démocratie*, Actualité de la démocratie participative, Éditions du Seuil, 2008. Voir annexe "Compte-rendu de lecture".

2 GOURGUES, Guillaume, "Participation: trajectoire d'une dépolitisation", [en ligne], <<https://www.cairn.info/revue-projet-2018-2-page-21.htm>>, 20/12/2021. Voir annexe "Compte-rendu de lecture".

3 Voir annexe "Entretiens sociologiques"

Face à ces nombreux enjeux, il semble primordial de remettre au centre l'expertise d'usage de l'habitant, qui est le plus habilité à parler de l'espace qu'il vit au quotidien. La participation permet aussi de rendre l'usager/habitant plus conscient des difficultés liées à un projet et son action concrète va le rendre acteur plutôt que spectateur ou consommateur. Il ne s'agit pas de vendre du rêve, mais plutôt de poser un cadre pour délimiter les possibles. Par ailleurs, afin de toucher le plus de monde possible, et éviter les rassemblements d'habitants, il est important que le dispositif reste simple et facile à comprendre. De plus, la participation ne doit pas s'arrêter à une simple récolte de parole, mais il est pertinent d'impliquer l'usager dans toutes les étapes du processus, afin d'être le plus en adéquation avec ses besoins. Finalement, comme le défendent les militants de l'association "La Fabrique

des Impossibles"¹, la force de la politique aujourd'hui semble se situer davantage à échelle locale, celle des habitants, plutôt que dans d'autres sphères verticales, déconnectées des réalités du terrain.

1 <http://www.lafabriquedesimpossibles.com/lassociation/presentation/> L'association défend une "réappropriation de l'espace public au sens large, pas uniquement la rue mais aussi la participation et la capacité citoyenne" autour de projets culturels collectifs et participatifs. Les militants ont le souci de fabriquer de l'hospitalité, de la solidarité, "contre la ville hostile, marchande, exclusive".

La participation par le design

Le projet “Faites la place” du collectif Ya+K est un bel exemple d’une démarche participative en design¹. Dans ce projet, le parti pris des designers repose sur le fait d’offrir un cadre plutôt qu’une réponse toute faite aux habitants. En effet, ils ont pensé un outil d’appropriation qui est implanté au centre de la place ; il s’agit d’un objet architectural, le CAPLA (CABanon de la PLAce) qui est fabriqué directement par les habitants et sert de cadre au projet. C’est autour de celui-ci qu’évolue le projet par l’action des habitants. Cette exposition du travail, de la vie en cours, montre l’évolution du projet, qui n’est pas définie au début, mais progresse au fur et à mesure. Les visiteurs qui interviennent, participent à leur manière, selon leurs

envies, usages, savoirs qui contribuent à alimenter le projet : il est considéré comme un matériau vivant. Finalement, la participation se traduit par la place donnée à l’usager/habitant. Dans ce projet, aucune finalité n’est attendue par les designers qui se contentent de mettre à disposition un cadre, des formes, des outils qui permettent à l’usager de s’emparer de son territoire, sans le contraindre par avance sur la finalité du projet. Le designer est là pour propulser un mouvement, une amorce de changement. L’important est de signifier à l’habitant qu’il a la possibilité de prendre sa place, que son avis, son implication, quelle qu’elle soit, sont pris en considération.

1 Voir annexe “Études de cas design”

Collectif YA+K, “Faites la place”, 2016, Paris.



Problématique et intentions de projet

La parole dans l'espace public est un sujet dont les enjeux sont multiples et complexes. Il questionne la place de l'habitant/usager en ville et ce que serait une participation humaniste et démocratique dans l'espace public. On comprend désormais pourquoi le philosophe Thierry Paquot distingue l'espace public des espaces publics. L'espace public au singulier désigne le "lieu du débat politique, de la confrontation des opinions"¹, tandis que les espaces publics évoquent les endroits localisés et délimités géographiquement, accessibles à différents publics et qui permettent la libre circulation de chacun. Si le premier relève davantage de la philosophie politique et des sciences de la communication, le second concerne plus les concepteurs de l'espace, comme les architectes et les urbanistes. Cependant, et suite à cette recherche par le biais du design, on réalise que ces deux notions peuvent également être liées : l'espace public renvoyant à l'idée de démocratie, d'une sphère où les idées de chacun s'expriment, il est possible de concevoir des espaces publics dans la ville qui permettraient à ces mêmes valeurs d'exister, de circuler. Pour ce travail

de recherche-projet, tout l'enjeu est finalement de créer un espace public dans les espaces publics. Finalement, il s'agit de se demander : En quoi allier les principes de la démocratie participative et les pratiques du design social peut permettre d'apporter des solutions à l'hostilité et l'individualisme dans les espaces publics ?

Le design d'innovation sociale permet d'entrevoir des solutions à ce sujet, mon projet accordera une place centrale à l'utilisateur et son implication dans le projet. Ayant réalisé mon atelier outillé avec la Maison du Jeune Citoyen de Schiltigheim, qui

**En quoi allier
les principes de
la démocratie
participative et les
pratiques du design
social peut permettre
d'apporter des
solutions à l'hostilité
et l'individualisme
dans les espaces
publics ?**

¹ PAQUOT, Thierry, "Introduction", dans: Thierry Paquot éd., L'espace public. Paris, La Découverte, "Repères", 2009, p. 3-9, [en ligne]. <<https://www.cairn.info/---page-3.htm>>.

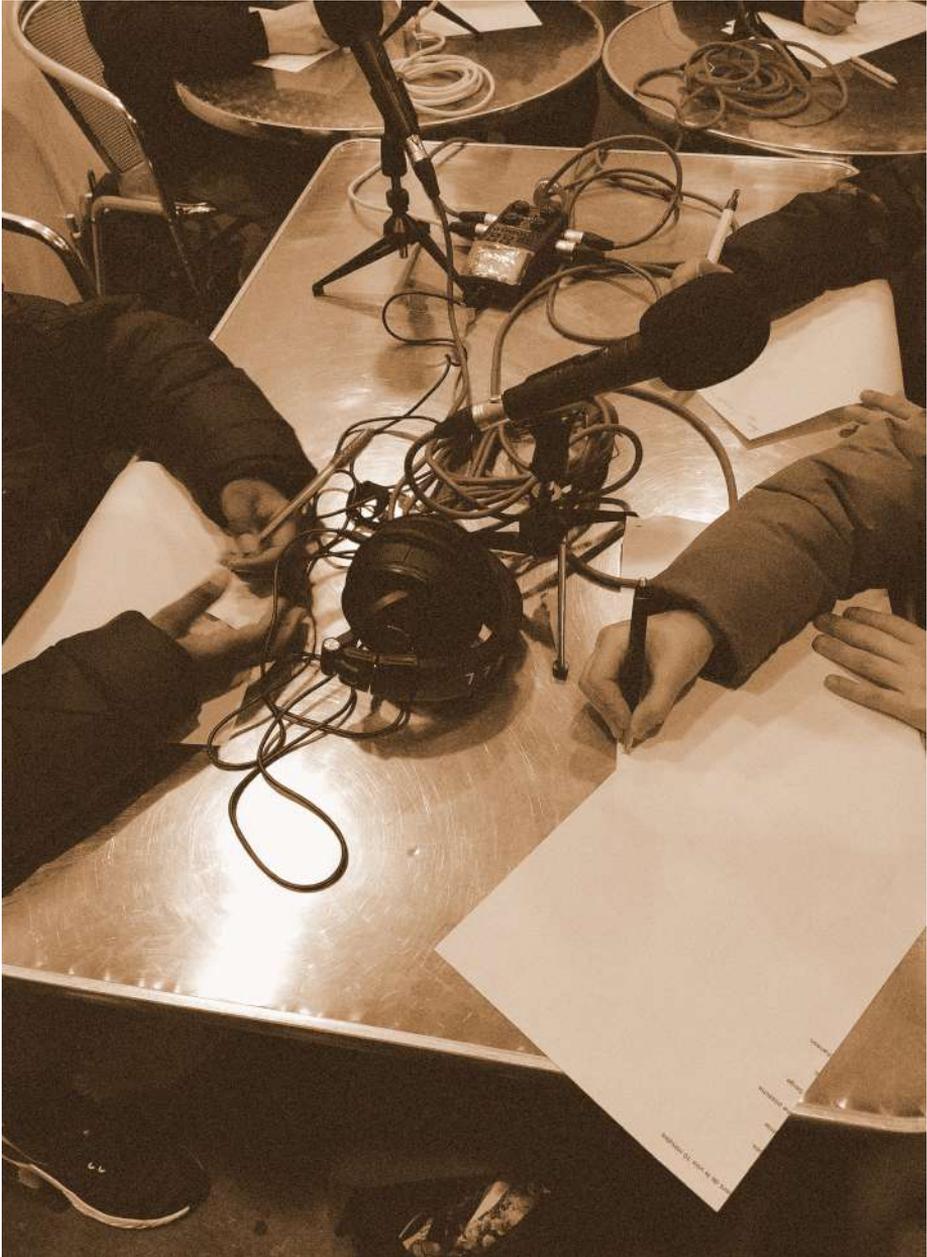
prône la participation des jeunes, j'ai pris conscience des difficultés qu'ils rencontrent par rapport à la prise en considération de cette parole. Comment faire entendre la parole des jeunes, notamment aux décideurs politiques, et faire en sorte que celle-ci soit prise en compte et permette la réalisation de projets concrets ?

En envisageant de travailler avec des jeunes de la MJC, ce projet pourrait être orienté sur leur envie de ville, par exemple les nouveaux aménagements qu'ils souhaiteraient voir se réaliser. La zone géographique concernée par le projet pourrait être un quartier, un îlot ou un endroit précis, comme une place publique ou un parc, qui demanderait à être "amélioré". Les jeunes pourraient suggérer différentes propositions, et aller sur le terrain leur permettrait de valider ou au contraire d'invalider leurs suggestions, par l'intermédiaire de mon dispositif. Mon outil, qui serait actionné par les jeunes, pourrait servir d'outil de récolte sur le terrain, lors d'immersions dans l'espace public. Je tiens à ce que mon projet soit ouvert aux autres habitants de la ville : il ne s'agit pas de se préoccuper seulement des envies des jeunes, mais de proposer un outil accessible à tous, car tous les habitants sont légitimes

pour s'exprimer et agir sur leur ville. Ainsi, l'outil pourrait être fabriqué avec les jeunes et servirait ensuite de cadre au projet. Il s'agit pour eux d'aller à la rencontre des autres habitants, d'engager une conversation. Le dispositif permettrait de collecter et donner à voir ces différentes données récoltées qui peuvent être des paroles, des photographies, des modélisations en volume,... L'objectif est de faire intervenir les jeunes tout le long du projet. Ainsi, suite à la récolte grâce à l'outil, ils pourraient être en charge du traitement des données pour les présenter à la MJC dans le cadre d'une exposition, les afficher directement dans la ville ou bien les mettre en forme dans de mini-éditions distribuées aux habitants et commerçants du quartier par exemple. Cette démarche permet un ancrage et une redynamisation à échelle locale, ce qui me semble important, pour montrer que des initiatives et des actions concrètes peuvent émerger des habitants et que, par une approche collaborative, des projets peuvent voir le jour. Il me semble aussi important que les élus (décideurs locaux) soient associés à la restitution, afin de permettre la concrétisation du projet.

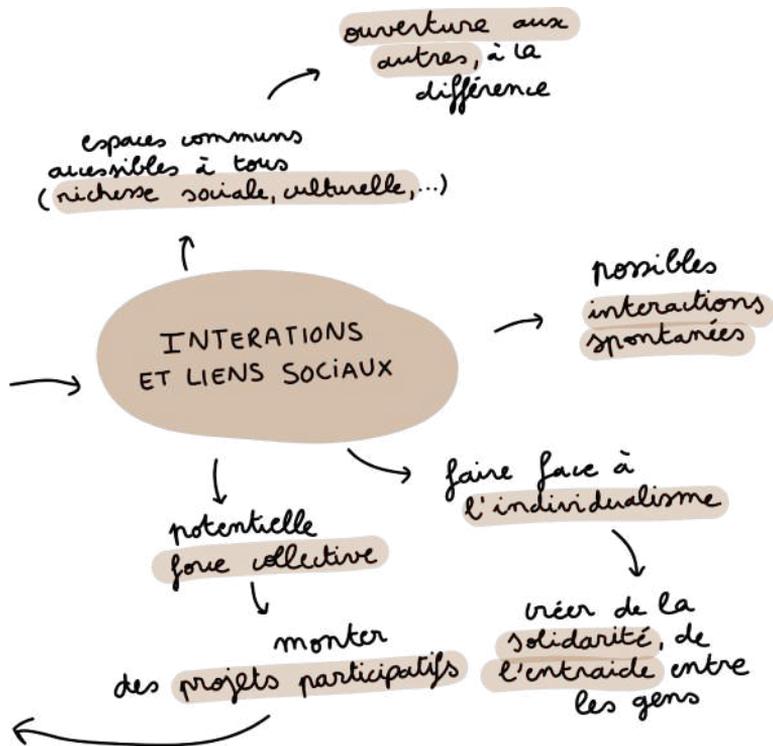


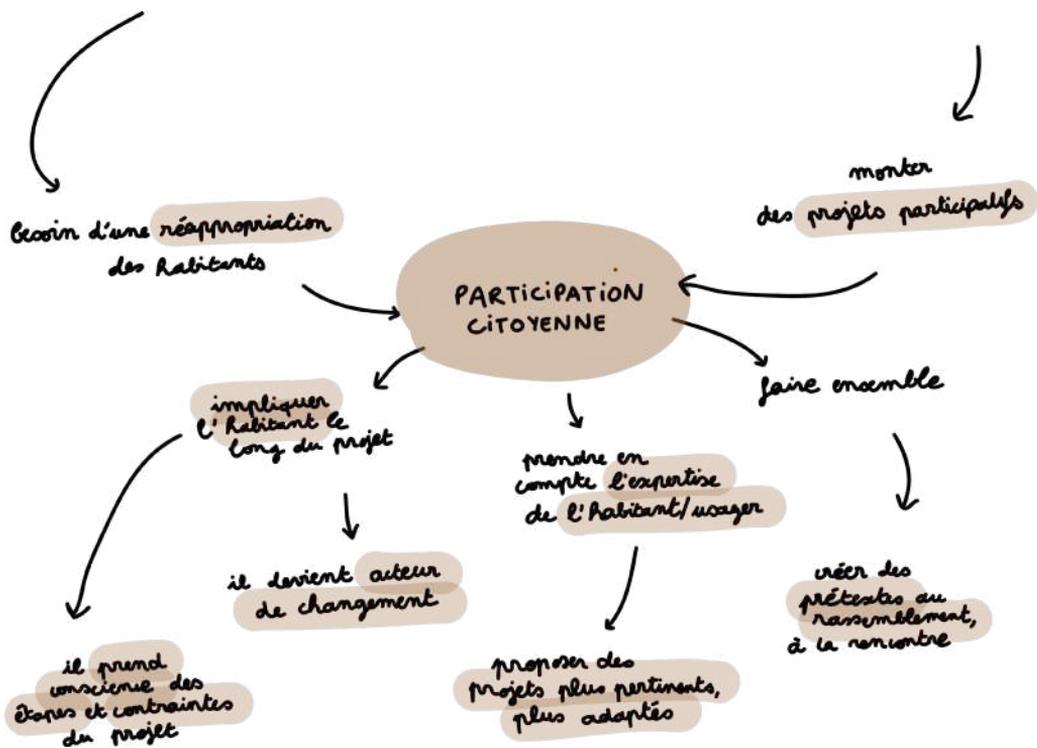
Le groupe "environnement" du conseil des jeunes discute autour d'un moyen de sensibiliser les habitants aux transports en commun. Photographie personnelle.



Atelier radio lors d'une immersion à la Maison du Jeune Citoyen de Schiltigheim. Les jeunes rédigent les questions qu'ils poseront aux candidats à l'élection du conseil des enfants. Photographie personnelle.





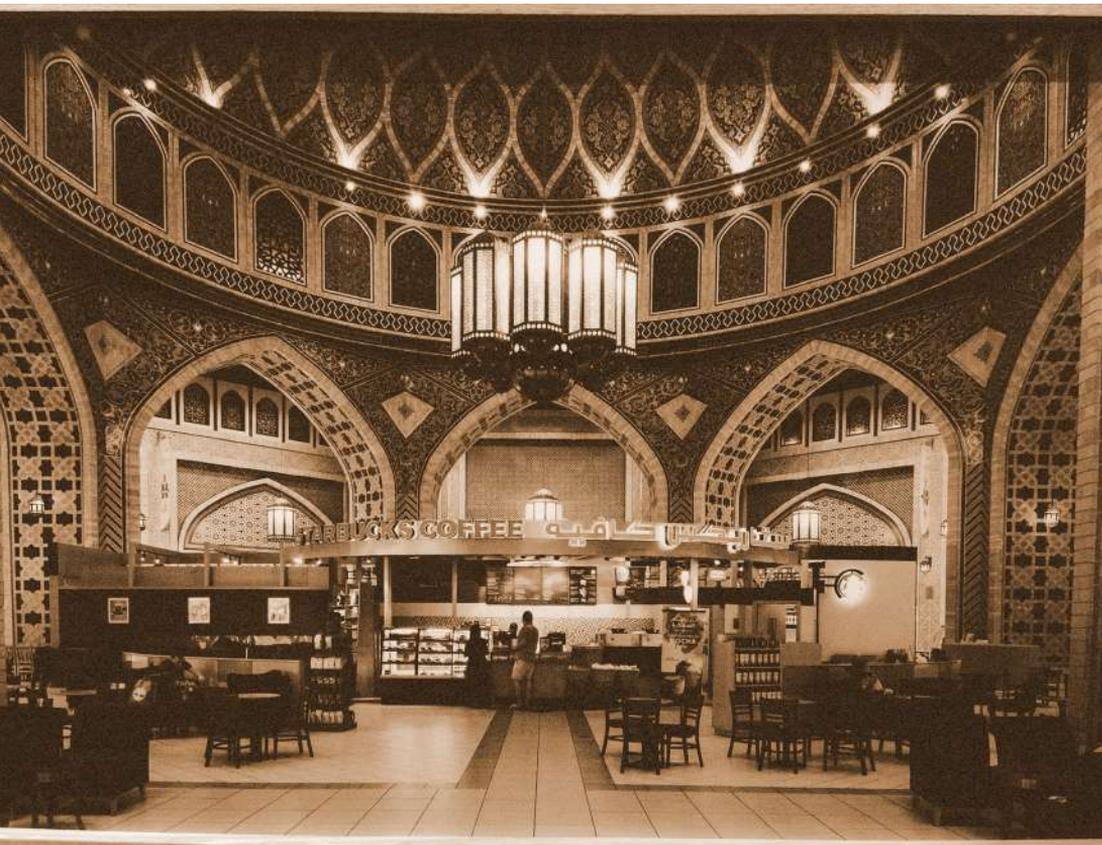




Christo et Jeanne-Claude, "The Pont Neuf
Wrapped", 1985, Paris.
[https://www.arts-in-the-city.com/wp-content/
uploads/2019/04/pont-neuf-emballe-1024x581.
jpg?post=127626&role=slide](https://www.arts-in-the-city.com/wp-content/uploads/2019/04/pont-neuf-emballe-1024x581.jpg?post=127626&role=slide)

“La cour perse au centre commercial Ibn Battuta”, Nick Hannes

Cette photographie de l'artiste belge Nick Hannes, que j'ai eu l'occasion de voir à l'exposition "Civilization" au Mucem, est une œuvre qui questionne et confronte l'homme à son environnement. Déconcertante, elle dénonce l'urbanisation et le consumérisme grandissant de nos villes, tout en questionnant sur l'authenticité et la durabilité : pourquoi installer un Starbucks dans une cour authentique ? Ici, la ville de Dubaï est un exemple de métropole ultramoderne parmi tant d'autres dans le monde, mais qui fascine avec ses centres commerciaux, ses îles artificielles et ses gratte-ciel. À quoi ressembleront nos villes dans les années à venir ? On peut craindre que le cas de Dubaï dessine un modèle pour d'autres villes, le phénomène d'uniformisation et de perte d'identité étant déjà bien amorcé. Cet enjeu est l'un des nombreux auxquels l'espace public doit faire face, tout comme la privatisation de l'espace, l'omniprésence du contrôle et de la surveillance, le tourisme de masse... Ma démarche, en tant que designer, se positionne pour une réappropriation de l'espace public. Ce sont des espaces accessibles à tous, où la parole et les valeurs démocratiques pourraient davantage avoir leur place.



Nick HANNES, "La cour perse au centre commercial Ibn Battuta", 2006, Dubaï. Informations et photographie personnelle issus de l'exposition "Civilization" visitée le 01/08/2021 au Mucem (Marseille).

“La cité Radieuse”, Le Corbusier

Même si sa vision de “machine à habiter”, où l’existence est réduite à une série de besoins primaires peut largement être contestée, comme ce fut le cas pour les situationnistes¹, l’œuvre de Corbusier n’en reste pas moins intéressante. Au départ appelée “la maison du fada” (“maison du fou” en marseillais), la résidence bâtie par Le Corbusier fait polémique dans les années 50. Pensée comme une mini ville dans la ville, le projet aux airs utopistes révèle pourtant une volonté de l’architecte d’inventer une nouvelle manière d’habiter, de vivre ensemble. En se basant sur le Modulor, il interroge la relation entre l’habitant et l’habiter en remettant celui-ci au centre de la

conception: ainsi, Le Corbusier se base directement sur les proportions humaines pour l’élaboration de ses plans, sur les besoins humains pour la création de différents espaces, tantôt dédiés à l’approvisionnement, à l’apprentissage, aux loisirs... Il tente de réunir toutes les conditions nécessaires au bien-être et à l’épanouissement des individus, qui restent libres dans leurs usages des lieux. Cet exemple fait écho à ma question de recherche-projet en mettant l’habitant au cœur de la conception des espaces qu’il expérimente au quotidien: grâce à son expertise d’usage, l’usager est le premier auquel il faut se référer.

1 Philippe SIMAY, “Une autre ville pour une autre vie, Henri Lefebvre et les situationnistes”, [en ligne], <https://www.cairn.info/revue-rue-descartes-2009-1-page-17.htm>



Charles Édouard Jeanneret dit LE CORBUSIER, “La cité radieuse”, 1947-1952, Marseille.
<https://www.viaggiarchitettura.it/marsiglia-cite-radieuse-di-ito-morabito/>

Empaquetages du Pont-Neuf, Christo et Jeanne-Claude

Une toile drapée révèle les reliefs surprenants d'un pont dont la lumière se noie dans la Seine... Voilà ce qu'on pouvait observer après l'empaquetage du Pont-Neuf réalisé par le couple Jeanne-Claude et Christo en 1985. Ce duo d'artistes a beaucoup travaillé sur l'emballlement, le jeu du visible et de l'invisible, ce que l'on voit et ce que l'on devine. Tous deux ont commencé leur pratique avec de petits éléments, comme ce fut le cas au début par une statue du Trocadéro, mais ils se sont très vite tournés vers des œuvres de plus grande ampleur, les monuments architecturaux. Au-delà de la dissimulation que cela engendre, c'est un réel questionnement qui se pose sur le rapport de l'homme à son environnement, mais également du regard porté sur ces lieux, ces monuments devenus familiers que l'on croise au quotidien. En dissimulant ce qui est visible, le couple Jeanne-Claude et Christo parvient à mieux donner à en voir la beauté, à nous inciter à porter un regard neuf sur ce qui nous entoure. Une simple toile a donc ici le pouvoir de transfigurer l'existant, le réel, en changeant complètement le regard porté de l'habi-

tant. La démarche démontre par la même occasion que toutes sortes d'appropriations de nos environnements plus ou moins directs sont possibles et qu'il s'agit parfois d'un petit élément à modifier pour changer ce lien fragile. De plus, modifier ce qui est déjà est une approche intéressante, plutôt que de chercher à détruire puis produire quelque chose de neuf.

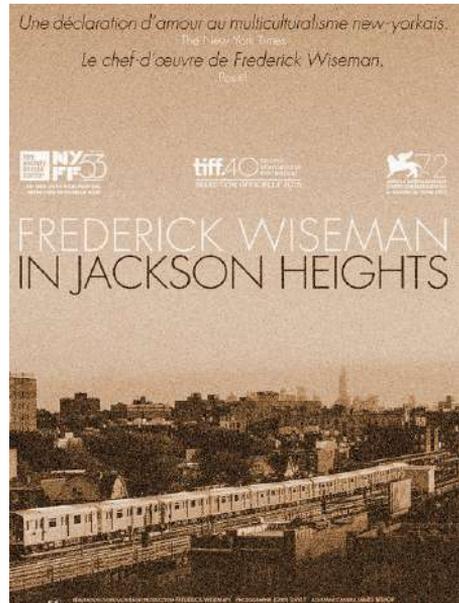
Christo et Jeanne-Claude, "The Pont Neuf
Wrapped", 1985, Paris.
[https://www.arts-in-the-city.com/wp-content/
uploads/2019/04/pont-neuf-emballe-1024x581.
jpg?post=127626&role=slide](https://www.arts-in-the-city.com/wp-content/uploads/2019/04/pont-neuf-emballe-1024x581.jpg?post=127626&role=slide)



“In Jackson Heights”, Frederick Wiseman

Dans ce documentaire, le réalisateur Frederick Wiseman dresse le portrait du quartier multiculturel de Jackson Heights avec ces communautés multi-ethniques. Par l’immersion du cinéaste dans la réalité du terrain, le spectateur comprend très vite que la gentrification a pris le dessus sur la richesse de cette diversité culturelle. En effet, on y voit que la hausse des prix de l’immobilier, qui entraîne la disparition des petits commerces pour finir par l’exode des populations les plus précaires qui ne peuvent plus payer leurs loyers. Cet exemple est l’un des enjeux, auquel l’espace public doit faire face de nos jours, avec la volonté de certains politiques d’avoir le contrôle sur les fréquentations d’un quartier. C’est une façon d’aller à l’encontre des réalités du terrain, une façon de ne pas reconnaître l’ensemble des individus qui vivent et composent l’espace. Plus que jamais, il est urgent pour “les concernés” de reprendre place, de laisser entendre leurs voix auprès de ceux qui aujourd’hui fabriquent la ville à leurs images: individualistes, malhonnêtes et tourné vers l’argent.

Frederick WISEMAN, “In Jackson Heights”, 2015.
<https://www.critikat.com/actualite-cine/critique/in-jackson-heights-2/>
<https://www.cinechronicle.com/2016/03/in-jackson-heights-de-frederick-wiseman-critique-102851/>





Eltono, "Anomalias",
2017, Valence.
<https://www.eltono.com/fr/exhibitions/solo/anomalias/>

"Anomalias", Eltono

Réalisée par un ancien graffeur, cette série de trois expérimentations urbaines interroge l'impact du cheminement urbain sur le processus créatif. Ainsi, dans "6 cerceaux", l'artiste a cherché à réaliser des itinéraires les plus circulaires possibles sur le plan; les "empêchements" créés par les bâtiments de la ville sont mis en valeur et sont intéressants à questionner sur notre rapport à celle-ci. Sommes-nous contraints dans notre promenade en ville sans même nous en rendre compte? Ensuite, il reproduit la forme du tracé en volume et part pour une déambulation sur ce même tracé, pour ensuite observer la marque laissée par la promenade sur les cerceaux en bois. La démarche d'expérimentation in situ est intéressante; les trois processus vont dans le sens

de l'empreinte laissée par le cheminement et ses aléas. C'est une façon de considérer l'espace public comme terrain de jeu à l'expérimentation, d'en tester ses possibilités et ses limites, une façon d'en "faire son œuvre propre"¹, de se l'approprier. En ce sens, l'humain n'est que le moteur de la démarche, qui impulse le mouvement, en expérimentant l'impact d'une déambulation urbaine sur un objet ou processus créatif; il tente ainsi de s'emparer des spécificités de l'espace public, de mieux le comprendre. De même, le designer peut être le "propulseur" de changement, en proposant un cadre, des formes, des outils, qui permettent à l'utilisateur de s'emparer de leur territoire de vie, sans le contraindre par avance sur la finalité du projet.

1 Mickaël LABBÉ, Reprendre place contre l'architecture du mépris, Paris, Payot, 2019.

Le quartier-coopérative SESC Pompeia, Lina Bo Bardi

Cette réalisation de l'architecte Lina Bo Bardi (1914-1922) est un exemple concret d'un projet qui met l'humain au centre de l'aménagement de nos environnements quotidiens. Situé à Sao Paulo, au Brésil, l'édifice est celui d'une coopérative, construite dans les années 80. Il abrite un centre de loisirs à destination des employés, des habitants du quartier, mais aussi des visiteurs extérieurs. On y trouve une bibliothèque, des restaurants, des salles de concert et de danse, des équipements sportifs, ainsi que de vastes espaces libres intérieurs et extérieurs où de multiples usages sont possibles. C'est là que réside toute l'intelligence de l'architecte: tous les "besoins sociaux" sont pris en compte. On peut ainsi autant marcher et s'allonger, discuter et lire tranquillement, faire du sport et se reposer... L'espace est ainsi pensé de telle manière à permettre le libre déploiement des individus, à ne pas les contraindre dans leurs usages. De plus, l'architecte a pris la décision de conserver les bâtiments de l'ancienne usine en préservant un maximum l'existant, plutôt que de tout raser pour construire de nouveaux équipements. Ce choix est un signe de reconnaissance du travail des individus qui ont contribué à faire de ce lieu ce qu'il est, tout en gardant en mémoire l'histoire du lieu. Ce souci pris de préserver les

traces d'un vécu permet aux usagers actuels d'évoluer en reconnaissant à leur tour ce qui avait eu lieu. L'architecture reconnaît ainsi pleinement le droit des habitants à faire totalement partie de la ville qui est la leur. Finalement, cette œuvre architecturale, en se basant sur l'existant, offre une solution sur mesure à l'appropriation du lieu par les individus; c'est une œuvre conçue pour les gens. Concernant ma question de recherche, c'est le signe que les maîtres d'œuvre comme les architectes, les urbanistes, les designers ont un rôle à jouer dans une fabrication plus sociale et éthique de la ville. L'habitant et son expertise d'usage ne peuvent en aucun cas remplacer les techniciens, mais ces derniers doivent les impliquer tout au long du processus.

Lina BO BARDI, Le quartier-cooperativa SESC Pompeia, 1980, São Paulo.
<https://storyboard.cmoa.org/2019/07/the-woman-in-the-glass-house-lina-bo-bardi-pritzker-prize/>
informations issues du livre Mickaël

Labbé, "Reprendre place contre l'architecture du mépris", Paris, Payot, 2019.

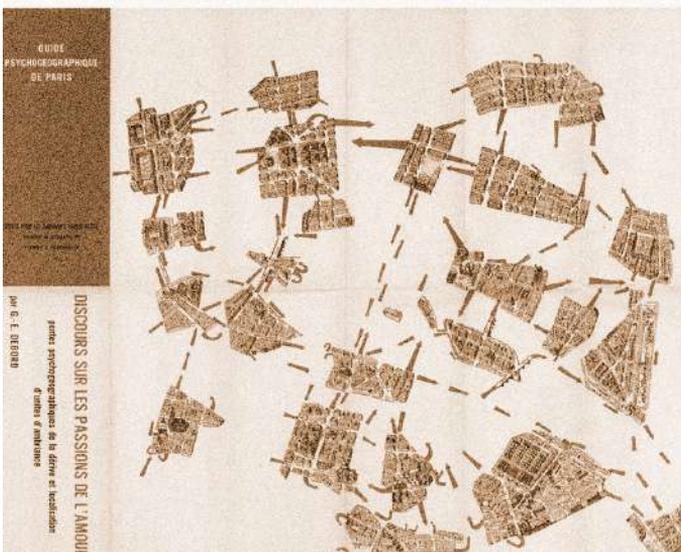


“Carte psychogéographique”, Debord

Guy Debord, précurseur du mouvement Situationnistes s’est beaucoup intéressé à notre perception de l’espace et à sa représentation. Il propose dans ce projet de détourner les cartes des villes pour les transformer en cartes psychogéographiques, une approche basée sur la psychologie et l’analyse de terrain, des cartes émotionnelles, qui montrent la structure cachée des espaces urbains. Son objectif est d’inciter à la dérive, c’est-à-dire marcher sans but dans la ville, s’y laisser aller aux sollicitations du milieu. Il s’agit autant “d’un moyen pour s’évader du quotidien qu’un instrument pour le réinventer”¹. Les déplacements sont dès lors hors du

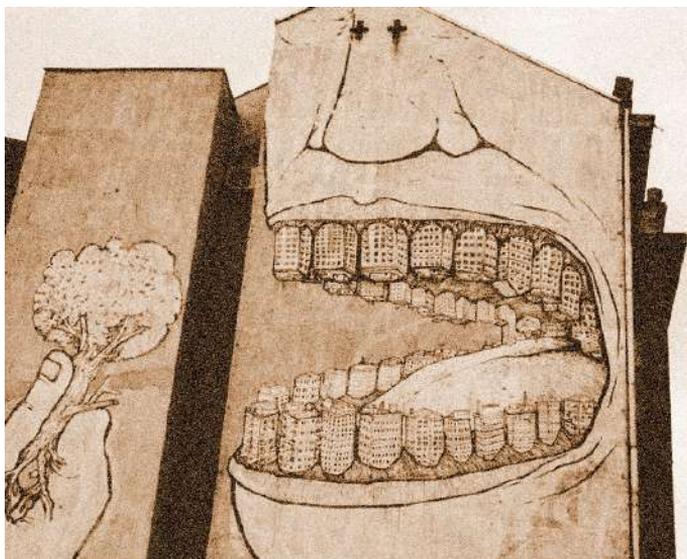
commun et amènent à une expérience subjective de la ville. Il s’agit ensuite d’en rendre compte par l’élaboration de ces cartes particulières. Le principe est intéressant, car il invite les participants à appréhender leurs espaces quotidiens d’une autre manière, à explorer la ville par le jeu. Il est d’ailleurs possible de faire un rapprochement avec d’autres outils similaires comme les cartographies sensibles, qui ne cherchent pas à rendre compte d’une représentation réelle. En ce sens, ces outils deviennent des médias de restitution de l’expérience du terrain.

1 Philippe SIMAY, “Une autre ville pour une autre vie, Henri Lefebvre et les situationnistes”, [en ligne], <https://www.cairn.info/revue-rue-descartes-2009-1-page-17.htm>



Guy DEBORD, “Carte psychogéographique de Paris”, 1957, Copenhague. <https://strabic.fr/Guy-Debord-er-la-carte-derive-psychogeographie-internationale-situationniste>

BLU, "Street Art Utopia", Belgrad.
<https://streetartutopia.com/2011/11/23/street-art-by-blu-a-collection/>



“Street Art Utopia”, BLU

Le street artiste BLU utilise sa pratique dans l'espace public pour dénoncer des causes sociétales, d'ampleur planétaire qui lui tiennent à cœur. Dans ce projet, il profite de la visibilité procurée par une œuvre d'art de cette dimension, peinte directement sur des façades d'immeubles, pour dénoncer la déforestation et l'urbanisation massive. L'entrée par la caricature, l'art revendicateur est un moyen efficace de questionner, d'interpeller le spectateur. L'illustration est simple, mais l'on perçoit directement le sens du message : les villes prennent de l'ampleur, étant peu à peu toutes semblables, comme on le comprend par les dents en forme de barre d'immeubles ; l'arbre symbolise évidemment la nature et l'homme

qui tient ce dernier pourrait représenter l'impact humain. L'humain qui bâtit des villes, en se nourrissant toujours plus des ressources offertes par la planète. L'individualisme des hommes et la fabrication excessive des villes sont mis en lumière. Ce type d'interaction entre l'œuvre et l'artiste est intéressant pour traiter d'un sujet actuel et permettre une prise en conscience collective. Comment interpeller le plus grand nombre et inciter à une mobilisation collective ? Ce questionnement peut être reporté à un projet de design qui aurait pour objectif de pousser les individus à l'action face à un problème d'envergure, que l'on ne pourrait affronter dans un état d'esprit individualiste.

Dans une démarche de participation et de réappropriation d'un lieu par les habitants, citons l'exemple de la fresque collective porté par Chantier Public. C'est une structure porteuse de projets artistiques et culturels à Poitiers, qui invite des artistes divers à s'appropriier les lieux durant des interactions dans le projet "Ici". L'artiste Nelio a été invité à produire des peintures dans la résidence Rivaud avec des enfants résidents et de centres de loisirs. Les jeunes ont réalisé des croquis géométriques qui ont servi à créer une composition collective, laquelle est tracée puis peinte par les enfants. La participation des enfants est intéressante puisqu'elle intervient tout au long de l'action.



CHANTIER
PUBLIC, "Ici", 2019,
Poitiers.
<http://chantierpublic.com/projets/interactions/index.html?tile=content/12-ici-deux-nelio/content>.

Blöffique Théâtre,
"Correspondance de
quartier", Montpellier.
[https://www.
latelline.org/sur-le-
territoire/2013--
correspondance-de-
quartier/](https://www.latelline.org/sur-le-territoire/2013--correspondance-de-quartier/)



“Correspondance de quartier”, Blöffique Théâtre

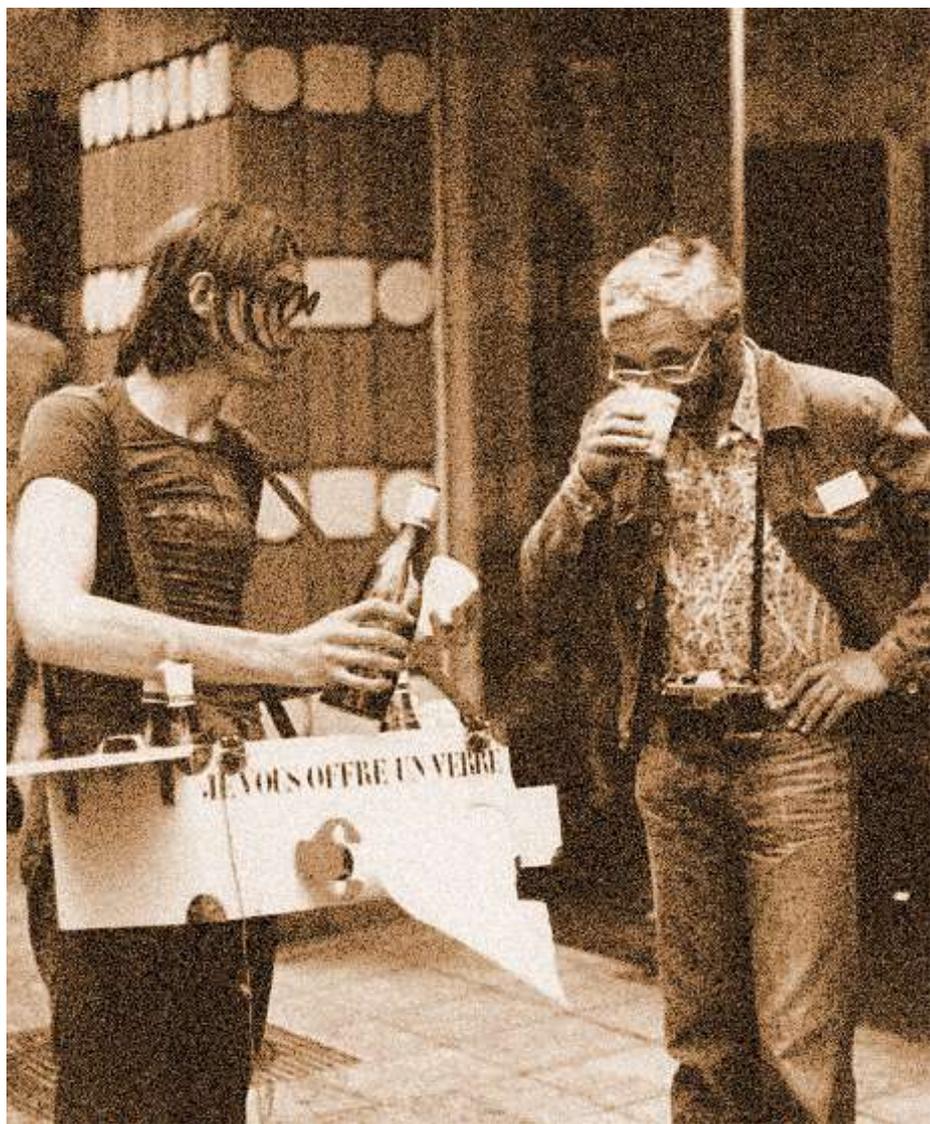
Ce projet artistique part d'un constat simple: le manque de lien social entre les habitants d'un même quartier. Le projet consiste à créer des cartes postales à l'aide de photographies prises du quartier par les habitants, d'inscrire un mot, puis d'envoyer la carte à un inconnu qui partage le même cadre de vie. Ainsi des visites insolites, des ateliers d'écriture et des expositions itinérantes sont organisés. Le but est de se faire surprendre par son environnement quotidien, en portant un nouveau regard sur ce qui nous entoure, et en rencontrant ces voisins que l'on ne connaît pas forcément. Le projet place l'habitant au cœur de projet, en l'invitant à s'impliquer de manière simple et accessible, au pied de son habitation. Le résultat

est une lecture sensible du territoire et une réalisation commune. C'est un dispositif qui crée du lien en agissant directement dans le quotidien des habitants et c'est également à cette échelle, celle du quartier, que je suis convaincue de l'importance de la mobilisation et de la participation citoyenne, loin des sphères politiques qui peuvent être déconnectées des réalités du terrain. En servant de prétexte à la rencontre, ces ateliers parviennent à réunir, à impliquer, c'est une activation de l'espace public où les usagers reprennent place au sein de leur lieu de vie. J'aimerais également fédérer, créer un esprit de groupe à travers ma démarche pour une réappropriation de l'espace public par les habitants.

**“ Je vous offre un verre ? ”,
Collectif UNTEL**

Marqué par la pensée situationniste de Guy Debord, le collectif UNTEL, formé de trois étudiants des Arts Décoratifs, a pour ambition d’abolir les frontières entre l’art et la vie quotidienne. Leurs performances dans l’espace public urbain permettent de décroquer le rapport à l’art en le rendant accessible à tous, mais servent également de lieu de revendication pour donner à voir une critique de la société. La performance “Je vous offre un verre” consiste à déambuler dans les rues avec un bar portatif à bretelles, offrir un verre de vin aux passants et engager une conversation. Cette action dans l’espace public interroge les interactions entre individus dans ces espaces et comment créer des échanges. Le fait d’offrir un verre dans la rue apparaît ici comme un prétexte à la rencontre, et souligne

que le dialogue entre inconnus dans l’espace public n’est pas la norme. L’indifférence étant souvent de mise, aller vers l’autre représente pour beaucoup une menace à notre quiétude. C’est pourquoi, il faut une raison, un prétexte pour engager une conversation, et dans ce cas, offrir un verre est une forme de gratuité, un acte de “générosité”, pour avoir la possibilité d’entrer dans une sphère plus proche de cet inconnu avec qui l’on partage la rue. Les interactions de rue, et la façon de créer plus de lien social, de faire des espaces publics, des lieux de rassemblements et de rencontre avec l’altérité sont des enjeux évidemment liés à la réappropriation de ces espaces par les habitants.



Collectif UNTEL, "Je vous offre un verre", 1975-1976.
<https://artplastoc.blogspot.com/2018/02/820-untel-1975-1980-lart-et-la-vie.html>

Chloé CHARBONNIER,
"Soleil Bleu", Montréal,
2021.
<http://centreturbine.org/projet/soleil-bleu>



"Soleil Bleu", Chloé Charbonnier

Le projet est le fruit d'une collaboration entre une classe de jeunes et l'artiste Chloé Charbonnier, qui travaille sur le vivre-ensemble et comment redonner une forme d'humanité à l'espace public. Les œuvres d'art collaboratives ont été réalisées par les jeunes et les commerçants d'un quartier de Montréal. Les commerçants transmettent aux jeunes leur passion pour leur travail et les jeunes se servent de ces histoires pour créer des œuvres d'art inspirées des commerces visités. L'objectif est de créer du lien entre ses deux générations qui partagent le même quartier, par le biais de l'art. Les œuvres d'art produites sont ensuite exposées sur les façades des commerces.

Ce projet artistique est intéressant, car il nécessite une collaboration, une aide réciproque pour aboutir. L'échange, le dialogue, la transmission sont au cœur du projet. Rompre l'indifférence et créer du lien entre habitants est également l'un des enjeux en travaillant sur la réappropriation de l'espace public. Ce projet illustre le fait que chacun peut apporter quelque chose à l'autre, et que la rencontre, le partage d'idées, d'histoire peut être moteur à la réalisation de projet collectif.

Cartographie sensible, Mathias Poisson

Ce projet s'est réalisé dans le cadre d'un cours de culture avec des étudiants du Campus de Dijon. Le but de la commande, par le centre culturel de l'université de Bourgogne, était d'emmener les étudiants en promenade sur le terrain, pour ensuite restituer graphiquement sous la forme d'une carte. Le plasticien et performeur Mathias Poisson s'est intéressé à la promenade en milieu urbain et à la retranscription subjective et sensorielle de celle-ci. Il a travaillé en collaboration avec Pierre Ancet, un philosophe, afin d'allier leur travaux sur la thématique du corps qui évolue dans l'espace.

Passer par une cartographie sensible permet ici de porter un intérêt aux sensations et aux expériences vécues de chacun des espaces. L'approche par l'immersion, la promenade est intéressante et est éprouvée comme une expérience inédite. Lors de cette version proposée par Mathias Poisson, il est demandé aux participants de porter des lunettes aux verres dépolis qui rendent la vision floue et de partir, guidé par un tiers à la découverte de différents endroits du campus. L'objectif de l'artiste est d'expérimenter le rapport des usagers à l'espace lorsque l'un des sens est perturbé, puis de retranscrire ces sensations par le dessin ou l'écriture. Visuellement, le résultat intrigue : la pelouse est omniprésente et la perspective des bâ-

timents est écrasée, mais le processus de déambulation qui a conduit à cette représentation est intéressant. Cette approche questionne notre perception de ce qui nous entoure, et à quel point celle-ci peut facilement être brouillée. La cartographie sensible se prête bien à une telle approche expérimentale, ayant pour but de représenter de manière subjective notre perception de ce qui nous entoure. De plus, dans une optique de démocratisation et d'efficacité de la fabrication de la ville, c'est un outil intéressant dans l'évaluation des perceptions du territoire par les usagers/habitants.

« LOI »

DANS MON QUARTIER,
ON S'ÉCRIT DES LETTRES
D'AMOUR, ON SE FAIGNE
DES SOUVENIRS...



manuel
initiation



Marion POUJADE, "La Fabrique de quartier", 2017,
Toulon.
[https://plateforme-socialdesign.net/fr/decouvrir/
la-fabrique-de-quartier](https://plateforme-socialdesign.net/fr/decouvrir/la-fabrique-de-quartier)

Parcours sensible, Ne Rougissez Pas

Le projet de redynamisation de la résidence Rivaud est une commande de la ville de Poitiers, qui a constaté un réel besoin d'investissement des espaces publics dans ce quartier mixte. L'association Walpurgis, porteuse du projet Chantier Public a pour ambition d'interroger la place de l'artiste et des habitants en activant la ville et le territoire par le biais de démarches participatives, artistiques et culturelles. Ne Rougissez Pas, collectif de graphistes et designers, qui travaille sur le territoire et les interactions avec ses habitants a également participé. Ensemble, ils ont réalisé un parcours sensible à partir d'échanges avec les habitants. Faisant suite à une intervention de la designer graphique Fleur Marquis, qui a conçu une carte sensible du quartier. À l'aide d'un mobilier hybride, de plans simplifiés, de fiches atelier et de tampons, elle a récolté les flux de circulation, points de vues et utopies des habitants.

Pour le parcours sensible, il s'agit de partir des problèmes soulevés par la carte sensible et de discussions spontanées directement avec les habitants afin de garder les témoignages les plus intéressants à retranscrire sous la forme d'une signalétique. Les intervenants sont allés sur le terrain, à la rencontre de ces individus qui fréquentent le lieu quotidiennement et les ont questionnés sur leur rapport à l'habiter. La parole collectée à l'écrit est à la fois des récits, des anecdotes des secrets sur le rapport personnel au lieu, puis cette parole est ensuite mise en forme sur les différents panneaux répartis et placés directement aux différents points de contact dans la résidence. La sélection

s'est effectuée surtout en fonction du nombre de personnes évoquant les mêmes envies, anecdotes ou histoires qui circulent sur le lieu. La signalétique a donc permis finalement de relier, de mettre en commun ce vécu, partagé par les résidents. En ce sens, cette signalétique originale et disposée in situ a été un moyen pour les habitants, de se sentir mieux dans leur environnement proche, plus écouté et entouré; ils ont pu reprendre une place au sein de leur lieu de vie. La participation du collectif d'habitants a également permis une redynamisation de l'endroit comme de l'ensemble des habitants.

Ne Rougissez Pas, "Ici", 2019, Poitiers.
Photo personnelle prise lors de mon stage à
Chantier Public en septembre 2021.

17
INFO:
TOIT-
TERRASSE
→

QUI DÉTIENT
LE
CHEMIN D'ACCÈS?

VERS LE CIEL



Collectif Terrains
Vagues, "Carte
sensible du campus
de la Bouloie", 2016,
Besançon.
[https://terrainsvagues.
fr/#projet=3809](https://terrainsvagues.fr/#projet=3809)



“Carte sensible du campus de la Bouloie”, Terrains Vagues

Impulsés par l’association Juste Ici (qui produit des créations artistiques dans et avec l’espace public) et l’université de Franche-Comté, une série de trois ateliers d’enquête ont été menés par Terrains Vagues. Cette intervention s’est effectuée dans le contexte d’une revalorisation et de questionnement autour du campus. Le but étant de récolter de la donnée sensible sur le rapport qu’entretiennent les participants avec le campus, une carte sensible a été réalisée. La particularité de celle-ci est la symbolisation de la parole par des pictogrammes. En effet, visuellement, la carte est très graphique et c’est un code couleur qui permet de distinguer les trois axes de temps : les souvenirs sont repré-

sentés en bleu, les usages actuels en rose et les utopies en orange à travers différents pictogrammes que l’on retrouve au dos de la carte papier pour lire le témoignage en question. Le pictogramme permet ainsi à la fois de localiser sur le plan le lieu et en même temps de faire un renvoi extérieur au récit de l’interlocuteur. C’est un moyen de ne pas avoir un rendu visuel trop saturé ; la carte obtenue est ici esthétique et efficace.

“Le PaPoMo”, Collectif ETC

Ce projet est apparu dans un contexte intéressant : une revendication politique suite à un projet de réhabilitation urbain. Le projet a été porté par une association à la suite d’une demande de la ville, qui souhaite par tous les moyens changer l’image de la place marseillaise, la rendre plus attractive, moins populaire. Ils ont, pour se faire, entrepris de construire des places de parking à la place du marché connu de tous. Ce projet a été très mal reçu par les habitants, qui n’ont pas eu leur mot à dire, et à qui l’on enlève ces précieux espaces vivants, où l’on s’enrichit de la rencontre avec l’autre. Des centaines de personnes se sont mobilisés pour conserver ce qui fait l’esprit du quartier, sa singularité. Le projet porté par le Collectif ETC évolue dans ce contexte, puisqu’il part d’une volonté d’occuper l’espace public, pour lutter contre de telles réhabilitations urbaines usant de la force pour aller à l’encontre des réalités. C’est donc dans un but militant, pour se faire entendre et faire corps ensemble, que le “parlement populaire mobile” a été créé. Il s’agit de gradins déployables dans l’espace public destinés aux habitants

pour permettre de se rassembler et de faciliter la prise de décisions collectives. L’objet a été co-construit avec les habitants, puisqu’ils ont pu participer à la construction, dans une démarche d’apprentissage.

C’est un dispositif qui m’intéresse, car il répond à de nombreux enjeux de l’espace public par sa modularité, son adaptabilité. Il soulève le besoin de créer un espace propice au regroupement dans notre société individualiste, et face à l’hostilité de l’espace public, de moins en moins conçu pour y ancrer un “nous”, retrouver un peu de solidarité et de valeurs humaines. Les individus ont ainsi la possibilité d’être impliqués et pris en compte en tant que citoyens, libres de décider des questions qui les concernent et de reprendre place dans ces espaces publics, propices à la liberté d’être soi et à la rencontre avec l’altérité.

Collectif ETC, “Le PaPoMo”, 2020, Marseille.
<http://www.collectifetc.com/realisation/papomo-nouvelle-version/>



“Le Triporteur du Chemin Vert”, les Saprophytes

Les Saprophytes est un collectif d'architectes, paysagistes, constructeurs qui développent des projets artistiques et politiques autour d'enjeux sociétaux. Le commanditaire du projet est la ville de Boulogne. Le projet le “Triporteur du Chemin Vert” associe une multitude partenaires: centre social, médiathèque, école,...

Un simple vélo accompagné d'une charrette pour déambuler dans la ville de Boulogne et aller à la rencontre de ses habitants, voilà l'idée du collectif, simple, mais efficace à la fois. L'outil transporte tout ce qu'il faut pour créer des moments d'échanges et de convivialité entre habitants autour du plan du quartier,

de la lecture d'un livre ou d'un café... il devient un prétexte à la rencontre. Au-delà de l'objet, c'est également le chantier collectif et l'aspect participatif du projet qui m'intéresse. Ainsi petits et grands ont pu participer, en fonction de leurs compétences et de leurs envies, à la construction et tous ont pris part à la réalisation d'une carte sensible, ensuite reproduite sur le plateau du triporteur. Le processus dans son ensemble me concerne, car c'est une démarche participative, où les habitants occupent un rôle central.



Collectif Les Saprophytes, “Le Triporteur du Chemin Vert”, 2019, Boulogne. <https://www.les-saprophytes.org/project/boulogne/>

Cabanon Vertical,
"Dédale", 2020,
Marseille
<http://www.cabanonvertical.com/projets-etudes-de-cas/article/dedale>



"Dédale", Cabanon Vertical

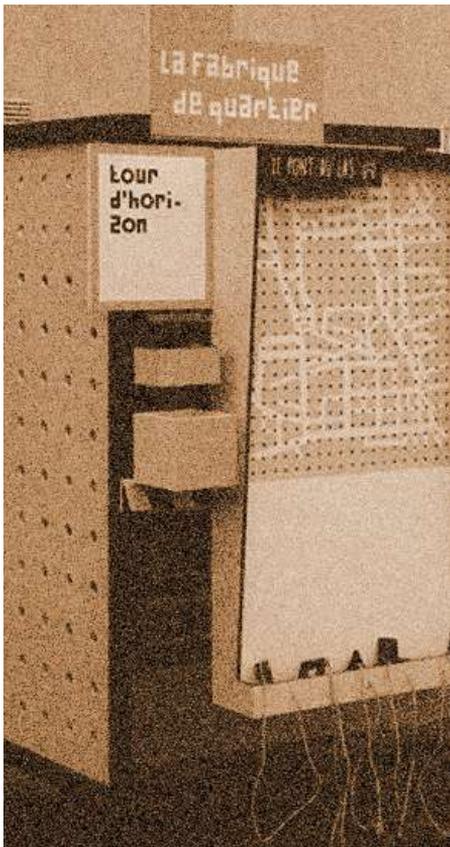
S'inscrivant dans le quartier populaire de Airbel à Marseille, ces aménagements urbains s'inscrivent dans une démarche transitoire, en amont d'un projet de renouvellement urbain. Le financeur principal est la Ville d' Aix-Marseille-Provence. Les installations (assises, transats, espaces de jeux,...) ont été réalisées en partenariat avec l'ADDAP13, une association qui œuvre pour la cohésion et l'insertion dans les quartiers. Celles-ci me semblent pertinentes, car elles invitent à une appropriation du cadre de vie par les habitants.

En effet, elles sont pensées de telle manière à rendre libre l'utilisateur en n'en restreignant pas l'usage, mais justement en ouvrant les possibles. Les designers ont opté pour des

plateformes en bois et peintes avec certaines palissades permettant à l'utilisateur aussi bien à s'asseoir, à marcher, s'allonger, discuter... En s'inscrivant dans une démarche globale, qui débute par une phase de concertation, puis le chantier participatif, le processus d'expérimentation est finalement tout aussi intéressant que le résultat en lui-même. Le projet favorise le lien social et invite les habitants à réinventer et reprendre place dans leurs espaces quotidiens. De tels enjeux ont été révélés grâce à l'aspect temporaire du projet, qui lui permet une approche plus expérimentale, tout en ayant un impact sur le projet de renouvellement urbain à venir.

“ La Fabrique de quartier”, Marion Poujade

Dans le cadre de son mémoire de fin d'étude portant sur la reconquête de l'espace public par les habitants, Marion Poujade a réalisé ce projet en partenariat avec un menuisier. En redonnant une place centrale à l'imaginaire dans son dispositif, la designer permet une réappropriation de l'espace public. Il se compose de différents modules qui incitent le participant à s'interroger sur "l'habiter" en récoltant plusieurs sortes de données (images, écrits, empreintes...). À la fois autonome et participatif, l'artefact s'adapte aux différents territoires et populations qui l'accueillent. L'outil est également prétexte à la rencontre, à l'échange dans l'espace public. Donner la possibilité à l'habitant de s'impliquer dans la transformation de son espace de vie en s'exprimant et donnant son avis est une première étape pour la construction de projets qui répondent à ses besoins d'usager. De plus, concevoir un dispositif indépendant, qui s'utilise sans aide et explications extérieures est une bonne idée pour récolter de la parole anonyme, qui ne serait sûrement pas recueillie oralement.



Marion POUJADE, " La Fabrique de quartier", 2017, Toulon.

<https://plateforme-socialdesign.net/fr/decouvrir/la-fabrique-de-quartier>

“Faites la place”, Collectif YA+K

Suite à un appel d’offres pour la réhabilitation de plusieurs places publiques à Paris, le collectif YA+K a proposé une réponse pour la place des fêtes. En constatant les potentialités du lieu et de la diversité des acteurs locaux, le projet s’est orienté de manière à offrir un cadre plutôt qu’une réponse offerte directement aux habitants.

Le projet de recherche-action a donc débuté par une analyse des usages actuels avec les acteurs locaux en expérimentant et co-concevant les futurs usages pour la place. Un chantier à ciel ouvert a été mis en place avec la participation des habitants, puis des ateliers à thèmes pour construire et tester les outils et mobiliers. Cette stratégie d’aménagement par l’activation vise à redynamiser l’espace en s’appuyant sur les potentialités du lieu et des usagers. Puis, un objet architectural, le Capla, a été mis en place, pour permettre de signaler l’événement par la convivialité, tout en mobilisant et rassemblant les habitants. C’est un réel outil d’appropriation de la place par les acteurs locaux: le CAPLA forme le cadre du projet, c’est au-

tour de lui et grâce à lui qu’évolue le projet. Enfin, le mobilier prototypé a finalement permis d’apporter à la fois une réponse aux besoins existants, mais aussi d’en insuffler de nouveaux.

Cette posture participative est intéressante, car le projet final n’est finalement rien de plus que la mise en ordre de la phase d’expérimentation qui a précédé. En ce sens, le designer produit des formes mutables, qui restent ouvertes afin de permettre à l’usager d’intervenir et de se les approprier. Il n’y a pas d’attendus de la part des designers qui définissent avec les usagers le projet au fur et à mesure. Exposer un cadre permet à une forme de liberté d’avoir lieu, tout en redonnant leur droit à ceux qui impulsent un mouvement.

Collectif YA+K, “Faites la place”, 2016, Paris.
<https://journal.dampress.org/issues/lexposition-de-design/concevoir-en-portant-attention-aux-milieux-etude-sur-les-modalites-dexposition-du-design-de-la-participation>



“Cabanon Ambulant”, Cabanon Vertical

Ce projet financé par la ville de Marseille et le département des Bouches du Rhône est une remorque aménagée, qui se veut chaleureuse et conviviale. Déployé lors des temps de concentration, d’animation ou pour les repas de chantier, le but est de créer un espace propice à l’échange dans l’espace public. L’outil étant sur roues, il peut se déplacer facilement et sa modularité lui permet de s’adapter aux différents contextes et publics. Ainsi, le cabanon peut être autant utilisé en tant qu’espace de cuisine, scène ou support pour des ateliers créatifs en transportant différents objets. L’outil, assez imposant, a également l’avantage de servir de signallement à la mise en place d’un temps collectif ouvert à tous.

Ainsi, les personnes aux alentours comprennent qu’il se passe quelque chose et qu’ils ont la possibilité de s’y joindre. Ce projet est pertinent pour mon sujet de réappropriation de l’espace public, car il démontre la capacité du designer à instaurer un espace propice à l’échange et la rencontre. Par la modularité de l’objet, il est possible de l’adapter à différentes occasions et l’objet devient finalement prétexte à la rencontre, peu importe son usage; l’essentiel est qu’il permette le rassemblement.

Cabanon Vertical, “Cabanon Ambulant”, 2021, Marseille.
<http://www.cabanonvertical.com/projets-etudes-de-cas/article/cabanon-ambulant>



Expérience de cartographie de l'histoire sociale de Port Saïd, Nermin Elsherif

Ce projet à l'initiative de l'architecte de formation Nermin Elsherif voit le jour en 2016 à Port Saïd, en Égypte. Elle a elle-même vécu longtemps dans ce pays et se questionne depuis quelques années sur les cartes, ce qu'elle représente et comment créer des contre-cartes qui remettent en cause les représentations officielles. L'idée de lancer un projet de contre-carte à Port Saïd, s'est révélée en constatant à quel point la géographie de la ville est importante dans les histoires des habitants, leurs chansons, ou encore leurs expressions du quotidien. Toutes ces données subjectives n'ont pourtant jamais été cartographiées auparavant.

C'est donc un projet collaboratif qui a débuté par une collecte de d'informations sur l'histoire de la ville dans les journaux, sur des cartes postales, et par des transmissions orales comme des chants, des archives personnelles, des entretiens avec les habitants. De manière collective, ils se sont ensuite questionnés sur la légende, l'échelle, l'étendue de la carte. Les résidents sont ensuite invités à partager et visualiser leurs souvenirs en ajoutant leurs propres photos et témoignages. Finalement, même si le résultat n'est pas très lisible, par les nombreux fils qui se croisent, la carte montre la complexité et l'interconnexion

des histoires et à quel point le récit de l'état interfère avec le récit personnel. Cela soulève un questionnement sur la façon de décomposer l'histoire sociale d'une ville pour qu'elle puisse être lu. La carte sert de planche de mémoire collective des habitants de Port-Saïd et peut être vue comme une contre-carte par la volonté de Nermin Elsherif de remettre en question la représentation habituelle de l'histoire et des cartes en tant que construction sociale par des autorités.

Ce projet m'interpelle par l'aspect collaboratif avec les habitants, mais également le besoin social qu'il soulève de sortir des représentations classiques pour proposer quelque chose qui ait du sens pour ceux qui vivent la ville. Une réappropriation du territoire par les habitants passe nécessairement par la place que l'on leur accorde dans un éventuel changement.

Nermin ELSHERIF, "Expérience de cartographie de l'histoire sociale", 2016, Port Saïd.
<https://notanatlas.org/wp-content/uploads/2019/06/Visualizing-the-Counter-Narratives-of-Port-Said.pdf>





Empreinte par frottage
<https://nathalieblanloeil.blogspot.com/2013/09/a-fleur-de-relief.html?m=1>

La sérigraphie par Ne Rougissez pas

La technique de la sérigraphie se prête bien à un investissement dans l'espace public, par son rendu artisanal, et c'est surtout une technique de reproduction en plusieurs exemplaires qui peut s'avérer pratique pour des impressions en série. La sérigraphie permet également l'obtention de couleurs intenses et de bonnes opacités à l'impression, tout en étant économique. Le principe est le suivant : le support à imprimer est maintenu stable, on place ensuite un cadre sur le produit ou le textile en question et avec une raclette d'impression on applique l'encre. La sérigraphie est un procédé d'impression qui se réalise à l'aide d'un écran et/ou un cadre sur lequel un tissu à mailles est tendu. Certaines mailles sont bouchées, celles qui ne le sont pas laissent passer à travers l'encre. Pour boucher les mailles, une émulsion photosensible est appliquée à certains endroits.

Ici, le projet intitulé "la beauté est dans la rue", propose la réalisation d'affiches, d'abord en découpage et collage de slogans et de photos, puis en sérigraphie par un système de caches en rhodoïd pour apporter du dynamisme aux visuels. C'est une technique qui se prête bien à la revendication, au militantisme, particulièrement présent dans l'espace public; par nature, un espace de libre expression.

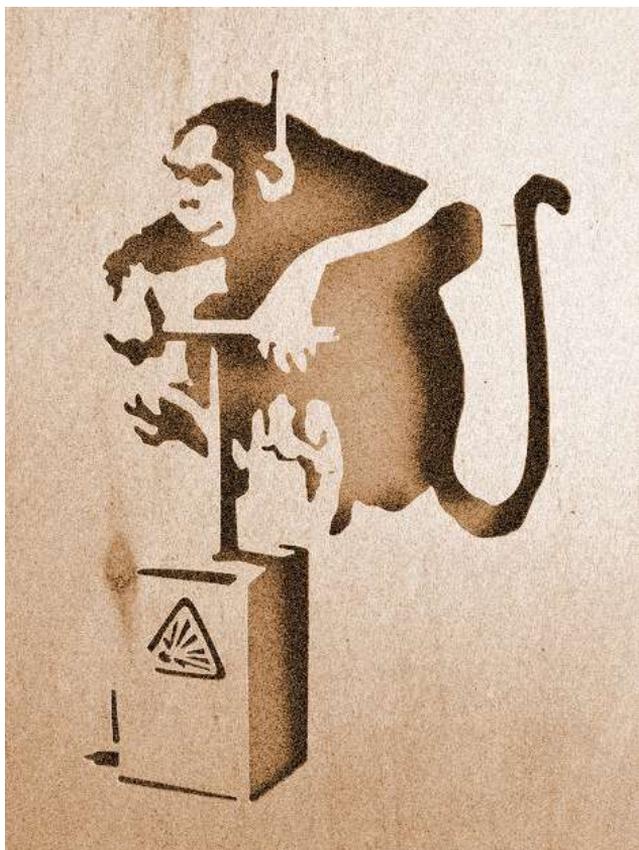
Collectif Ne Rougissez Pas, "La beauté est dans la rue", 2019, Ivry-sur-Seine.
<http://www.nerougissezpas.fr/projets/dispositifs/la-beaute-est-dans-la-rue/>



Collectif Ne Rougissez Pas, "Paroles en séri(graphi)e", 2019, Ivry-sur-Seine.
<http://nerougissezpas.fr/projets/dispositifs/paroles-en-seri-graphi-e/>

Le Pochoir par Banksy

Le street art représente toutes les formes d'art de la rue. Ici, l'objet d'étude se concentre sur une technique graphique développée dans les espaces publics: le pochoir. Cette technique, particulièrement appréciée par l'artiste Banksy, offre un rendu unique et répliquable autant de fois que souhaité, facilement et rapidement dans la rue. Dans l'art urbain, l'outil est souvent fait maison et réalisé par le street-artist lui-même à l'aide d'un cutter. Puis il passe une couche de peinture ou de bombe à peinture pour obtenir son dessin. Généralement conçu à l'aide de papier ou de carton, il se prête donc particulièrement bien à un art éphémère, souvent revendicateur. Simple d'utilisation et accessible à tous avec différents médiums (feutres, peinture...), cette technique se prête bien à une utilisation dans l'espace public.



BANKSY, "Singe actionnant un dispositif de dynamite".
<https://i.pinimg.com/>

Le projet “Super Nature” qui accompagne la piétonnisation d’une place à Montreuil à recours au pochoir. Après un atelier découpage avec les enfants, une sélection de leur production a été faite, pour en faire des pochoirs en bois. Puis, le collectif accompagné des jeunes, ont appliqué la peinture sur les pochoirs grâce à des machines de marquage de voirie. Ce projet s’inscrit dans un processus de participation complet des jeunes, qui sont impliqués tout au long du projet, et les concepteurs s’appuient sur leurs productions pour élaborer des outils.



“Super Nature”,
Pochoir en bois pour le
marquage au sol sur la
place Croix de Chavaux,
2020, Montreuil.
[https://plateforme-
socialdesign.net/fr/
decouvrir/super-nature](https://plateforme-socialdesign.net/fr/decouvrir/super-nature)



APPROCHES!, Futurs usages, atelier de voyance pour Paris Habitat Belleville, 2020, Paris.
[https://
atelierapproches.fr/](https://atelierapproches.fr/)

Le jeu par l'atelier d'urbanisme APPROCHE.S!

Le jeu est une alternative divertissante, qui peut permettre d'aborder des sujets plus sérieux. C'est le cas ici avec ce projet de réhabilitation d'une résidence, où l'approche par le jeu permet une ouverture vers plus d'imaginaire, en invitant les usagers à se projeter dans l'avenir. L'entrée permet aux participants de s'exprimer sur leurs souhaits, leurs envies de transformations. Ainsi, un terrain de discussion peut facilement être formé avec des échanges variés. En plus, d'avoir l'avantage de favoriser le lien social, c'est un dispositif qui permet à tous de s'impliquer librement autant que souhaité ; c'est une forme de médiation particulièrement adaptée à des publics distants,

non avertis et non convaincus¹. Un simple jeu de cartes peut ainsi être utilisé pour aborder toutes sortes de thématiques, tout en gardant une approche expérimentale : en fonction de la façon dont le jeu est reçu par les participants, on peut facilement modifier et essayer différemment, tant les possibilités avec cette technique restent variées. Dans tous les cas, on retrouve le principe de règles, de protocoles, d'interactions entre les acteurs, ce qui délimite l'activité dans le temps et l'espace.

1 GUILLET, Jérôme, Petit manuel de travail dans l'espace public, Éditions du Commun, 2019.

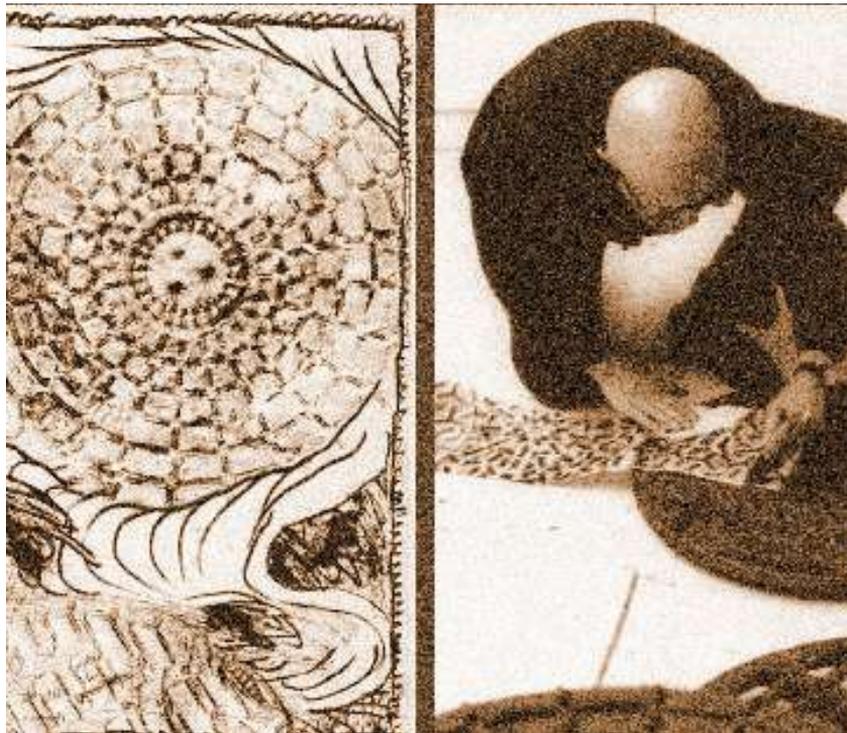
L’empreinte par frottage par Pierre Alechinsky

Cette technique simple à réaliser consiste à frotter une mine de plomb sur une feuille de papier appliquée sur une surface comportant des aspérités, des reliefs. Elle était très utilisée par l’artiste Pierre Alechinsky qui prit la décision de remettre au goût du jour cette technique souvent utilisée par les enfants qui impriment, en frottant avec un crayon sur du papier, le relief d’une pièce de monnaie. Alechinsky s’attarde lui, à l’environnement urbain et ce qui le compose, ces éléments qui passent inaperçus, comme les cercles en métal des bouches d’égout, réparties un peu partout dans nos rues. Il utilise de l’encre ou des craies grasses, avec lesquelles il frotte une surface sur le motif pour créer ensuite des compositions. Ceci permet

de réinventer un nouveau contexte à ces fragments de ville et les usagers peuvent porter un regard neuf sur ces éléments de décor de prime abord anodins, mais qui peuvent devenir de véritables œuvres d’art.

En libérant les textures de n’importe quel matériau, le frottage est intéressant, car il peut être réalisé par tous lors de balades urbaines. De plus, en travaillant sur le rapport habitant/territoire, l’utilisation de cette technique peut être pertinente pour rendre compte de son environnement urbain, en capturant par exemple, l’empreinte d’une poubelle, d’un banc ou encore des textures naturelles trouvés sur le terrain.

Pierre ALECHINSKY,
"Remarques
marginales".
[https://le-carnet-
et-les-instants.
net/2017/07/15/pierre-
alechinsky-dans-les-
marges-et-au-coeur-de-
limprime/](https://le-carnet-et-les-instants.net/2017/07/15/pierre-alechinsky-dans-les-marges-et-au-coeur-de-limprime/)





T'ang HAYWEN, "Composition", Encre sur papier.
<http://tanghaywen1990poland.com/fr/tang-haywen/presentation-3/>

L'encre de Chine par T'ang Haywen

La peinture à l'encre de Chine a l'avantage de pouvoir être utilisée par tous, tout en offrant un résultat expressif. Le rendu d'une œuvre à l'encre de Chine peut être tellement variable suivant le geste donné, l'épaisseur ou la taille du moyen d'application (qui n'est pas forcément un pinceau), le taux de dilution de l'encre dans l'eau... Par de l'expérimentation, on peut ainsi obtenir des choses très différentes les unes des autres. La particularité de l'artiste franco-chinois T'ang Haywen repose sur son inspiration de la nature, de ce qui l'entoure, sans pour autant

copier la réalité ou tomber dans le figuratif. Par l'asymétrie présente et la place importante du vide dans ses œuvres, l'artiste parvient à traduire tout le dynamisme et l'énergie qui émane de ces paysages. Cette technique pourrait être utilisée dans une démarche participative, où chaque participant exprime à sa manière, par un tracé, son ressenti d'un lieu, ou de manière générale comment il se sent dans les espaces publics de sa ville.

La “photograffiti” par Chloé Charbonnier

Mélangant deux techniques souvent utilisées dans l'espace public, la photographie et le graffiti, l'artiste se rend dans la rue pour aller à la rencontre de ceux, à qui on donne rarement la parole. Elle aborde les gens et leur demande simplement quel message ils aimeraient transmettre au monde. La personne dispose d'une feuille blanche sur laquelle, elle peut inscrire son message. Un polaroid est offert à la personne et une photo en négatif noir et blanc est ensuite affichée sur le lieu de rencontre, dans l'espace public.

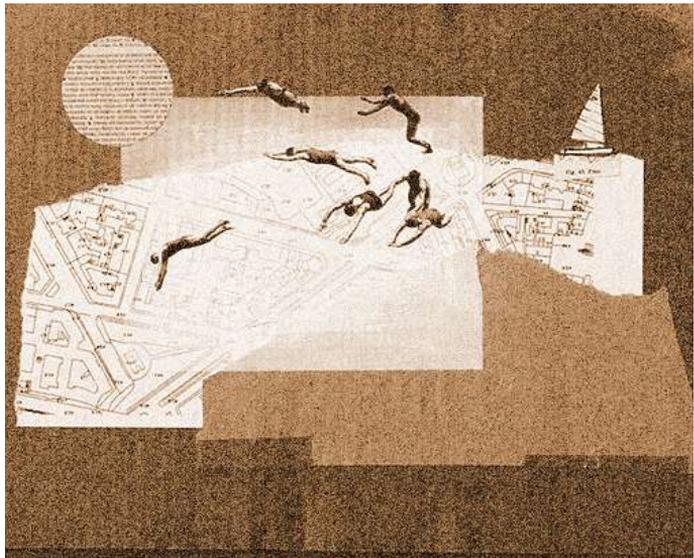
La technique a ici pour vocation de porter la voix de ces personnes en retrait, que l'on considère comme marginales. Intégrer ces photographies sur les murs, dans l'espace public, renvoie un message fort en donnant de la visibilité à l'individu et à ce qu'il souhaite transmettre aux autres. Le croisement de la photographie et du graffiti créé un rendu final deux fois plus efficaces qu'une simple photographie ou qu'un simple graffiti: le lien entre la personne et son message passe par le biais de la feuille blanche, qui sert de support d'expression, tout comme l'espace public, dans lequel est affichée la production. L'artiste redonne ainsi à l'espace public sa fonction d'espace de liberté, de revendications, où chacun a sa place.



Chloé CHARBONNIER, "Photograffiti", 2011,
Manchester.
<http://chlocharbonnier.com/fr/portfolio-12140->

Le papier découpé par Raul Lazaro

Simple à réaliser, le collage est un moyen efficace pour représenter une scène, se faire comprendre graphiquement. Ici, l'artiste Raul Lazaro utilise quelques papiers de textures, motifs et couleurs différentes, sûrement découpés dans des magazines destinés à être jetés, pour créer une composition minimaliste, mais très intéressante visuellement: l'observateur parvient directement à comprendre l'action qui se déroule. C'est une technique efficace et accessible à tous, car elle ne nécessite pas de compétence particulière. Elle pourrait sans problème être investie dans mon travail dans l'espace public, par le large panel d'utilisateurs qui s'y trouve, dans une démarche participative.



Raul LAZARO, issu de la série "La Playa", collage.
<http://sindromedediogenes.squarespace.com/-la-playa2/>



“Super Nature”, Atelier participatif au centre d’art contemporain Tignous pour le marquage au sol de la place Croix de Chavaux, 2020, Montreuil.
<https://plateforme-socialdesign.net/fr/decouvrir/super-nature>

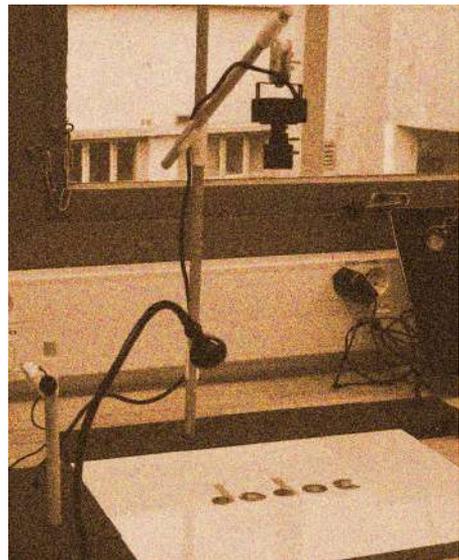
Dans un projet plus global, cette technique est beaucoup utilisée avec les enfants et les jeunes, par exemple lors d’ateliers participatifs, pour créer un visuel fort et préconfigurer une composition. C’est le cas avec le projet “Super Nature”, dans lequel la technique du papier découpé permet une réalisation simple de formes, pour ensuite créer des pochoirs et pouvoir par la même occasion, tester l’agencement pour les futurs marquages au sol. Le collage est ici utilisé comme un intermédiaire, un outil pour permettre aux jeunes de participer à une piétonnisation de rue.

Le “do•doc” par l’atelier des chercheurs

Do•doc est un outil “conçu pour documenter et créer des récits à partir d’activités pratiques”. L’objet est associé à un logiciel afin de permettre plusieurs modes d’enregistrements (son, texte, image, vidéo, animations), pour ensuite les éditer, mettre en page et publier. Le logiciel étant indépendant de l’objet, il peut être joint à d’autres dispositifs physiques permettant la prise de vue pour que son utilisation soit la plus adaptée à chaque situation. Le logiciel a l’avantage de pouvoir permettre une écriture collaborative, tout en s’adaptant aux différents environnements.

Ce dispositif m’intéresse, car il rend possible la documentation d’un projet dans l’espace public. Le logiciel peut facilement être utilisé avec un objet transportable qui facilite son appropriation par les usagers. Les différents modes d’enregistrements sont ainsi accessibles à tous, ce qui permet à chacun de s’exprimer comme il le souhaite. De plus, comme les appareils sont connectés directement à l’application, et qu’il est possible de définir un gabarit pour chaque projet, la prise de vue s’effectue de manière rapide et instantanée, ce qui est pertinent lors d’une utilisation dans une zone de passage dans un espace très fréquenté. Le fait que l’outil soit au-

tonome et facile d’utilisation permet une accessibilité au plus grand nombre. C’est un outil intéressant pour recueillir de la donnée à la fois qualitative et quantitative sur les usages qu’ont les gens des espaces publics, quels lieux ils fréquentent, où ils se rendent... par le biais d’une approche amusante.



L’Atelier des chercheurs, “Do•doc”, 2020.
<https://latelier-des-chercheurs.fr/outils/dodoc>



Horizome, "Radio Caddie", 2019, Strasbourg.
<https://radiocaddie.wordpress.com/>

"Radio Caddie" par Horizome

Le fait d'enregistrer, de capter des sons peut être un moyen de retranscrire une ambiance, mais aussi de recueillir des données récoltées in situ. Bruits de pas, vent, klaxon de voiture sont autant de bruitages que l'on vit au quotidien dans nos espaces extérieurs, sans forcément y prêter attention. Ce peut aussi être un moyen de mieux appréhender son environnement, de se l'approprier. De plus, en travaillant sur l'espace public et sur la participation citoyenne, la parole et donc de ce fait, la manière de la recueillir occupe une place centrale. Comment permettre aux usagers de l'espace public de s'exprimer? L'enregistrement audio par la radio peut être un moyen efficace et pratique d'en-

courager la libre expression des habitants et de la récolter; c'est un moyen de montrer que la parole de chacun est prise en compte. On peut le constater dans le dispositif de médiation et de captation sonore conçu par le collectif Horizome. Cet outil arpente les rues à la rencontre des personnes qui font la ville. À la fois bureau de rédaction et studio d'enregistrement, c'est la modularité du dispositif qui fait sa force. Ainsi, toute "l'émission radio" se crée au gré de la promenade, du paysage sonore et des usagers rencontrés.

Le cyanotype par Chloé Charbonnier

La technique du cyanotype est un “procédé photographique monochrome, par le biais duquel on obtient un tirage photographique bleu lors de l’exposition aux UV du soleil.”¹ On mélange dans un premier temps deux réacteurs photo-sensibles qu’on étale sur une feuille de papier, puis attendre que cela sèche avant de pouvoir disposer végétaux, objets ou autres sur la surface. On place face au soleil, puis on rince pour que la surface devienne bleue et la zone recouverte, blanche.

Cette technique permet une grande précision et est utilisée dans le projet “Soleil Bleu” avec les jeunes; c’est une approche ludique et accessible à tous, tant que les réacteurs

chimiques sont fournis. Les jeunes s’emparent du procédé en utilisant des objets dans le but de raconter l’histoire des commerçants du quartier. Le cyanotype a l’avantage de pouvoir aussi reproduire la forme de corps humain, comme dans d’autres projets de l’artiste. Les visuels obtenus peuvent être expressifs et percutants, notamment par le contraste de couleur qui permet une lecture instantanée des formes. Exploiter le cyanotype dans l’espace public donne lieu à des visuels efficaces et simples à réaliser par tous. Ils peuvent aussi être affichés directement dans l’espace public, pour mettre en valeur des enseignes ou des savoir-faire, comme dans ce projet.

¹ Définition issue du site web de l’artiste : <http://chloecharbonnier.com/fr/accueil>



Chloé CHARBONNIER,
“Soleil Bleu”, 2021,
Montréal.
<http://centreturbine.org/projet/soleil-bleu>

Thierry Paquot
Désastres urbains
Les villes meurent aussi

MICKAËL LABBÉ

REPRENDRE PLACE
Contre l'architecture
du mépris

Hervé Ma
Jean-Ma
LA SOCIÉTÉ
URBAINE



éditi

Pile de livres utile à ma recherche
Photographie personnelle

Réappropriation et perte de droit dans l'espace public urbain

LABBÉ, Mickaël. *Reprendre place contre l'architecture du mépris*, Payot, Paris, 2019.

Ce livre paru en 2019 est issu du travail du docteur en philosophie, Mickaël Labbé. Également maître de conférences en esthétique et philosophie de l'art, il enseigne à l'Université de Strasbourg.

Contenu du livre

“Nous avons tous à habiter l'espace et cela constitue même une part essentielle de qui nous sommes”¹. Voici un constat simple soulevé par Mickaël Labbé, mais qui laisse entrevoir la place que devrait occuper l'habitant dans la fabrication de son propre espace de vie.

Pourtant, dans son livre, l'auteur constate à quel point les villes deviennent inhospitalières, allant jusqu'à renvoyer du mépris et de la non-reconnaissance à ceux qui la vivent. Privatisation de l'espace urbain soumis à la logique marchande, stratégies insidieuses d'exclusion de populations jugées “indésirables”, tourisme de masse qui dépossède les habitants du sentiment d'être chez soi, production d'un espace antidémocratique placé sous une volonté obsessionnelle de contrôle... sont autant de pathologies auxquelles l'espace urbain est aujourd'hui confronté.

Se pose alors la question fondamentale introduite en 1968 par Henri Lefebvre, celle du droit à la ville: Qui fait la ville? à qui appartient-elle? Et surtout comment reprendre place en son sein?

¹ Mickaël LABBÉ, *Ibid.*, p.21.

Mickaël Labbé en est persuadé, c'est dans nos vies quotidiennes, dans nos quartiers, que cela se joue, par une réappropriation des espaces nôtres. "Faire dans l'extériorité d'un bien commun à usage collectif quelque chose de soi" nous dit-il². En faisant pleinement usage des lieux et en décidant des questions qui nous concernent, il s'agit de réinvestir nos espaces, de reprendre place où nous sommes déjà. Ce serait dans "les plis des villes que peuvent apparaître des possibilités de résistance à la privatisation de l'espace, ainsi que de nouvelles solutions sociales et architecturales, qui permettent l'épanouissement de formes de vie urbaines plus démocratiques et émancipatrices".³

Liens avec ma question de recherche-projet

Mon sujet étant l'espace public et sa réappropriation par les habitants, la notion de droit à la ville occupe dès lors une place centrale, qu'il s'avère important pour moi de mettre en avant. Mickaël Labbé propose ici une porte d'accès à la compréhension de cette idée, très théorique lors de son élaboration par Lefebvre, qu'il illustre à travers des exemples concrets identifiants et vécus, de près ou de loin, par tous. On comprend ainsi que le simple mobilier anti-SDF, au-delà d'une marque de rejet, se révèle être un signal violent dégradant le statut de personne, une terrible attaque

**“ concevoir
les lieux, c'est
exercer un
pouvoir sur ce
qui peut avoir
lieu ”**

2 Mickaël LABBÉ, Ibid., p.124.

3 Mickaël LABBÉ, Ibid., p.32.

contre nos corps. Ce mécanisme est d'autant plus cruel, car il invisibilise les plus vulnérables, tout en étant invisible aux yeux de ceux qui ne le vivent pas. Il ne s'agit donc pas simplement d'une question d'aménagement. Il est frappant et même effrayant de constater la mentalité sous-jacente à l'initiative de telles stratégies, allant à l'encontre de l'acceptation et de la reconnaissance de ses habitants, car comme le remarque Labbé : "concevoir les lieux, c'est exercer un pouvoir sur ce qui peut avoir lieu"⁴ Cet exemple parmi tant d'autres démontre la non-capacité de la ville actuelle à reconnaître chaque individu qui la compose.

De plus, on retrouve dans plusieurs phénomènes, tels que le tourisme de masse ou encore les BID⁵, une logique de marchandisation de l'espace qui a pour conséquence un appauvrissement de la diversité qu'est la ville ainsi qu'une fragmentation de celle-ci, où l'entre-soi domine. Cette conception de l'espace urbain, où une confrontation avec la diversité n'est même plus possible, est à l'opposé d'une vision humaniste de la ville qui serait justement un espace qui permette l'être

ensemble, car comme le rappelle l'auteur "la démocratie est aussi une manière déterminée d'habiter ensemble, de "vivre sous le même toit" selon un ensemble de valeurs communes dont le signifiant spatial a pour nom "ville"⁶. Il semble donc nécessaire et urgent de nos jours, de reprendre place dans un "où" localisé qui permette la formation d'un "nous" démocratique.

Ces constats m'ont fait prendre conscience de cette dépossession essentielle de nous-mêmes à laquelle nous sommes confrontés sans forcément nous en rendre compte, c'est une réelle perte de droits qui s'opère. On peut dès lors parler d'un besoin de réappropriation (en supposant qu'il fut un temps où l'homme était pleinement intégré et non soumis à une forme d'aliénation de l'espace).⁷ À propos d'appropriation au sens large, Labbé donne justement une définition intéressante en reprenant la pensée de Lefebvre⁸ : "habiter, c'est pouvoir reconnaître dans l'extériorité quelque chose de soi. S'approprier c'est faire de quelque chose d'extérieur, de la condition, de la situation, quelque chose qui soit mien, qui soit nôtre"⁹.

4 Mickaël LABBÉ, Op.Cit., p.61.

5 Une forme de privatisation de l'espace urbain qui recherche du profit en manipulant les habitants (cf. gated communities).

6 Mickaël LABBÉ, Op.Cit., p.23.

7 C'est en effet le propos que défendait Lefebvre en distinguant la ville et l'urbain, la première étant en place avant l'industrialisation et la seconde notion renvoyant à ce qui découle d'une forme aliénée par la marchandisation de l'espace. Il pense que l'industrialité a imposé à la ville une logique de rentabilité et de productivité qui a détruit les formes de créativité et de spontanéité. L'homme n'est ainsi pas une simple portion d'espace à loger et la question de l'habiter ne se réduit pas à l'habitat.

8 Mickaël LABBÉ, Op.Cit., p.125. Lefebvre dit à propos de l'appropriation qu'il s'agit d'un "processus par lequel un individu ou un groupe transforme en son bien quelque chose d'extérieur."

9 Mickaël LABBÉ, Op.Cit., p.124.

Ainsi, sans avoir besoin de posséder cette chose, et même si je ne suis pas à l'origine, je fais d'elle mon œuvre propre. Il s'agit selon l'auteur, du "seul moyen authentique de vivre une existence non mutilée par la reconnaissance pleine et entière des besoins sociaux qui constituent notre humanité"¹⁰ Finalement, face à toutes ces pathologies urbaines qui rendent l'espace public hostile à ses habitants, la notion d'appropriation ou de réappropriation se prête bien.

Selon lui une réappropriation est possible, non pas par le modèle d'occupation des places¹¹ ou celui des ZAD¹², qui exigent l'investissement de lieux extérieurs, des lieux autres. Avec ces deux modèles, on marque une rupture avec le "où" et le "quand" de la vie ordinaire. L'auteur défend plutôt un remodelage du droit à la ville, une manière de chercher à "ré-habiter nos centres de vie"¹³, de nous ancrer là où nous sommes déjà. Réinventer une forme d'existence plus en accord avec notre environnement de l'intérieur semble une bonne idée pour une appropriation du territoire urbain.

10 Mickaël LABBÉ, Op.Cit., p.125-126.

11 Investissement temporaire de "hauts lieux", des lieux symboliques qui ne peuvent devenir des lieux de vie et d'habitation.

12 Le modèle de la Zone A Défendre se base sur une mise à l'écart, un exode. Il s'agit ainsi d'une autre manière d'habiter le monde en quittant la ville.

13 Mickaël LABBÉ, Op.Cit., p.159.

Gouvernance des villes, participation citoyenne et mixité sociale

MARCHAL, Hervé, et al., *La Sociologie Urbaine*, Presses Universitaires de France, Paris, 2018.

Cet ouvrage rédigé en 2018 réunit les connaissances de Hervé Marchal, professeur et chercheur en sociologie et Jean-Marc Stébé, sociologue. La sociologie urbaine se penche sur une analyse d'ensemble du phénomène urbain par le biais de la sociologie.

Ce compte rendu de lecture portera sur les chapitres trois et quatre intitulés respectivement "Gouverner, réguler et gérer la ville" et "Distinction, stigmatisation et relégation dans la ville".

Contenu du livre

Ouverture des frontières, globalisation de l'économie, développement des technologies, amplification des inégalités sociales sont autant d'enjeux auxquels la société actuelle doit faire face. Tous ces défis à relever imposent de s'interroger sur la gouvernance de celle-ci. En parallèle, on observe depuis plus d'un quart de siècle, une prise d'ampleur des villes, qui attirent les gens et les entreprises, produisent des richesses, offrent un marché de l'emploi diversifié : les villes sont devenues le principal moteur du développement économique.

Mais alors, comment gérer la montée en puissance des villes ? L'État centralisateur semble depuis quelques années perdre de l'importance, qu'en est-il dès lors des notions de démocratie locale et de gestion de proximité ?

Même si la question de la participation des habitants n'est pas nouvelle, le fait de considérer le citoyen comme un participant actif à la vie de la cité est revenu au goût du jour depuis les années 90 posant les principes de consultation, d'information, et de concertation à travers différentes lois. Ces procédures de participation qui peuvent prendre plusieurs formes (assemblées, conseils municipaux, forums de discussion sur Internet, enquête publique, jury citoyens, sondages délibératifs...) ont pour objectif d'améliorer une gestion urbaine inadéquate, mais aussi de mobiliser les habitants et de créer du lien social. Par ailleurs, le fait de donner du pouvoir au citoyen en le rendant acteur de changement se révèle sous les termes de "capacitation", "d'activation" ou encore "d'empowerment". Son expertise en tant qu'usager est d'ailleurs importante, car il possède des compétences d'usage.

Les auteurs relèvent pourtant qu'aujourd'hui la participation démocratique s'avère plutôt décevante: difficultés à toucher tous les acteurs concernés, préoccupation de certains de davantage se pré-

occuper de l'image de la ville ou de leurs propres intérêts. Le moment, l'objet, la forme, la finalité, les interlocuteurs sont des paramètres qui méritent une réflexion approfondie afin d'éviter d'alimenter les suspicions grandissantes des habitants pour ce type de dispositifs.¹

À propos de la mixité sociale à travers la fragmentation de la ville et les différentes formes de ségrégations que cela engendre, on observe des manières d'habiter de plus en plus fracturés les unes et des autres, autant spatialement que socialement. Par les exemples des *gated communities*², de la ségrégation³ et de la gentrification⁴, on comprend le mécanisme d'évitement de "l'étranger" qui accentue les disparités sociales.

Cependant, les auteurs traitent de la mixité sociale comme étant un objectif controversé des politiques urbaines. On assiste ainsi à une sorte de discrimination positive, car la mixité sociale semble être à première vue, la garantie d'une harmonie sociale. Pourtant, certains sociologues ont montré "que le mélange de groupes différents dans un lieu

1 En France, les habitants ont tendance à être placés dans une position contraignante où on leur demande de s'exprimer, mais pas n'importe comment et dès lors qu'ils s'investissent dans leur quartier, ils se voient reprocher de traiter de problèmes personnels et non d'utilité générale.

2 D'après Géoconfluences, il s'agit d'un quartier homogène à la population aisée qui s'enferme, se sécurise volontairement de son environnement immédiat pour se protéger des populations précarisées.

3 Hervé MARCHAL, Jean-Marc STÉBÉ, Op.Cit., p. 87. Utilisée dans les sciences sociales pour montrer les oppositions territoriales et mettre en lumière les inégalités urbaines. Il s'agit de l'action de séparer, d'écarter, en l'occurrence ici des individus parce qu'on les estime différents de nous.

4 Hervé MARCHAL, Jean-Marc STÉBÉ, Op.Cit., p. 90. Phénomène qui consiste à embourgeoiser les espaces centraux des villes, en évacuant progressivement les classes populaires y habitant.

de résidence ne favorise pas nécessairement les relations sociales et ne réduit pas les distances sociales entre ces groupes”.⁵ Autrement dit, ce n’est pas parce que l’on met des personnes différentes par leur culture, leur nationalité, leur statut social dans un même lieu, qu’il y aura forcément fréquentation et proximité.

Liens avec ma question de recherche-projet

En définissant la ville comme étant, “à la fois territoire et population, cadre matériel et unité de vie collective, configuration d’objets physiques et nœud de relations entre sujets sociaux”⁶, le docteur en sociologie Yves Grafmeyer, met en valeur les deux ordres de réalité auquel la ville est confrontée : un aspect statique avec un cadre matériel et un aspect dynamique composé de flux et de relations entre individus.⁷ Cette tension qui illustre la complexité du phénomène de la ville est intéressante à relever et à prendre en compte dans ma recherche. Par ailleurs, et pour compléter cette définition, il semble que la ville ne soit pas à considérer comme une œuvre faite pour un spectateur qui la saisirait de l’extérieur, mais bien “du

point de vue de ceux qui la vivent du dedans et qui à leur façon participent à son invention”.⁸ Cette donnée démontre de l’importance de la participation et de l’action à échelle citoyenne et peut être mise en parallèle avec la pensée de Labbé.⁹

Par ailleurs, il est évident qu’en traitant du sujet de la réappropriation de l’espace public par les habitants, le chapitre sur la gouvernance fasse sens. Le fait de reprendre le pouvoir en décidant des questions qui les concerne directement, les citoyens passent d’un statut de spectateur/consommateur à un statut d’acteur qui s’implique. Pourtant en pratique, comme vu dans ce livre, la participation citoyenne n’est pas si simple, se pose notamment la question de l’implication, qui n’est souvent pas régulière, pas représentative, ou mal mise en œuvre.

**“Saisir la ville
du point de vue de
ceux qui la vivent du
dedans et qui à leur
façon participent à
son invention”.**

5 Hervé MARCHAL, Jean-Marc STÉBÉ, Op.Cit., p. 98.

6 Hervé MARCHAL, Jean-Marc STÉBÉ, Op. Cit., p. 12.

7 On retrouve d’ailleurs ce paradoxe avec Lefebvre lorsqu’il distingue habitat et habiter; le premier renvoyant à une réalité cristallisée et le deuxième à une multitude de manière de s’approprier un lieu.

8 Hervé MARCHAL, Jean-Marc STÉBÉ, Op. Cit., p. 14.

9 Mickaël LABBÉ, Reprendre place contre l’architecture du mépris, Paris, Payot, 2019. L’auteur insiste sur le fait que la réappropriation de l’espace public urbain s’effectue à l’échelle humaine, dans nos espaces quotidiens. Voir annexe “Compte-rendu de lecture”.

Dès lors, comment faire pour que les habitants se sentent plus concernés par ces problématiques qui touchent directement leur vie quotidienne? Comment les encourager à s'exprimer? Comment faire passer chacun d'une vision individualiste à une pensée plus collective? Et comment réconcilier l'habitant avec la notion même de participation, aujourd'hui, davantage vue comme un mot four-tous qu'une réelle démarche d'écoute et de prise en considération des besoins exprimés?

L'implication des usagers a cela de vertueux, qu'elle permet par l'action qu'elle engendre, à chacun de se sentir écouté, pris en compte et intégré dans son cadre de vie. C'est un processus positif, car par l'action collective, il va aussi découler plus d'altruisme, de solidarité, de respect...¹ Ce sont justement des valeurs semblables que j'aimerais faire susciter par mon approche du design participatif.

Par la fragmentation de la ville, on constate en effet les nombreux mécanismes d'exclusion que cela engendre. Chacun choisit son cadre de vie de manière à éviter, "l'étranger", "l'inconnu" qui fait peur, pour se retrouver entre personnes semblables, entre-soi². Il est déplorable de constater le fait que l'espace public, que nous fréquentons tous, soit si peu créateur de lien social pour pallier justement à cette indifférence, voire cette méprise. Concevoir un projet de design qui s'inscrive dans une volonté de faire lien, de justement rencontrer cet "autre", avec qui l'on partage un trottoir, quelques minutes dans une boulangerie ou une rame de tram, mais que nous ne connaissons pas forcément serait judicieux. Cependant, le livre a démontré que ce n'est pas simplement en réunissant des gens différents "socialement" que de l'échange, du lien pourra se créer; il faut un prétexte, une excuse à la rencontre.

10 MARCHAL, Hervé, et al., *La Sociologie Urbaine*, Presses Universitaires de France, Paris 2018, p. 73.

11 D'après le dictionnaire Larousse, l'entre-soi qualifie une "Situation de personnes qui choisissent de vivre dans leur microcosme (social, politique, etc.) en évitant les contacts avec ceux qui n'en font pas partie."

Mixité sociale et interactions dans l'espace public

Marie-Hélène BACQUÉ, Éric CHARMES,
Mixité sociale, et après ?, La Vie des Idées,
2016.

Paru en 2016, ce livre, présenté et coordonné par la professeure d'études urbaines Marie-Hélène Bacqué et Éric Charmes, chercheur en sciences sociales appliquées à l'urbain. Ont également contribué à cet ouvrage Matthieu Giroud, Lydie Launay, Robert Sampson, Stéphane Tonnelat et Stéphanie Vermeersch. Les auteurs discutent de l'idéal de mixité sociale dans l'espace public urbain, dont on surestime parfois les avantages et la question des communautés, qui peut faire émerger certaines solidarités.

Mon intérêt portera particulièrement sur le chapitre intitulé "espace public, urbanité et démocratie", page 65 à 80, écrit par Stéphane Tonnelat.

Contenu du livre

L'espace public a tantôt été vu dans l'histoire comme aliénant¹; vecteur de sociabilité et d'entraide; permettant d'exacerber les différences; zone de transition ou encore espace sans qualité. Toutes ces qualifications témoignent de la multitude de représentations que renvoie l'espace public. Pourtant, aujourd'hui, les espaces publics urbains semblent être les lieux d'incarnation du vivre-ensemble, paré de vertus démocratiques.

¹ Propos de Georg Simmel. BACQUÉ, Marie-Hélène, et al., *Mixité sociale, et après ?*, La Vie des Idées, 2016, p. 67.

Ainsi, “comme lieu de passage, ce sont des espaces de tolérance envers la différence; comme l’agora ou le forum, c’est le lieu de conversation et de débat public; comme marché, c’est le lieu du commerce entre les citoyens d’origines diverses; comme arène, c’est le lieu de la représentation et de l’exercice de la force publique au service de la population ainsi que des manifestations”². L’espace public semble donc, à première vue, représenter un site idéal à la formation de citoyens tolérants et responsables.

Cependant, ce qui fait avant tout l’espace public, c’est sa fréquentation par des personnes qui ne se connaissent pas. Il s’agit d’une “coprésence régulée par des normes³”, où l’indifférence⁴ entre les individus prime. De plus, les trois “régimes de sociabilités”⁵ (privé, du quartier, public) identifiés rendent parfois difficile la limitation précise d’un espace public. Certains comportements sont propres à l’espace pu-

blic, comme le fait de coordonner un minimum ses gestes avec les autres passants, la demande d’aide restreinte ou encore le “comportement civil envers la diversité”⁶. Plutôt que des normes, ce sont des compétences de comportement en public que les citoyens apprennent et qui favorisent une accessibilité pour tous basée sur l’égalité. D’autre part, même si l’espace public est censé former des personnes tolérantes et ouvertes aux autres, il ne semble pas être, a priori, un lieu de solidarité. Il peut cependant permettre de rendre visibles des phénomènes de discriminations ou d’exclusion pour nourrir des mobilisations sociales.

Finalement, les espaces publics agissent comme des espaces ouverts à tous, où circulent les idées et où peuvent aussi se manifester des mécontentements. Ce sont des lieux d’expression des citoyens où peuvent émerger et être exposés des problèmes sociaux qui deviennent visibles au débat démocratique.

2 BACQUÉ, Marie-Hélène, et al., Ibid., p. 66

3 BACQUÉ, Marie-Hélène, et al., Ibid., p. 69. Propos d’Erwing Goffman.

4 Aussi appelé “inattention civile” par Erwing Goffman pour témoigner d’une marque de respect. Marie-Hélène BACQUÉ, Éric CHARMES, Ibid., p. 69.

5 Propos de Lyn Lofland. BACQUÉ, Marie-Hélène, et al., Ibid., p. 71.

6 BACQUÉ, Marie-Hélène, et al., p. 72.

Liens avec ma question de recherche-projet

L'espace public est présenté comme un lieu ambivalent et polymorphe : on comprend que la multitude des fonctions qu'on lui attribue participe à la création d'un espace de liberté, sans un usage prédéfini, où chacun est libre de se rendre et d'y faire ce qu'il veut, dans le respect de certaines règles. L'auteur parle d'ailleurs d'un "apprentissage de compétences" plutôt que de normes, ce qui soulève le fait que ces comportements ne sont pas innés, et sont pratiqués par les citoyens dans l'espace public pour se déplacer sereinement parmi les autres. Il est intéressant de relever qu'Erving Goffman parle d'"inattention civile" plutôt que d'indifférence, pour souligner la marque de respect de l'intimité de l'autre. Certains codes propres au passant sont pertinents à prendre en compte, comme le besoin de se sentir libre de pouvoir prendre la fuite.⁷ Cet écrit interroge aussi sur les limites de ce type d'espace : où commence et s'arrête l'espace public ? Certaines zones sont situées dans l'espace commun, mais ne sont pas accessibles ou fréquentées par tout le monde, comme les pieds d'immeuble.

Cependant, n'oublions pas que toute la force de l'espace public repose sur son accessibilité à tous, sa richesse sociale. Dès lors, comment créer plus d'interactions entre les usagers ? Si l'indifférence est un apprentissage collectif mis en place pour que l'espace public puisse conserver sa dimension de respect et de liberté de chaque individu, on peut s'interroger sur les limites de cette pratique. N'est-ce pas envisageable de profiter de cette diversité sociale et culturelle présente dans l'espace public pour créer plus d'interactions, de discussions entre les gens ? Face au contexte actuel de repli de l'individu sur lui-même, alimenté par une peur de l'autre et une distance des politiques qui ne prennent pas en compte les habitants, comment allier espaces publics et esprit collectif ? Comment faire de l'espace public un lieu d'ouverture plutôt que de peur ; de solidarité plutôt que d'individualisme ; de prise de décisions collectives où chacun devient acteur plutôt que spectateur ?

7 GUILLET, Jérôme. *Petit manuel de travail dans l'espace public*, Éditions du commun, 2019.

L'auteur soulève l'importance de laisser le choix aux passants. Savoir jouer des distances est en effet essentiel lorsque l'on est confronté à un public non acquis comme c'est le cas dans l'espace public. Il s'agit d'adopter une posture qui tienne compte de la méfiance d'une grande partie du public. La proxémie, l'étude des distances nécessaires entre individus en fonction de leur contexte social et culturel est un aspect sociologique à prendre en compte pour ne pas que le passant se sente en insécurité.

Jérôme Guillet, dans son livre⁸, met en avant la nécessité de créer des prétextes pour favoriser les échanges. Ainsi avec le Porteur de paroles, une question percutante est inscrite sur un grand panneau pour inviter les passants à s'exprimer. Dans le dispositif Combat contre la langue de bois, un espace propice à une parole bienveillante pour inciter au partage d'une humanité est créé. Enfin, les happenings invitent à une participation active et libre à la fois du public.

Tous ces dispositifs démontrent qu'il est possible de créer des interactions, du lien social entre inconnus, mais également des surprises, des perturbations dans leur quotidien. Par des formes diverses, on donne l'opportunité au passant de s'exprimer, de partager ses pensées et ses émotions, d'être lui parmi les autres. On lui fait comprendre que son avis compte et qu'il a sa place dans le collectif, qu'il est légitime d'avoir son mot à dire sur le monde dans lequel il vit. Une appropriation de l'espace public par l'habitant passe nécessairement par la place qu'on lui octroie, il faut lui signifier qu'il a cette possibilité et que son avis est pris en considération.

8 GUILLET, Jérôme. *Petit manuel de travail dans l'espace public*, Éditions du commun, 2019.

Démocratie participative et participation citoyenne

GOURGUES, Guillaume, “Participation : trajectoire d’une dépolitisation”, [en ligne], <https://www.cairn.info/revue-projet-2018-2-page-21.htm>, 2018.

Cet article est écrit en 2018 par Guillaume Gourgues, maître de conférences en sciences politiques et chercheur. Il s’intéresse à la démocratie participative et aux enjeux auxquels la participation citoyenne est aujourd’hui confrontée.

Contenu de l’article

Les multiples formes que prend la démocratie participative de nos jours témoignent de l’engouement des citoyens pour une participation aux affaires publiques¹. La différence d’échelle, de formats, de public ou encore de cadrage sont autant de paramètres qui contribuent à modifier le sens et les objectifs de la participation. Pas étonnant donc que ce terme utilisé par tous soit vidé de sens et que son objectif politique s’avère flou.

Bien que la participation publique renvoyait dans les années 60 à des dispositifs descendants, c’est-à-dire conçus par des patrons ou hommes politiques à destination du peuple, la diffusion massive des dispositifs

¹ BLONDIAUX, Loïc. *Le nouvel esprit de la démocratie, Actualité de la démocratie participative*, Éditions du Seuil, 2008. De nos jours, les simples citoyens se mobilisent fortement, l’accès à l’expression politique publique est accessible à tous et les instruments de participation se multiplient et deviennent incontournables de l’action publique, si bien qu’on observe un affaiblissement des structures traditionnelles de la démocratie représentative.

de participation n'a jamais été aussi importante qu'aujourd'hui. Ceux-ci se développent dans tous les domaines: de l'aménagement, en passant par l'environnement et la santé publique: il y a une réelle injonction à la participation.

Si bien que de nos jours, la participation s'est progressivement accompagnée d'un cadre juridique avec des lois et des chartres. Cependant, la participation étant une démarche volontaire, les autorités sont libres de l'aménager et de l'appliquer comme elles l'entendent.² De plus, on observe une professionnalisation du milieu de la participation³, qui, même si cela peut servir à garantir une certaine rigueur méthodologique, a tendance à se préoccuper davantage du format, de la meilleure technique participative, que du reste. L'offre de participation s'est également "déterritorialisée" si bien qu'elle n'est plus aujourd'hui forcément synonyme de proximité. L'auteur relève aussi la difficulté à toucher un public large et représentatif: la participation s'avère intermittente et ce sont souvent les mêmes profils qui parti-

cipent. Malgré la mise en place "d'innovations procédurales" pour toucher d'autres publics, ces techniques de "rabattage" ne semblent pas porter leurs fruits.

La conséquence de cette logique d'offre est d'avoir dépolitisé la participation publique. L'auteur entend par là qu'elle est assimilée par les gouvernements comme une "bonne pratique" à mettre en avant pour se donner l'image d'une proximité avec le peuple. Il ne s'agit en réalité souvent que d'un leurre, un alibi pour donner l'impression aux gens qu'ils participent alors que leur avis ne sert qu'à légitimer une décision déjà prise: "ils semblent exister pour exister". Relevant d'ar-

guments de vente, de communication ou pour contribuer à l'attractivité des villes, la participation est utilisée par les autorités publiques avant tout pour renvoyer une image positive. Enfin, le contenu des dispositifs est pensé de telle manière à faire de la participation une expérience davantage tournée vers l'individu et sa réalisation personnelle plutôt que vers le collectif.

“les dispositifs participatifs semblent exister pour exister”.

2 BLONDIAUX, Loïc. *Le nouvel esprit de la démocratie, Actualité de la démocratie participative*, Éditions du Seuil, 2008. De plus, les élus estiment souvent avoir déjà une légitimité démocratique, étant élus par le peuple, ce qui en amène beaucoup à faire le minimum pour inclure les citoyens aux décisions politiques. Les élites politiques sont attachées à une pratique représentative du pouvoir.

3 BLONDIAUX, Loïc. *Le nouvel esprit de la démocratie, Actualité de la démocratie participative*, Éditions du Seuil, 2008. Cette mise en place de spécialistes avec des savoirs-faire et instruments spécifiques, l'auteur parle "d'ingénierie de la participation".

La participation, conçue selon les besoins des décideurs publics, de manière à ne pas laisser de place aux oppositions, est une impasse. L'auteur se questionne donc sur la démarche à adopter entre une démarche ascendante comme le cas de Saillans et une expérience de démocratie plus "radicale" comme les ZAD, qui coupe d'une part importante de la population tout en bousculant les rapports de domination. Une chose est sûre, la participation devrait permettre de contester l'arbitraire bureaucratique, permettre au débat d'avoir lieu afin d'espérer des changements du fonctionnement démocratique de notre société.

Liens avec ma question de recherche-projet

En travaillant sur la réappropriation de l'espace public urbain par la participation citoyenne, il est pertinent de questionner ce qu'on appelle "démocratie participative" en 2021. Cette alternative politique participe à une remise au goût du jour de la notion de démocratie, suite à un besoin citoyen de reprendre du pouvoir sur les questions qui les concernent, face à ces sphères politiques déconnectées de la réalité. La démocratie participative s'oppose aux formes plus traditionnelles de gouvernance, comme le gouvernement représentatif, au sein duquel

“Faire des dispositifs les jalons d'un changement du fonctionnement démocratique de nos sociétés”.

une "aristocratie est élue au suffrage universel qui revendique pour elle seule la légitimité d'agir"⁴ Et si les citoyens "lambdas" existaient aussi en dehors du temps des élections?

Cet article est intéressant à confronter avec le livre de Loïc Blondiaux, *Le nouvel esprit de la démocratie*, écrit en 2008, qui met en avant la vision d'il y a 13 ans des dispositifs participatifs. Alors que Loïc Blondiaux défend le fait que "la force de la notion de démocratie participative tient à son flou, à la diversité des usages dont elle peut être l'objet et sa ca-

⁴ BLONDIAUX, Loïc. *Le nouvel esprit de la démocratie, Actualité de la démocratie participative*, Éditions du Seuil, 2008, p.14.

pacité d’ancrage dans différents champs d’action”,² on observe que 10 ans plus tard, l’objectif politique est toujours aussi imprécis, mais que cela joue en la défaveur de celle-ci, qui devient un mot “fourre-tout”.

La démocratie participative renvoie simplement à quelque chose de bien, que les élites politiques défendent de loin, sans prendre de risques qui pourraient mettre en danger leur pouvoir décisionnaire.

5 BLONDIAUX, Loïc. *Le nouvel esprit de la démocratie, Actualité de la démocratie participative*, Éditions du Seuil, 2008, p.24.

Guillaume Gourgues met en avant le fait que l'engouement des citoyens pour la participation aux décisions collectives s'est accru et que cela a induit plusieurs évolutions comme l'apparition de lois, la professionnalisation du milieu ou encore son développement à de plus grandes échelles: on assiste aujourd'hui à une véritable diffusion massive de l'offre de participation. Cependant, la conséquence de cette logique d'offre est d'avoir dépolitisé la participation publique: il n'y a plus de sens donné à la participation, pas de profonds changements politiques tournés vers l'intérêt collectif. Les décideurs l'utilisent avant tout pour se donner une bonne image, comme argument marketing ou outil de communication. Ceux-ci semblent avoir peur d'être dépossédés de leur pouvoir et ne proposent donc pas de dispositifs qui amèneraient à de réels changements.

L'auteur s'appuie sur le cas des Zones à défendre et du mouvement de nuit debout pour laisser apparaître un idéal de démocratie participative. Ces deux formes d'appropriation d'un espace démontrent le besoin des habitants de participer, de revendiquer collectivement et de bousculer les rapports de domination.

Malheureusement, ces regroupements se font souvent entre individus qui partagent les mêmes idées, les mêmes points de vue: ces expériences sont finalement très égocentriques et il n'y a pas de

place au débat. A contrario, l'expérience de Saillans qui est née d'une démarche ascendante c'est-à-dire à l'initiative du peuple semble porter ses fruits, malgré son arrêt après les dernières municipales. Finalement, il semble que la démocratie participative doive faire face à de multiples enjeux, comme le repositionnement des représentants politiques et la résistance à l'arbitraire bureaucratique pour espérer des changements profonds de société.

Ces enjeux sont intéressants à prendre en compte, car ils démontrent de l'impératif actuel de faire participer et des nombreuses dérives rencontrées. Une chose est sûre, la force de la politique actuelle se situe davantage à échelle locale, au plus près des habitants qui se mobilisent eux-mêmes, dans une réalité plus concrète et palpable, que dans d'autres sphères plus déconnectées qui alimentent cette méfiance à l'égard du mot même de "politique". Une réappropriation de la ville passe nécessairement par des dispositifs accessibles à tous pour l'invention de possibles communs.



Fanny GUÉRINEAU, "Aire de Bonheur", 2013, Melle.
Photographie envoyée par l'artiste.

Entretien avec l'artiste Fanny Guérineau

Pouvez-vous présenter votre parcours ?

Je suis artiste plasticienne, ma formation c'est d'être passée par une école des beaux arts à Nantes entre 2002 et 2007, mais ma pratique je l'ai surtout développé à l'extérieur des espaces clos de l'école par pleins de petites expérimentations dans l'espace public : dans les tramways, sur les places de marché, aller provoquer des rencontres avec les gens. Par exemple, l'une d'elle qui consistait à aller lire dans le dos des gens dans le tramway, lire à voix haute ce qu'ils lisaient tout bas. C'était en quelque sorte rompre les limites entre sphère intime et sphère collective.

Puis, ces études aux beaux arts se sont terminées en 2007 et ensuite j'ai travaillé pour une maison d'édition pour diffuser de la poésie contemporaine dans les librairies du Poitou Charente. Puis, suite à cette année, j'étais dans une forme de recherche d'une certaine économie et en même temps essayer de poser ma pratique d'artiste ; je suis allée habiter 3 ans en Espagne pour m'immerger dans cette culture et en même temps pouvoir nourrir mon expérience avec des perspectives d'être, de devenir, de vivre de mon travail d'artiste. Ensuite je suis revenue en France, où j'ai été accueillie aux ateliers de la ville de Poitiers, les ateliers d'artiste pépinière, et ça m'a permis d'affirmer mon choix de vie et de dire "là maintenant, mon travail c'est d'être artiste."

Le projet qui m'intéresse particulièrement est "aire de bonheur", pouvez vous m'expliquer comment ce projet est né et ce que vous cherchiez à susciter ?

En 2013, j'ai été invité à intégrer une biennale internationale d'art contemporain à Melle, qui a duré 10 ans pour justement aller à la rencontre des passants et les questionner sur "c'est quoi le bonheur pour vous?". En tout cas, mettre en place un outillage pour questionner les gens autour de cette question du bonheur. Ce qui est passionnant dans les collectes; vite fait on pourrait se dire "oh mais ils répondent tous pareils: habiter, c'est être en sécurité, sous un toit ". Mais en fait chaque personne a sa manière de répondre, à une réaction différente à cette question,... et tout ça transparaît dans ces phrases dites. Donc finalement, oui chaque réponse est unique. Ce que je cherche à susciter, c'est un temps d'arrêt dans la trame du quotidien, m'immiscer dans ce quotidien des gens et marquer une suspension, et un temps privilégié avec chacune des personnes que je vais rencontrer, pour finalement aussi dénouer une parole dans l'espace public. C'est-à-dire rendre à la rue sa vraie fonction qui est celle de la parole, de l'échange d'idées, de la transmission, d'une affirmation d'un mécontentement ou au

contraire d'une joie. En tout cas, rendre à la rue sa vraie fonction, ces interactions spontanées, qu'on perd beaucoup avec ce covid, qu'on a perdu déjà avant, avec les politiques en place. Aussi par rapport au fait qu'on est beaucoup devant les écrans, on est imprégné par tout le contenu qui passe en continu, et moi j'essaie avec mon intervention, d'éclater ça pour revenir à un ici et maintenant. D'ailleurs les gens me disent parfois "oulala on est en philo, c'est l'épreuve du bac!". J'adore cette réponse, parce que je la trouve drôle, parce que oui, t'es un adulte, t'as peut-être 50, 60 ou 70 ans, mais finalement on apprend tous les jours et on peut apprendre aussi les uns des autres. Je permets à des pensées de circuler, de se croiser, je fais en fait des routes entre les gens et entre les manières de penser: je relie des manières de penser qui ne se seraient peut-être pas rencontrées autrement.

Quels outils utilisez-vous pour récolter la parole ?

C'est aussi une question que je me suis beaucoup posée... Aujourd'hui j'en suis à une version où j'écris les mots des gens : je suis à la lisière entre le crieur, l'écrivain public, entre pleins de fonctions. J'écris parce que aujourd'hui le travail du son ne m'attire pas, même si je le trouve plus complet pour la restitution d'une ambiance, d'une parole. En fait, c'est une oralité transcrite à l'écrit, mais cette dimension de l'oralité, même si elle n'est pas enregistrée, captée avec des outils audio, elle doit quand même apparaître, pour moi. En tout cas, j'essaie de restituer le plus fidèlement possible leur expression, par la parole. Par rapport à la déclamation, au départ je théâtralisais les réponses des gens ; aujourd'hui je déclame brut pour point, mon intérêt étant de porter le plus fort et le plus loin possible les mots des gens. Et toujours dans une instantanéité de la collecte : la déclamation je la fais pour les gens que j'ai interrogé, dans la foulée de la collecte. Par rapport à la façon de lire les réponses des gens, un jour une personne qui est metteur en scène, m'a dit : "mais moi je me suis senti agressé, pourquoi tu cries tout le temps comme ça, pourquoi tu ne chuchoterais

pas en circulant entre les gens ?". Oui pourquoi pas, ça pourrait être intéressant dans une galerie plutôt que de crier, mais ça reste à l'état de questionnement : est ce que je déclame de la même manière dans une galerie et sur une place de marché ? C'est à partir de là que j'ai commencé à penser à un outillage, spécifiquement pour aller à la rencontre des gens. Un outillage qui serait presque invariable, et qui générerait une efficacité et une clarté de mon action, d'où le choix de ce rouge fluo, cette couleur signalétique, qui fait aussi référence aux habits de chantier des travailleurs sur les routes, ou bien ceux des employés dans les gare ; dans justement des zones de passage, de circulation. Et il y a aussi les flyers pour écrire les paroles des gens, le cabat sur roulette, l'enseigne, le vêtement rouge fluo... il faut qu'il y ait une vraie fonction de mes objets. Mon dispositif a beaucoup évolué : je suis passée d'une chaise haute d'arbitre en bois sur roulettes à une simple marche, un peu plus à l'image des speech corners des États Unis. Il fallait penser à un objet le plus transportable possible.

Quel est votre objectif dans cette déclamation ? Y a-t-il une arrière pensée politique ?

Oui, exactement, c'est politique. Parce que je trouve que notre système démocratique est mis à mal et que dans la manière de gouverner de nos représentants politiques, il n'y a pas assez la représentation de nos différents mode de vie, besoins, diversité culturelle. Donc moi dans le fait de crier tout haut, il y a une envie de restituer la démocratie à la démocratie quelque part.

Comment choisissez- vous les questions ? Quel est le but derrière ce questionnaire ?

“C'est quoi le bonheur?”, “c'est quoi la culture?”, “C'est quoi habiter?” Ces questions, je les appelle fondamentales; pour moi ça nous concerne tous, ça nous parle à tous, plus ou moins. Il y a différentes approches autour d'une question, c'est pour ça que c'est important qu'elles soient larges. Les questions je les choisis par rapport au contexte et parfois il y a d'abord la question qu'il vient de s'installer dans un contexte, ça va dans les deux sens.

Que reprenez-vous de la collecte sur la notion d'habiter ?

Cette collecte a généré d'autres questionnements, notamment sur les conditions liées à l'habitation. Elle a aussi permis aux habitants d'affirmer leurs identités, d'appartenir à ce quartier. Ça a dessiné le portrait du quartier des Couronneries de Poitiers. Finalement, c'est comme si c'était pour les habitants un outil de revendication, comme si j'avais une fonction pour leur permettre de relayer une colère ou en tout cas un message. Ils sont entendus et ils ont confiance parce qu'ils savent que ma démarche n'est pas intéressée, pas commerciale: il y a une forme de gratuité dans ma démarche. Il n'y a pas de jugement de valeur par rapport à la pertinence de la réponse, pas de hiérarchisation.

Considérez-vous votre performance comme une forme de réappropriation de l'espace public par les habitants ? Pourquoi ?

Pour te répondre, il me semble que dans mon action d'aller vers les gens et d'ouvrir un espace dédié à la parole, dans l'espace public, soit la rue, est une manière de dépasser la crainte de confronter les manières de penser, des idées, et des craintes parfois nourries par les messages véhiculés par les médias dominants. C'est une manière d'élaborer du discours au coeur même de la société- les places de marchés, les cités périphériques aux et lesdits "coeurs de villes"; il faudrait d'ailleurs nommer les multiples coeurs de ville (coeur de ville vieux centre, coeur de ville Couronneries, coeur de ville Saint Éloi, coeur de ville Bellejouanne). La manière de nommer les lieux donne une identité au lieu- une place. Et dans les politiques mises en place, il faut accorder la même attention et les mêmes efforts- un budget équitable pour l'ensemble des coeurs de ville.

Dans cette action de collecte et déclamation, je m'offre d'ailleurs la liberté d'aborder des sujets qui me paraissent fondamentaux pour aller vers un fonctionnement harmonieux de nos sociétés. Ainsi, je m'approprie et dans le même élan, j'invite les gens à s'approprier cet espace public

mis à mal. Mis à mal parce que c'est notre liberté d'élaborer une pensée critique et construite sur l'époque que nous vivons qui est mise à mal. Selon moi, le fait que les lieux de représentation dédiés à l'art aient été fermés pendant cette période de Covid, alors que nous pouvions dans ce même temps circuler dans des lieux bien plus fréquentés comme des grandes surfaces- reflète clairement une politique qui veut faire de nous de dociles consommateurs et non pas des acteurs de cette société, avec une sensibilité et un sens critique. Donc oui la rue, non pas uniquement pour un lieu de distraction et d'oubli des misères du monde mais de conscientisation et d'action, de plaisir, de rencontres.

Analyse

Dans son projet, Fanny Guérineau part à la rencontre des passants, dans différents lieux de l'espace public (place de marché, gare, rue...), et les invite à s'interroger sur des questions, qu'elle nomme "fondamentales": "c'est quoi habiter pour vous?", "c'est quoi le bonheur pour vous?", "c'est quoi le vivant pour vous?". À l'aide d'un outillage spécialement conçu pour être vue, entendue et se déplacer, elle arpente l'espace pour récolter cette parole, qu'elle déclame ensuite, le plus fidèlement possible, sans jugement de valeur ou de hiérarchisation des réponses. Son action se situe à la lisière entre le crieur et l'écrivain public, son but étant d'élaborer du discours au cœur même de la société, d'inviter les gens à s'approprier cet espace mis à mal; en permettant aux pensées et aux gens de se rencontrer, redonner aux individus un statut d'acteurs de cette société, avec une sensibilité et un sens critique, et ainsi faire de l'espace public un lieu de conscientisation, d'action et de rencontre. Il s'agit ainsi de redonner à l'espace public sa fonction démocratique, où le citoyen ordinaire est libre de s'exprimer et de confronter son avis à la diversité.

Ce qui m'intéresse dans la démarche de l'artiste est, tout d'abord sa démarche politique. En questionnant les passants dans l'espace public, elle cherche à dénouer une parole, à permettre à des interactions spontanées de se former. Face à notre système démocratique qu'elle qualifie de "mis à mal", par un manque de représentation politique de la diversité des individus, elle souhaite "rendre à la rue sa vraie fonction, qui est celle de la parole, de l'échange d'idées, de la transmission, d'une affirmation d'un mécontentement ou au contraire d'une joie." Elle invite les personnes et les manières de penser de se rencontrer par des questionnements qui nous concerne tous: elle parvient à mettre en évidence ce qui nous relie les uns aux autres plutôt que ce qui nous divise. De plus, le fait que sa démarche s'accompagne d'une déclamation des paroles récoltées dans la foulée, procure une dimension politique encore plus forte. Grâce à son outillage qui lui permet d'être vue et entendue, elle donne corps aux propos recueillis. En quelque sorte, elle fait vivre la parole de ces personnes "comme tout le monde", mais qui ont des choses à dire et que

l'on écoute trop peu. Elle montre que la parole de chacun est légitime et la circulation de celle-ci est la fonction même de l'espace public: "Finalement, c'est comme si c'était pour les habitants un outil de revendication, comme si j'avais une fonction pour leur permettre de relayer une colère ou en tout cas un message."

Par son action, Fanny Guérineau invite les individus à s'approprier l'espace public. Cet espace public en danger, par le système politique, qui façonne de plus en plus une manière de penser, en évitant aux autres d'exister. Comme le dit si bien l'artiste: "une politique qui veut faire de nous de dociles consommateurs et non pas des acteurs de cette société, avec une sensibilité et un sens critique." Pour conclure, cette intervention dans l'espace public se rapproche davantage d'une critique sociale que d'une critique artiste, par la conscientisation des citoyens qui en découle et la volonté de l'artiste de les pousser à l'action, au changement.



Fanny GUÉRINEAU, "Aire de bonheur", 2014, Poitiers.
Photographie envoyée par l'artiste.



Outillage de récolte de parole et de déclamation dans l'espace public.
Photographie envoyée par l'artiste.



Fanny GUÉRINEAU, "Aire de bonheur", 2014, Poitiers.
Photographie envoyée par l'artiste.



Phone No.	SDT:	Credits
090 511 111		
090 511 111		

The name
Khanh Thi Phan Quan Ly / Lanh dao c
Date recd. Credits when chuc q
Chung ta dang nhap den
mang hoi hoi va hoi qua!

Thang hoi hoi
10/10/2020
10/10/2020

10/10/2020
10/10/2020

Van Tay Media
<https://unsplash.com/photos/TFFn3BYLc5s>

Entretien Adriana Cavani, responsable de programmation jeunesse à la MJC

Pouvez-vous vous présenter ?

J'ai un parcours d'étude composite : j'ai d'abord travaillé dans la gestion culturelle. J'ai aussi beaucoup travaillé dans tout ce qui est projets culturels : théâtre, danse, littérature, cinéma. Puis à un moment donné, j'ai fait un parcours dans les arts plastiques. Avec ce bagage, j'ai intégré la Maison du Jeune Citoyen de Schiltigheim pour coordonner le temps libre des enfants, une programmation sportive, artistique, citoyenne, dédiée aux enfants en dehors de l'école. Quelques années après, j'ai été invité à occuper le poste de "coordinatrice du conseil municipal des enfants". Donc en fait, la participation, je ne la connaissais pas avant, mais je l'ai découverte ici en faisant des formations. J'ai une expérience de la participation assez intéressante, assez nouvelle pour moi. Puis, après le conseil des enfants, je me suis vu confier la mission de "responsable de la coordination citoyenneté et jeunesse", pour développer des projets au-delà des deux conseils, celui des enfants et des jeunes. Donc en fait mon poste aujourd'hui a pour rôle de concevoir et d'organiser des actions et des projets pour insuffler la culture de la participation auprès des enfants et des jeunes de la ville.

“ Mon poste (...) a pour rôle d'insuffler la culture de la participation auprès des enfants et des jeunes de la ville. ”

Quels sont les différents axes de travail à la MJC ?

Il y a quatre axes à la MJC : le temps libre, avec une programmation hors temps scolaire; ensuite tout ce qui est lié à la participation, donc les conseils et programmation; et un troisième axe qui est le point information jeunesse. Le quatrième axe, c'est la gestion des aires de jeu de Schiltigheim. Après, on fait le lien entre ces différents pôles.

Et par rapport à l'aménagement du territoire, quelle est la place du jeune ?

Par rapport à l'aménagement, il y a longtemps, les enfants étaient associés à des créations ou au réaménagement d'aires de jeu. Le premier, c'était le parc des Malteries, c'était fait par M. Muller, le maire de la ville et par le premier conseil municipal des enfants, dont notre élue actuelle, adjointe à la jeunesse, faisait partie. Les enfants ont énormément travaillé avec des professionnels et dans le but de créer un parc à l'image des enfants. À un moment donné tous les travaux des enfants ont été transmis au service technique. La création d'un aire de jeu répond à beaucoup de prérogatives techniques, qui sont moins ludique que de vouloir créer un parc. Et en fait les services techniques ont complètement changé ce que les enfants avaient préparé et ils ont proposé autre chose. Les enfants ont été furieux, ne se sont

pas laissés faire et il y a eu un travail de médiation pour qu'il y ait une entente entre ce que les enfants souhaitaient pour ce parc et les contraintes techniques, ce qu'il est possible de faire. Ce travail est très important, ça peut être pris comme un frein, mais en même temps c'est une opportunité : nous on croit à la capacité des enfants à avoir un point de vue, des idées, à lier l'imaginaire et la réalité, on y croit fort. Et c'est d'ailleurs l'un des droits des enfants, de s'exprimer. Cette médiation est donc vraiment importante. Après il y a eu le square de la lune, vous y allez, vous découvrez un univers. Les enfants ont eu l'idée de récupérer un ancien moteur. Ce sont des choses qu'en temps normal, on ne va pas penser, nous les adultes. Ces petites étincelles, si il y a des adultes qui les écoute et les accompagne, peuvent aboutir à faire des choses vraiment exceptionnelles. Donc accompagner les enfants et faire des choses concrètes qui laissent une trace dans la ville, c'est ça aussi notre mission. Par rapport à l'aménagement du territoire, notre champ d'action a été très fort pour l'aménagement de ces parcs. Cette "bonne pratique" de faire avec les enfants a été un moment mise de côté : il y a eu des projets où les enfants n'ont pas été associés malheureusement. Mais là, on revient à ce principe d'associer les premiers usagers, les premiers intéressés dans l'aménagement d'un parc dans le quartier du Marais. Donc, on fait de l'aménagement mais dans des champs liés aux enfants et

aux jeunes. Pour nous il ne s'agit pas de faire des fausses promesses, il faut être hyper carré et en face parfois les adultes vont penser que les enfants ne sont pas capables d'avoir des points de vues, des remarques. C'est une bataille de tous les jours. Même si on a une municipalité plutôt engagée dans la participation, il y a toujours des moments de médiation, où il faut mettre les choses au clair, et voir qu'elle est la part de participation, d'entente, de concertation.

Comment menez- vous ce projet au Marais? Comment se traduit la participation tout au long d'un projet ?

On travaille avec une "classe pilote", basée sur le quartier. Pour ne pas vendre du rêve parce qu'on a un budget, il faut tenir compte de plusieurs éléments. Les enfants vont d'abord travailler pour décider du thème du parc, puis les classes vont voter pour l'un ou l'autre des propositions proposées par la "classe pilote". La prochains étapes c'est les agrès qu'ils ont envie de voir et quelles sont les fonctions. Petit à petit on va faire émerger des choses de façon assez ludique, mais c'est du travail, ils se rendent pas compte. Une fois qu'on aura l'univers, le type d'agrès, les fonctions et les âges, on va faire le croisement avec le service technique. La dessus, ils vont faire des propositions, donc il faut que ça soit traduit techniquement dans un

appel d'offre. Nous on aimerait aussi que dans l'appel d'offre, les enfants puissent aussi donner un avis. On va se battre pour que la part de participation des enfants soit la plus forte possible, tout en tenant compte des contraintes. À un moment donné, le service technique doit faire une maquette. Dans les appels d'offres il y a une notation hyper carré, et on va essayer de faire entrer des choses plus subjectives, ce n'est pas évident. Mais une fois que la maquette sera prête, on va revenir vers les enfants, leur montrer et leur demander si ça correspond. A la suite de ça, on aimerait bien les faire participer à l'ouverture des enveloppes des propositions. Après, ils pourront aussi travailler sur la communication dans le quartier par rapport à ce nouveau parc. On a un budget, on sait qu'on ne pourra pas faire de merveilles, mais dans ce budget là, il peut aussi y avoir des choses naturelles ou faites mains, par exemple un petit abris fait avec des roseaux, et ça pourrait être l'objet d'un chantier participatif. Ou alors, un mur d'expression qu'on fera avec eux. Ça coute rien, mais c'est valorisant et c'est personnalisé, c'est ce genre de choses qu'on défend. Donc, cette part de participation peut être immense, même si en face ce n'est pas: "les enfants reçoivent un catalogue et choisissent", c'est moins intéressant! Notre objectif c'est de les impliquer tout au long du processus.

Que mettez-vous en œuvre pour aider le jeune adulte à se développer en devenant citoyen dans sa ville?

On a deux dispositifs: l'un c'est le conseil municipal des enfants, et le conseil municipal des jeunes. Ce sont des dispositifs emblématiques de Schiltigheim. A côté de ça, dans la programmation, il y a des "ateliers web-radio", où ils vont devenir des jeunes reporters. Ensuite il y a un atelier théâtre, qui se différencie d'un atelier théâtre classique, car ce sont les jeunes qui choisissent les sujets qu'ils veulent traiter. Ce ne sont pas des pièces déjà écrites, c'est l'intervenant qui se saisit des thématiques pour écrire des propositions de mise en scène. Ce sont des ateliers gratuits. Ensuite, on a un appel à projet, qui est un parcours participatif et artistique, "le Beau dans la Ville". On va choisir un artiste qui propose un projet où il tient compte des avis et idées des enfants, donc les jeunes "entrent" dans le processus artistique, pas seulement pour les idées, mais aussi dans la réalisation. Tenir compte des spécificités historiques, culturelles ou urbanistiques de Schiltigheim. Ça a donné lieu à trois parcours artistiques; l'un avec la réalisation de fresques dans trois quartiers, on les a fait participer pour voter entre différents éléments picturaux proposés par l'artiste: ils ont été associés à tout le processus. Le deuxième, c'était la

création d'un jeu par deux artistes en valorisant le passé artisanal et bricoleur à plusieurs endroits de la ville. Le troisième c'était quelque chose d'éphémère, c'était un photographe qui a fait travailler les enfants avec des prises de vues argentiques; il s'agissait pour les jeunes de choisir un bâtiment et de recomposer ce bâtiment par pleins de petites prises de vues. Ça a donné des choses un peu fantastiques. Les affiches ont été collées par les jeunes sur des panneaux électoraux dans différents lieux de la ville. Ce sont des projets assez originaux avec un curseur plus ou moins important de participation, mais ce sont des façons de développer cette culture de la participation. Il y a aussi le projet "Désirs de ville", cette consultation itinérante, les expositions, qui sont là pour parler de liberté d'expression, de respect des différences,... c'est une façon de développer la participation. Mais la participation, elle passe aussi par l'éveil de l'esprit critique chez les enfants, et les expositions c'est un bon outil pour créer des réactions, des avis. On va créer des moments de rencontres, des moments où ils ont cette place pour s'exprimer.

Est ce que la politique de la ville influence l'orientation de vos projets ?

Absolument! On a une feuille de route politique et développer la culture de la participation, c'est l'une des politiques fortes que l'on porte à la MJC. Et c'est nos élus qui nous donnent ce challenge. Tout ce qu'on va proposer, ça répond à cette politique jeunesse de la ville. La politique jeunesse ca correspond aux axes que je vous ai parlé tout à l'heure: le temps libre, où il s'agit aussi d'inculquer petit à petit cette fibre citoyenne à l'enfant: proposer des mini séjours pour ceux qui n'ont pas les moyens de partir, il y a aussi des ateliers qui tournent autour du développement durable,...Là, la politique, c'est développer l'autonomie des jeunes. Pour l'axe de la participation, ça va être développer la culture de la participation et créer une communauté jeune. Donc en fait c'est décliner de la feuille de route politique, on ne fait rien en dehors de ça. Ce qui a changé, avec le changement de municipalité, même si on était toujours "protégé". Nos missions ont changé, certes. La première mission lorsque la MJC a ouvert, c'était plutôt vraiment centré sur la participation. Puis, avec la nouvelle mairie, ils ont voulu développer plutôt les services, donc en fait à partir de là, il y a tout ce qui est temps libre de l'enfant, donc après

l'école, pendant les vacances qui est apparu. Nous, on a pas le statut de centre de loisirs, donc c'est encore une nouvelle casquette qu'on a eu. Ensuite, l'ancienne municipalité, avait comme politique que la MJC redevienne une sorte de "lieu ressource", tiers-lieu. Et du coup, on a repris la création des expositions sur des sujets de société. Ces expositions ont eu beaucoup de succès, tout le monde s'est senti concerné. Donc, voilà c'était encore une nouvelle corde qu'on a activée. L'année prochaine, on fera une nouvelle exposition, mais sur le développement durable, pour adapter ce dispositif à la nouvelle municipalité. Donc c'est vraiment pas comme si, on changeait complètement à chaque changement de municipalité. On s'adapte, on évolue. Cette nouvelle municipalité a apporté un accent sur l'autonomie des jeunes, les autres dispositifs de participation: la partie hors les murs, les parcours dans la ville,...ça se passe à l'extérieur. Ca c'est un nouvel élément. Malgré les changements de politique, il y a des choses qui restent, il y a une continuité.

Donc, d'après vous "devenir citoyen", ne passe pas seulement par la participation?

Oui, tout à fait. La MJC est là pour affirmer ça: l'éveil d'un enfant ou d'un jeune, qui au départ ne se pense pas citoyen, il ne pense pas qu'il fait partie d'une ville; il pense qu'un citoyen c'est juste quelqu'un qui va voter. Mais en fait non. Et nous, on va déconstruire cette pensée pour essayer de faire d'eux des jeunes citoyens éclairés, qui se posent des questions, qui ont un avis et qui peuvent agir. Alors, le conseil des jeunes, ça leur permet d'agir et déjà ils ont envie de s'engager. Pour les enfants, ils seront élus, donc ils vont faire une campagne électorale. Pour les jeunes, ça va être du volontariat; c'est plus en phase avec les adolescents. C'est un espace où on s'engage vraiment. Après il y a d'autres types d'engagements: faire du théâtre ou de la radio pour dire des choses, et après par exemple avec "le Beau dans la ville", c'est

“la ville s'efforce à développer ces espaces de partage, de rencontre et de démocratie participative, où les habitants peuvent s'exprimer. Après je pense qu'il y a encore beaucoup de choses à améliorer (...)”

pendant l'été, pendant un petit moment, donc c'est encore une autre forme d'engagement. Mais avec ce

projet, ils apprennent aussi d'autres savoirs faire et après ça valorisent ce qu'ils ont fait. A chaque fois, il y a des choses qui sont concrètes pour eux: dans les expositions, ça va être cet échange qui va être fort: ça va à un moment donné, déclencher des choses. C'est à différents niveaux. Mais quand on peut faire des projets qui restent, comme le square de la Lune, c'est encore plus intéressant. On travaille beaucoup avec des partenaires, c'est important comme on est une petite équipe. On est plutôt une équipe à projet, donc va s'entourer de plusieurs personnes qui vont aller sur le terrain, qui vont mettre en œuvre, sinon on pourrait pas avoir autant de projets.

De manière générale, avez-vous constaté un besoin habitant de reprendre place dans les espaces publics? dans la fabrique de la ville?

Dans le passé, les gens de Porto Alegre, au Brésil se sont mobilisés pour avoir ces forums démocratiques. Après ça dépend aussi des initiatives de la ville. Je ne sais pas si les budgets participatifs qu'on a mis en place sont vraiment une réponse à une demande des habitants. Mais je pense que la ville s'efforce à développer ces espaces de partage, de rencontre et de démocratie participative, où les habitants peuvent s'exprimer. Après je pense qu'il y a encore beaucoup de choses à améliorer, parce que nous on a l'expertise pour les enfants et les jeunes depuis plus de 25ans, donc à Schiltigheim c'est quelque chose qui est plus fort. Pour les habitants c'est tout neuf. Jo Spiegel, c'est le maire de Kingersheim, et c'est l'un des pionniers de la démocratie participative auprès des adultes. Il a réussi vraiment à mobiliser.

Qu'est ce que ça vous évoque la participation citoyenne?

Pour moi, c'est vraiment trouver et inventer des espaces pour que les habitants puissent s'exprimer et puissent aussi avoir des retours. Que ça ne s'arrête pas seulement à donner son avis, mais voir que c'est pris en compte, que les choses avancent, voir les contraintes aussi en face. Pour les adultes c'est pareil que pour les enfants finalement. Je pense que c'est cette continuité là, cette communication, qui fait qu'on doit prendre la mesure de la complexité des processus. Donc pouvoir participer librement, que ca soit pas complexe à faire, qu'il y aie des retours et que les choses avancent.

Pourquoi est-ce important d'impliquer, de rendre actif ?

Je pense que de manière générale, les projets politiques sont éloignés des habitants. Il n'y a plus ce retour, cette remontée de terrain qui est importante. C'est quelque chose dont on a vraiment besoin. "Quelles sont les choses à régler? Qu'est ce qui peut être réglé?" Je pense que Schiltigheim est une ville qui a énormément de potentiel, mais qui a beaucoup changé et parfois les habitants découvrent des nouveaux aménagements par exemple et ils ne savent pas d'où ça vient et c'est souvent dû à une mauvaise communication. C'est important de prendre la mesure de ce qu'entendent les gens parce que parfois on peut se tromper. Les enfants pour les projets c'est pareil. Les deux conseils vont valider que se sont vraiment ces projets là que les autres enfants souhaitent faire. Ce retour démocratique est très important. On crée cet espace de confiance : à la MJC, on n'est ni à la maison, ni à l'école, on est dans ce troisième espace. On n'est pas dans le jugement, il y a une réelle écoute des jeunes.

Entretien Laurie Hoehn, chargée de mission en démocratie participative

Pourriez-vous me présenter s'il vous plaît ?

Je m'appelle Laurie Hoehn, je suis chargée de mission "développement durable et démocratie participative" à la ville de Schiltigheim depuis 2 ans et demi. Pour expliquer un peu mon parcours: d'abord j'ai fait des études d'architecture donc j'ai obtenu mon diplôme d'architecte il y a bientôt 4 ans et suite à ça j'ai fait un autre master à l'école de management, master "management et administration des entreprises" pour compléter plus sur le volet gestion de projet. Au sujet de la participation donc c'est un sujet qui m'a intéressé très tôt pendant mes études d'architecture: j'ai commencé en m'intéressant d'abord au projet d'habitat participatif puis j'ai fait mon rapport d'étude sur ce sujet. C'est quelque chose qui m'intéresse parce que j'avais l'impression un peu qu'en architecture, en caricaturant un peu, qu'il y a deux volets entre l'approche par la forme et l'autre approche plus artistique, plus créative. Et puis vraiment le souci de l'usage et moi c'est quelque chose qui me semblait vraiment important, cette entrée sur l'usage des habitants. Puis, en faisant mon master à l'école de management on devait faire un stage de fin d'études alors j'aurais pu le faire en agence, j'aurais pu faire dans d'autres structures, mais voilà j'ai eu l'occasion de faire mon stage à Schiltigheim. Je me suis dit que les collectivités c'est quelque chose que je connais pas puisque jusqu'à maintenant j'avais juste fait des stages en agence et puis je savais qu'ils commençaient à travailler sur la démocratie participative.

A quelle mission de l'administration êtes-vous rattachée ?

C'est à ce moment-là que le poste a été créé, j'ai pu candidater, ça me plaisait effectivement. J'ai d'abord commencé à travailler sur le budget participatif quand je suis arrivée et ensuite j'ai postulé pour le poste de chargée de mission "démocratie participative et développement durable". Aujourd'hui, je suis à mi-temps sur la démocratie et à mi-temps sur le développement durable. Finalement, j'ai vraiment la sensation que ça correspond à mon parcours alors des fois on pourrait se dire : "Ben tu as fait des études d'architecture mais tu n'es pas en agence". Moi j'ai vraiment l'impression de mobiliser les compétences que j'ai pu acquérir pendant mes études. Au niveau de mes missions sur la démocratie participative, je suis en charge du budget participatif, on organise des événements sur la démocratie un peu pour réfléchir et j'accompagne aussi les services de la ville dans les concertations sur des grands projets. Enfin voilà pour concerter les habitants et tenir compte de l'expertise d'usage.

J'étais rattachée directement à la direction générale des services en tant que chargée de mission et depuis un peu plus d'un an maintenant, je fais partie de la direction du développement urbain durable. Le nom à rallonge c'est : développement urbain durable des transitions et de la participation citoyenne. On s'appelle souvent le service développement durable et démocratie, mais en réalité on n'est pas un service ; on est directement rattaché à cette direction et donc rattaché au directeur général adjoint. On a un poste très transversal mais en fait on travaille vraiment avec tous les services de la ville. C'est pour ça que c'était important de ne pas nous mettre dans une case, dans un service : c'est pour le côté vraiment transversal de nos missions.

Quel lien vous y voyez entre les deux ?

Ce poste a été créé sur ces deux casquettes. Ça fait partie des piliers du mandat des élus donc en fait pour le mandat il y a 3 piliers pour les élus c'est le développement durable, la démocratie participative et les solidarités. En fait, au niveau de l'organisation ici en interne pour chaque délégation, on est rattaché à des élus, à des adjoints et des conseillers municipaux et donc je n'ai pas les mêmes élus sur la démocratie sur le développement durable. Mais par contre pour moi, la démocratie participative ça fait partie du développement durable, c'est un mode de gouvernance qui est essentiel pour le développement durable. Donc même si les demandes et les projets ils viennent d'élus différents pour moi les deux se rejoignent vraiment dans les missions. Par exemple sur le budget participatif, on peut voir que les projets qui sont votés par les habitants, c'est tout le temps des projets qui respectent les critères du développement durable : on a fait beaucoup de plantations, on a installé des nichoirs,... donc ça se retrouve et puis quand je travaille sur le développement de la trame verte et bleue pour le développement durable, on fait des chantiers participatifs. En fait, vu que je suis convaincu de l'importance de l'usager, c'est dans mes pratiques, c'est une évidence et les deux se rejoignent.

Est ce que vous vous sentez à l'aise dans les espaces publics de la ville de Schiltigheim ?

De base je ne viens pas forcément de la ville, j'ai grandi plutôt en milieu rural et puis en fait si je suis resté aussi là après mes études enfin j'habite toujours dans l'euro métropole parce que oui, je m'y sens quand même assez bien. Après, c'est vrai qu'il y a des places qui sont moins accueillantes que d'autres, on a moins envie d'y rester. Par exemple, on a conscience qu'au niveau de la ville de Schiltigheim, la place de l'hôtel de ville est une place qui est faite pour les grands rassemblements, pour les événements, typiquement la fête de la bière, qui est organisée une fois par an. Le problème c'est que pour le reste de l'année, on ne va pas s'installer en plein milieu de la place de l'hôtel de ville : il n'y a pas d'arbres, pas de banc...

“ la démocratie participative ça fait partie du développement durable (...) pour moi les deux se rejoignent vraiment dans les missions. ”

Et en fait on organise chaque année une journée nature et pour la première journée nature en fait il y avait le lancement de ce qu'on appelait le jardin nomade: il y a une trentaine de bacs en bois qui avait été fabriqués et installés sur toute la place qui avait été végétalisée par des écoles, par des associations, par des paysagistes... Le but c'était de montrer que, même si c'est de façon éphémère, on peut aussi changer l'image de la place. On va travailler là dessus à partir de 2022... d'ailleurs c'est drôle parce c'est aussi ressorti avec le budget participatif qui joue un peu un rôle de baromètre: on ressent le ressenti des gens sur la ville et c'est vrai que le cas de la place de l'hôtel de ville, ça ressort régulièrement.

Trouvez- vous que l'on manque de lieu ou de prétexte pour se rencontrer dans la ville ?

Oui alors ça oui. Pour parler un peu de cas concrets, il y a plus de 2 ans, on a commencé la concertation pour le parvis de la nouvelle médiathèque. En concertant les habitants, il y avait vraiment cette envie de créer des endroits où on peut s'installer pour lire, se détendre... il y a souvent cette demande des habitants. Et après à l'inverse, il y a des commerçants, je les mets pas tous dans le même sac, il y en a qui sont très contents d'avoir une place accueillante, mais

j'ai eu des retours qui étaient plus négatif en disant: "mais non, si l'on met des bancs, les jeunes vont s'installer, il y aura des nuisances toute la journée, moi je travaille en face j'ai pas envie qu'on regarde dans mes vitrines". Enfin, c'était un peu dans l'idée que "si on mettait un grand parking ça serait plus sympa, parce que là vraiment, ça va nuire à mon activité professionnelle, d'avoir des gens sur la place." Alors moi j'étais assez choquée quand même de ces propos. Je pense qu'il faut aussi avoir en tête que l'espace public, il est public et du coup il est pour tout le monde. On habite en ville donc oui il faut de la place pour tout le monde, pas juste du passage enfin je pense que chacun a des besoins différents dans l'espace public et on a tendance à penser que c'est plus tellement public, par exemple avec les places de parking, c'est un droit que les personnes se sont appropriées sur l'espace public. Il y a beaucoup de conflits d'usage dès qu'on parle d'espace public.

Avez-vous constaté un besoin habitant de reprendre place dans les espaces publics et dans la fabrique de la ville ?

Je pense que oui après re-prendre, je ne sais pas parce que c'est vrai que je n'ai pas une longue expérience et que c'est mon premier poste. Mais en tout cas oui, je vois qu'il y a un intérêt des habitants,

ils sont en attente. Je pense qu'il y a vraiment une demande de participer et de participer concrètement, pas juste sur la partie un peu théorique sur comment on va faire, mais d'être dans l'actif, dans les chantiers de plantation participative par exemple. On a aussi, comme à Strasbourg, les conventions de végétalisation: on permet à des habitants de végétaliser l'espace public. Et ça on voit que ça fonctionne très bien. Il y a aussi beaucoup d'associations ou de collectifs d'habitants qui se lancent dans les jardins partagés. La motivation première en créant un jardin c'est finalement de créer du lien social par le biais du jardinage, qui n'est finalement qu'un prétexte. Et il y a 2 ans, la ville a commencé à subventionner l'association Horizon pour accompagner justement des habitants dans la création d'un jardin partagé. Dans la parc de la Résistance, ça a transformé l'image du parc qui devient un lieu vivant, ce sont les habitants qui sont moteurs de tous ces changements. Enfin voilà, il y a des choses qui viennent vraiment des habitants et pour les accompagner là-dedans il y a un an, certains habitants sont venus vers les élus pour parler du manque de réseau entre toutes ces initiatives, d'échange, d'expériences, d'entraide et donc on est en train de créer un réseau des habitants actifs. Il y a vraiment ce côté collectif qui vient de ce réseau.

Qu'est ce que ça vous évoque ce terme de participation citoyenne ?

Pour moi ce qui est central c'est l'expertise d'usage des habitants et le fait qu'on a vraiment un complément à chercher avec ça. Ça ne remplace pas l'expertise technique des agents, mais je pense qu'il y a vraiment un plus qui peut être apporté par les habitants. Parce qu'on a beau être un très bon technicien, on n'est pas forcément tous passés par toutes les étapes de la vie. Par exemple, pour la création d'une école, enfin personnellement je n'ai pas d'enfant, donc je peux penser à des choses en lien avec mes études d'architecture mais pas spécialement à l'usage des mères avec leurs enfants. Il y a aussi le fait que les habitants deviennent acteurs, pas juste spectateurs. Il y a aussi le côté pédagogique, parce que parfois en tant qu'habitant on comprend pas forcément les choix de sa commune et avec la concertation, les techniciens peuvent donner des réponses. Du coup, les gens comprennent tout de suite mieux et voilà ils acceptent plus simplement les choix, on modifie aussi de notre côté pour améliorer les projets, ils se les approprient,... je pense que des espaces publics qui ont été aménagés avec les habitants, ils les utilisent beaucoup plus, parce qu'ils se sont investis. Je pense qu'ils en prennent aussi beaucoup plus soin, plutôt que quand c'est juste la ville qui met un peu avec ce côté "service."

Comment mettez- vous en œuvre la concertation citoyenne ?

Le budget participatif, c'est un outil qui est intéressant parce qu'au-delà du projet qui va être voté par les habitants réalisés, ça permet vraiment d'avoir un peu en catalogue tous les ressentis. On essaye de transmettre même les idées qui ne sont pas retenues, de transmettre à tous les services. Après, au niveau des concertations, on essaie d'utiliser différents outils: des questionnaires, des temps en atelier,... On essaye d'utiliser plein d'outils. Pour prendre l'exemple du parvis de la médiathèque, on a d'abord fait une réunion publique où on expliquait un peu les grands enjeux, les contraintes aussi du projet, histoire de cadrer en fait la concertation et après on a organisé deux ateliers participatifs. On organise aussi une balade exploratoire pour aller visiter d'autres places dans Strasbourg avec des habitants. On a fait un questionnaire en ligne enfin voilà on essaie de varier les outils. Et à partir de janvier 2022, on va lancer une plateforme numérique de participation. On pourra créer des tables rondes sur des sujets, des questionnaires,... Après, c'est important de tout de suite poser un cadre pour éviter la frustration. C'est aussi un peu les dangers de la démocratie participative: on pourrait dire qu'on donne feuille blanche pour tout, mais en vrai c'est faux parce qu'on a, même

nous, techniciens, des contraintes, donc autant les donner aussi. Enfin c'est plus honnête, plus transparent. Ça donne vraiment du pouvoir aux habitants, au même niveau que les techniciens si on partage ces informations. Mais il y a une volonté qui est vraiment forte, comme c'est un des trois piliers du mandat.

Par rapport à vos moyens, vos marges de manœuvre, est-ce que vous arrivez à mettre de nouvelles choses en place facilement sur la question participative ?

Je pense que le fait que les élus voient la participation comme une priorité, ça facilite un peu aussi mon travail. Pour prendre l'exemple du parvis de la médiathèque, quand je suis arrivée il y avait déjà un cahier des charges qui existait qui avait été déjà réalisé. Mais les élus là ils ont dit "stop, les habitants n'ont pas été concertés". Donc on a recommencé même s'il y a déjà des études qui avaient été réalisées et qu'on avait déjà des plans pour l'aménagement. Vu qu'il n'y avait pas de concertation, on a recommencé en fait le travail presque à 0: on a refait un cahier des charges, on a commencé à travailler avec un nouveau bureau d'études. Et si on a refait le cahier des charges, c'est parce qu'il y avait des nouvelles demandes des habitants, donc on ne peut pas juste modifier à la marge, on a recom-

mencé. Des fois c'est pas toujours possible de fonctionner comme ça parce que ça prend du temps; parfois on adapte aussi la participation en fonction de ce qui est possible. Après sur les possibilités de faire en interne, on parle de "conduite du changement", comme ce sont de nouvelles pratiques, il peut y avoir des peurs, des craintes. Les autres services peuvent être sceptiques: "est ce que ça va vraiment servir à quelque chose de faire de la participation?". Et ça je dirai que c'est plus en expérimentant qu'on se rend compte. Par exemple, quand je suis arrivée, j'ai un collègue qui m'a avoué: "j'étais sceptique mais maintenant je vois vraiment ce que ça apportait en fait au projet, on aura moins de soucis du coup sur ce projet que sur l'autre où on avait dû faire des avenants". Alors oui, on a pris un peu de temps au début pour le faire mais finalement c'est pas du temps de perdu parce qu'on leur gagnera plus tard. Je pense qu'en fait c'est bien de commencer par l'expérimentation, même si on fait pas des choses parfaites au début, mais comme ça on comprend où sont les difficultés. Parce que c'est vrai que ça prend du temps quand même la participation: il faut la préparer, il faut faire de la pédagogie,... c'est bien je pense d'expérimenter avant de refaire une formation théorique, où ça ne parle pas. Par rapport aux moyens, aux limites de mon action, il faudrait plus de moyens humains parce que dès qu'on fait de la par-

ticipation ça demande du temps sur le terrain avec les habitants. C'est un peu le frein, c'est compliqué comme je suis à mis temps sur la démocratie participative.

Vous travaillez seule ou en collaboration avec les autres services ?

Alors on va dire qu'on n'est pas encore totalement au stade où tout le monde est autonome sur le sujet, même si maintenant, ça commence à avancer un peu. Au début, ils me confiaient leur projet comme si c'était leur bébé et puis "reviens dans 3 mois quand t'as fini la concertation!". Là on a un petit peu évolué quand même sur ce point et il y a des services qui sont un peu plus seuls, je les accompagne ou je travaille avec eux sur le cahier des charges. C'est plus forcément moi qui anime toutes les réunions. Et si on veut que tous les services s'y mettent, à l'heure actuelle c'est n'est pas possible avec mon mi-temps. Mélanger les services, je trouve qu'en interne ça favorise aussi beaucoup la transversalité. Pour prendre l'exemple du budget participatif, puisqu'on étudie en fait les idées déposées avec une bonne partie des services de la ville, donc en fait on se retrouve un peu régulièrement autour d'une table en train de discuter de sujets qui vont au-delà en fait du budget participatif. C'est l'idée d'un habitant qui pose la question, mais on se rend compte

que des fois on a des désaccords, des choses qui sont pas claires, qui ne sont pas bien connues sur d'autres sujets qui vont bien au-delà du budget participatif. En fait, on fait rarement ça sur d'autres projets, d'échanger avec autant de compétences différentes.

Par rapport à l'implication des habitants, comment est-ce qu'on pourrait encore plus les rendre actifs, les inciter à s'impliquer davantage dans les décisions collectives ?

Alors je pense qu'il y a beaucoup de travail de communication et comme je disais avant aussi de terrain. Parce qu'on a beau utiliser le magazine municipal ou le site internet, il y a des gens qui n'en ont pas l'habitude. Donc c'est vraiment en allant les aborder directement qu'on arrive à convaincre d'autres personnes de participer. Et après c'est aussi en proposant un peu des aménagements, des choses qui facilitent la participation. Par exemple, la plateforme numérique: on sait que ça ne s'adresse pas à tous les publics. Jusqu'à maintenant on a du mal un peu à atteindre le public jeunes actifs, qui travaillent, qui ont des enfants et qui n'ont pas le temps en fait et le week-end quand ils ont un peu de temps, ils n'ont pas forcément envie de passer 3h dans une salle de réunion à l'hôtel de ville. Ils se disent "j'ai d'autres choses à faire

de mon week-end, la place elle sera sympa même sans moi!". Et donc la plateforme numérique permet aussi une participation simplifiée. On essaye aussi de travailler sur des solutions de garde pour libérer les parents. On n'y est pas encore, mais on identifie un peu des pistes, les points de blocage pour essayer de toucher les jeunes actifs, parce qu'on sait que les enfants c'est l'une des raisons.

Aussi, je pense qu'en montrant un peu comment ça marche, comment l'avis a bien été pris en compte, c'est important. Parce que certains sont un peu méfiants, et parfois c'est de l'affichage ou "est-ce que mon avis va vraiment être pris en compte?". C'est en expérimentant qu'on se dit que la participation ça change les choses. J'espère que les gens vont se rendre compte que le projet est comme ça maintenant parce qu'on a tenu compte de leur avis. J'espère que si le bâtiment fonctionne bien, ils vont se dire "Ah oui c'est parce qu'on a participé et parce que d'autres habitants ont participé, donc moi aussi je vais participer au projet".

Quel public arrivez-vous le mieux à toucher ?

Actuellement on arrive plus facilement à toucher des personnes âgées, parce qu'ils ont plus de temps. On a aussi des jeunes qui viennent, mais on va dire que ce sont des personnes qui sont déjà beaucoup impliquées au niveau de la ville ou d'autres

manières. Moi j'ai tendance à dire que ça vient des "super habitants", parce que justement on les retrouve un peu partout, parce qu'ils sont engagés dans les associations, parce que des fois par ailleurs ils font aussi de la politique. Alors c'est bien, leur avis est aussi important, ce sont des habitants comme tout le monde mais quand même, à force, c'est des personnes qui maîtrisent aussi mieux les codes de la collectivité, des fonctionnements... Enfin je trouve qu'on a moins le côté vraiment "je viens en tant qu'habitant". Tout le monde a la légitimité de parler, pas juste ceux qui connaissent tous les codes. Il ne faudrait pas que ça fasse peur à d'autres personnes de venir en se disant "Ah mais eux ils connaissent bien ça pour ça ils sont là, moi je sais pas trop comment ça marche donc j'ai pas mon mot à dire". Il ne faudrait pas que ça devienne une sorte de conseil municipal "bis": on a déjà un conseil municipal de personnes qui ont été acculturées, élues... donc quel intérêt de recréer la même chose à côté? Je pense qu'il faut que ça reste simple pour que

“On a aussi des jeunes qui viennent, mais on va dire que ce sont des personnes qui sont déjà beaucoup impliquées au niveau de la ville (...) j'ai tendance à dire que ce sont des *supers habitants*”.

tout le monde puisse comprendre rapidement. Pour finir, il y a quand même quelques nouvelles personnes, on va dire "lambda". Pour le budget participatif cette année on a eu beaucoup de jeunes quand même, mais c'est assez nouveau, ce n'est pas toujours le cas. Et là il faut clairement du travail de terrain: on a un service civique qui a tout fait pour aller dans les parcs, les aires de jeux, directement pour aller les rencontrer et leur expliquer. On a travaillé avec la maison du jeune citoyen aussi, parce que du coup ils ont cette expérience de participation des jeunes. Donc voilà jusqu'à maintenant, c'était un public qu'on avait pas beaucoup et là sur le budget participatif sur 250 idées, on a 90 idées de jeunes. C'est sûr que les jeunes ne vont pas forcément participer en regardant le magazine municipal, il leur faut du concret pour leur montrer que ça s'adresse aussi à eux. Alors si on leur parle de rénover le terrain de jeu grâce au budget participatif, il

y a vite des idées! Et surtout il faut traiter tous les habitants au même niveau.

Est-ce que vous faites un lien entre la participation citoyenne et l'appropriation de l'espace public? Est-ce qu'il peut y avoir selon vous une approbation sans participation citoyenne?

Je pense que la participation clairement ça aide à s'approprier parce qu'on comprend en fait comment ça a été construit. On s'est investi, donc ça donne envie d'y aller. Après je pense que les gens ils participent différemment: il y en a qui vont aimer participer à la théorie, où on parle du cahier des charges, la conception... et d'autres que ça n'intéresse pas et qui vont vouloir se l'approprier avec une convention de végétalisation, où c'est eux qui vont planter. Je pense que du coup c'est différent types d'appropriations. Et je pense qu'il y a des personnes qui vont utiliser sans participer. Mais du coup, vu que des habitants ont participé à la conception de la place, ça répond aux besoins des habitants de manière générale, même de ceux qui n'ont pas participé, parce que voilà ils parlent de manière collective.

Pouvez vous me parler d'un projet qui a permis l'appropriation d'un espace par les habitants?

Pour voir si les gens se sont approprié un espace, c'est vraiment sur le temps long. Après il y a le parc de la résistance, où la participation a permis de faire vivre le parc; le parc des oiseaux, les actions associatives ont permis aux habitants de s'approprier leur parc de quartier. Avec le budget participatif, on a aussi mis en couleur un terrain de basket, alors je pense c'est un basket qui était déjà bien fréquenté quand même avant, mais quand même qu'il y a eu des nouvelles personnes qui sont venues utiliser ce terrain de basket.

Comment les habitants pourraient-ils s'impliquer au-delà de la parole?

On fait vraiment la participation "par le faire". Du coup, on fait beaucoup de chantiers participatifs. Il y a des associations aussi qui en organisent, donc par exemple il y a une association qui a organisé la plantation d'une forêt urbaine début d'année, qui organise aussi des customisations des arbres. Certains viennent parfois même de loin pour participer et ça participe à l'attractivité de la ville. Il y a aussi moyen de participer par des choses très concrètes.

Entretien de Lyes Laïfa, architecte à Horizome

Pouvez-vous vous présenter ?

Je m'appelle Lyes Laïfa, je suis membre du collectif Horizome depuis un peu plus de 6 ans. De formation, je suis architecte-urbaniste. Je suis aussi issu du monde de la recherche, puisque j'ai écrit une thèse et donné des cours à l'université. Par rapport à Horizome, il se trouve que j'ai connu le collectif dans sa première année d'existence en 2009-2010 : j'étais encore étudiant à ce moment-là et durant une "semaine d'art", on devrait découvrir autre chose et l'un des membres actuel avait organisé un atelier. C'était mon premier contact avec Horizome. Plusieurs années après, on m'a recontacté pour travailler sur un sujet, et je ne suis pas reparti. Après Horizome, ça a beaucoup évolué depuis 2015, aujourd'hui c'est vraiment différent.

Pouvez vous présenter l'association ? Quels sont les axes de votre travail à Horizome ?

Horizome a été créé en 2009. C'était une ancienne association d'étudiants d'architecture qui était tombée en désuétude et qui a ensuite été reprise par une anthropologue, qui faisait son doctorat à l'école d'architecture de Strasbourg. C'est elle qui a fondé l'association telle qu'on la connaît aujourd'hui avec une artiste vidéaste qui intervenait sur le quartier de HautePierre. La chercheuse, faisant elle-même son travail de recherche sur HautePierre, le collectif pluridisciplinaire s'est implanté dans ce quartier.

Horizome œuvre pour le pouvoir d'agir des habitants et qui questionne l'implication des habitants dans la question culturelle et artistique: "Comment faire avec les habitants, la culture et l'Art dans l'espace public dans les quartiers populaires de la ville?". A l'époque, l'association était vraiment fléchée comme une association culturelle, de quartier, qui organisait des choses en lien avec la culture populaire et l'art contemporain. Une des premières actions, c'était la mise en place d'une résidence artistique. La contrainte, spécifique d'Horizome, c'était qu'il fallait faire avec les habitants et le territoire; il faut contextualiser son œuvre, sa production artistique et il faut la faire de manière collaborative. La notion de collaboratif était présente dès le début et encore actuellement, où l'on est encore dans une volonté de faire avec et faire pour les habitants. Horizome est un peu une boîte à outil, un facilitateur de projet. Aujourd'hui, on travaille sur trois grands axes: les cultures et l'art dans les quartiers et l'espace public; la fabrique collaborative de la ville et la manière dont on s'approprie nos espaces de vie. Le troisième est aussi dans l'ADN d'Horizome, c'est la recherche-action. Il questionne la méthode, l'approche, mais aussi un retour critique sur la manière dont les projets se font. C'est un levier d'évaluation sur ce qu'on fait.

“ On est encore dans une volonté de faire avec et faire pour les habitants. Horizome est un peu une boîte à outil, un facilitateur de projet. ”

Vous sentez-vous à l'aise dans l'espace public, dans votre ville ?

Premièrement, comparé à d'autres contextes urbains, on n'est pas les plus mal lotis à Strasbourg. J'irai pas jusqu'à dire hospitalière ou très accueillante pour les usagers, mais on peut avoir une vie urbaine, on peut vivre l'espace tel qu'on le souhaite, jusqu'à une certaine limite. De part ma formation d'architecte, je vois le côté positif des villes; j'ai été "éduqué" à être un flâneur, donc trouver ce qui est appréciable dans l'espace dans lequel on vit. Parallèlement à cela, il y a du ressenti, avec les changements climatiques, idéologiques, sociales,... qui font en sorte qu'aujourd'hui, on arrive à apercevoir un certain nombre de choses de l'ordre des nuisances. C'est quelque chose qui, pour ma part, est perçue négativement. Pour autant, ce n'est pas encore suffisant pour quitter Strasbourg.

Trouvez-vous que l'espace public favorise la rencontre ?

Dans l'état actuel des choses, cette notion de lien social, d'interaction avec les gens, on la retrouve beaucoup plus forte, plus fluide dans les quartiers. Il y a une dynamique sociale différente, des réseaux d'entraide... il y a une informalité sur le formel. Il y a une informalité sur le tissu existant qui fait en sorte qu'il y a forcément des liens différents que ceux du centre-ville par exemple. La ville fonctionne beaucoup sur l'injonction de visibilité : on va quelque part pour voir ce qu'il y a d'intéressant et par la même occasion être vu. C'est souvent cette injonction de visibilité qui prime dans les villes, et pour le coup dans les quartiers, on la trouve moins. En tout cas, à Hautepierre, les interactions ne sont pas basées sur ce principe là.

Personnellement, ayant grandi dans un autre pays, au Maghreb, les dynamiques sociales sont beaucoup moins froides qu'ici. Les rapports sociétaux sont beaucoup plus tissés.

Pourquoi avoir choisi l'espace public comme terrain de travail ?

Dans nos sociétés modernes, il y a un focus qui est mis sur l'individualisme et l'accent est mis sur la notion de propriété. Souvent les gens distinguent la sphère privée de la sphère publique. Leur appartement

est nickel, mais dès que vous sortez juste sur le palier, comme ce n'est pas le leur, comme ça appartient à tout le monde et à personne, on entretient moins. Ce rapport à la propriété fausse la donne et s'intéresser aux espaces appropriables collectivement, renvoie aux interactions sociales. Puisque c'est là où l'on trouve des liens, que tout finalement voudrait empêcher, mais pourtant ils ont lieu. Par exemple, les rapports qu'ont les gens quand ils sont chez eux, avec leur famille, sont naturels, dans l'espace public ce qui est naturel c'est de ne pas parler aux gens qu'on ne connaît pas. Et pourtant c'est dans ces espaces publics là que peuvent se tisser des liens, que des interactions sont possibles. Qui plus est, on est dans les quartiers populaires de la ville, il y a toujours un cadre urbain collectif qui n'est pas propice, c'est à dire que dans ces espaces qui sont inhospitaliers, hostiles... Le nom est très révélateur justement puisqu'on les taggue de noms durs d'acceptation et qui sont répulsifs. Si vous dites à quelqu'un "allez viens, on va s'amuser à la cité", d'emblée c'est pas très sexy ! Ces espaces là, de facto, ne sont pas propices à la rencontre et en plus dans les quartiers, c'est la double peine, où leur image renvoie quelque chose de négatif. Horizome intervient justement dans ces contextes là ; il y a des choses qui se passent.

Quels sont vos différents modèles d'intervention dans l'espace public ?

Le modèle idéal, c'est que des habitants s'approprient un espace et que nous on est simplement là pour compléter. Dans la dynamique de pouvoir d'agir des habitants, c'est le modèle absolu, car ça émane des habitants. Ils se sont senti légitime pour s'approprier un espace qui a la base, n'est pas le leur, et pourtant, ils font des initiatives, ils s'investissent, ils l'améliorent, ... Deuxième configuration, celle qui existe le plus dans nos actions, c'est quand il y a un constat. On a un besoin qui est identifié par les habitants, mais personne ne franchit le pas et nous on "lance des choses", sur lesquelles les gens se greffent. On est le catalyseur des idées des habitants. La troisième configuration, c'est une logique de commande, ou il y a certes ce besoin là, mais qui n'est pas identifié, pas formalisé. On ne l'a pas repéré, et les personnes qui l'ont repéré ne se sont pas adressés à nous. Il y a une tierce structure qui entre en jeu et qui vient nous chercher pour concrétiser ces idées d'habitant. La dernière configuration, c'est lorsqu'on a un espace vacant, et on se dit que ça peut être intéressant de faire quelque chose dessus. Donc, on teste quelque chose et la dimension expérimentale est à son paroxysme, puisqu'on teste en se questionnant sur comment construire une dyna-

mique, comment habituer les gens au fait que quelque chose se passe. Derrière, ça questionne les besoins des habitants. Souvent, on tombe dans des quartiers où les bailleurs, les collectivités n'interviennent pas durant très longtemps, et forcément le simple fait de revendiquer ces droits disparaît; les habitants sont dans une fatalité. Donc l'idée c'est d'amorcer, de tester, qu'il y est une dynamique, que derrière, ça attire l'attention sur les potentiels, sur les besoins existants. C'est justement la notion de pouvoir d'agir: on peut faire quelque chose et avec le peu qu'on fait, ça incite les autres à se bouger. C'est dire "on a besoin de faire quelque chose pour notre quartier, voilà avec peu de moyens, comment nous on a pu avancer".

Quelles sont vos méthodes d'intervention ?

Nous avons développé une méthode; la méthode tri-co. Pour trois fois "co", pour co-compréhension, co-conception et co-construction. Dans toutes les phases du projet, l'habitant est présent. C'est pas parce que dans le collectif, il y a des architectes, des urbanistes, des designers, des géographes, des sociologues, c'est pas parce que nous avons ces compétences là que finalement pour une phase du projet, on exclut l'habitant. L'idée c'est de faire avec lui du début à la fin. Quand on arrive quelque part, on devient nous

même habitant, on enlève notre casquette d'expert et on la donne à l'habitant, qui pour le coup, dans ce contexte précis, est lui l'expert. C'est lui qui vit l'espace au quotidien, et donc il a plus de légitimité pour parler de son quotidien. Et donc c'est important pour nous, de rompre avec cette posture du "sachant", qui vient. Chacun est expert de par son apport, de par son point de vue, de par sa lecture du territoire et c'est dans la confrontation de cet ensemble de points de vues, qu'on a arrive a faire quelque chose qui correspond aux envies collectives.

Pouvez-vous me donner des exemples concrets de projets qui ont permis l'appropriation d'un lieu par les habitants ?

Des projets en lien avec la fabrique collaborative de la ville, je peux vous en citer quelques uns. Le premier s'appelle "réappro", qui s'intéresse à la question du chez soi. A partir de quel endroit, dit-on que l'on est chez soi? A l'entrée de son appartement, de son immeuble, de son quartier, de son pays? Ca pose aussi la question des espaces tiers ; finalement, on a d'un côté la sphère privé, de l'autre, on a l'espace public qui appartient à tout le monde et il y a un certains nombres d'espaces intermédiaires, typiquement la devanture d'immeuble, tout le monde n'y va pas. Ce sont des espaces, qui de

facto appartiennent à tout le monde, mais n'appartiennent à personne en même temps. Ça questionne l'entretien, le lien avec les voisins,... et l'autre question, c'était aussi: jusqu'à quel niveau, on peut laisser la possibilité à l'appropriation habitante? Le projet avait commencé sur un immeuble. Ce qui est particulier dans ce projet, au niveau de la participation citoyenne, c'est que forcément le public est plus restreint, puisqu'on est seulement avec les habitants de l'immeuble. Par contre, l'élan que l'on crée, a généré derrière aussi des envies d'autres habitants. Dans un premier temps, l'objectif c'est d'établir un lien de confiance avec les habitants, les faire parler de leur quotidien, de leur vécu, de leurs ressentis par rapport à ces espaces, des problématiques qui existent... Parallèlement à ça, nous on fait notre analyse urbaine sur le contexte, voir aussi comment on peut apporter une réponse. Et après cette phase de médiation, il y a de l'activation, où on revient sur les thématiques qui ont émergées: la propreté, la végétation,... et puis, on expérimente des choses, c'est aussi une manière de provoquer: on fait quelque chose et on voit comment les gens réagissent à ça. Un collectif de Bordeaux appelle ça un "bug", créer un bug dans l'espace, une perturbation qui sort de l'ordinaire. Quelque chose qu'ils n'ont pas l'habitude de voir, mais qui répond aux problématiques évoquées. Par exemple, pour la première expérimentation,

on était venu avec une centaine de plantes, des invendus qu'ont avaient disposées pour faire un jeu avec les habitants et chacun pouvait gagner une plante. Le défi c'était de l'entretenir jusqu'à ce que l'on aménage les lieux. On a vraiment investi le devant de l'immeuble. Une autre fois, on a ramené un tapis et on s'est assis dessus, sur des coussins, et on a fait du thé, du café. Au-delà de cette situation un peu particulière, les gens qui rentraient du travail ou des courses posaient la question "mais vous faites quoi là?". Donc c'était une manière d'accrocher les gens, d'échanger avec eux, mais aussi de soulever la question "est ce que faire une halte dans ces espaces communs est pertinent ou pas? et quelle forme ça devrait prendre?". Voilà, nous on appelle ça des activations, où on essaie de questionner, ou d'affiner la réflexion sur un sujet précis parce qu'il est revenu plusieurs fois. Puis vient la phase de réalisation. La question finalement c'est comment on laisse la place aux habitants, pour qu'ils s'approprient, qu'ils sentent que ces espaces sont les leurs.

Le deuxième projet était au collège Erasme à Hautepierre, dans les mailles non rénovées. On est intervenu et on a vite constaté que la cour était très petite et désagréable. Donc, on a travaillé avec les collégiens pour leur demander: "comment vous la voyez votre cour?". On a commencé réellement le projet à la rentrée 2019 et depuis on y travaille. L'idée c'est de ne pas dé-

former la réalité; il y avait déjà des appropriations, l'idée c'était "comment apporter une réponse à ces appropriations là?". Il y avait un groupe d'élève qui privilégient les coins calmes de la cour, d'autres ou les élèves cherchaient à être à plusieurs, d'autres qui avaient besoin de s'asseoir pour faire leurs devoirs,... En partant du constat existant et en écoutant les besoins, les envies des élèves faire une programmation. On a aussi concerté l'ensemble des enseignants et typiquement, les profs de SVT ont besoin d'un jardin pédagogique. C'est une expérience qui est encore en cours, qui va durer encore 2 ans.

Quels enjeux entrevoyez-vous dans l'espace public et quels sont les besoins des usagers vis-à-vis de celui-ci ?

Notre société a tellement évolué par rapport au moment où les villes ont été fondées, donc nos usages, notre façon de vivre,... et surtout la diversité. Même si la technologie a évolué de manière impressionnante. Dans nos parcours, il y a tellement de brassages, qu'on a tous des parcours de vie tellement différents. Ces parcours de vie, qu'on le veuille ou non, même si on est dans une société qui vise à l'uniformisation, l'espace doit être polymorphe; il doit accepter toute cette diversité, toute cette richesse. L'espace doit permettre l'expression de cette diversité, une

sorte d'adaptabilité : Comment l'espace, quand il accueille du monde, peut laisser la place à l'expression de cette diversité?. Pour moi l'espace n'a pas vocation à conditionner les gens à sa forme, mais plutôt il doit laisser la place. De facto, l'espace public accueille une diversité, mais pas seulement d'usage, il doit être dans l'acceptation. Comment l'espace a suffisamment de résilience, d'acceptabilité pour laisser de la place à tout le monde et laisser participer tout le monde. Pour moi, comme son nom l'indique, l'espace public, il est pour tout le monde et pour tout. L'hôpital, tu y vas pour te faire soigner, l'école pour apprendre, mais l'espace public public tu y vas pour être libre, pour faire pleins de choses, il n'y a pas de règles. Et pour Hautepierre, lors de projets de renouvellement urbains, l'avis qui est pris avec le plus d'importance, c'est celui du service de police. Ça veut dire que si on veut réorganiser l'espace, d'abord on prend en compte l'avis de la police. La question sécuritaire passe avant tout.

La politique de la ville a-t-elle une influence sur l'orientation de vos projets ?

Oui, en partie car une partie de nos financements c'est la politique de la ville, ce qui ne veut pas dire que cela dénature nos projets. Heureusement, au bout de 10 ans, les services de la ville nous font confiance, en revanche dans l'écriture, même si

pour nous, la question centrale reste le pouvoir d'agir des habitants, il faut que les financeurs se retrouvent là dedans. La manière dont on présente le projet aux habitants n'est pas la même qu'avec les politiciens. La politique de la ville, il y a 10 ans, était en total décalage avec ce qu'on fait aujourd'hui. La première concertation habitante pour le projet de renouvellement urbain à Hautepierre, c'était moins d'une cinquantaine de questionnaires, c'est pas du tout représentatif. Tout était déjà prédéfini, c'était juste symbolique.

De manière générale, tout le monde a peur d'être destitué de son rôle : l' élu a peur que l'on le destitue de son pouvoir décisionnaire, le concepteur a peur que l'on le destitue de son oeuvre... et donc donner la parole aux habitants, donner finalement la possibilité que le travail soit modifié, amendé, voir même co-construit avec les habitants, c'est quelque chose qui fait peur. On a beau dire que l'idée c'est pas de remplacer l'architecte par l'habitant, parce que chacun a son rôle, mais prendre en compte ce que les gens vivent au quotidien. Ils sont plus connaisseurs que quelqu'un qui vient juste une journée faire une visite de terrain et faire de l'analyse sur plan. Aujourd'hui heureusement les choses évoluent. On a de la chance avec la nouvelle municipalité, qui est acculturé à cette question de la participation citoyenne, à la pertinence aussi de cet avis habitant et ce qu'il pourrait générer comme plus-value.

Avez-vous constaté un besoin habitant de reprendre place, de s'impliquer dans la fabrique de la ville ?

Il y a toujours des personnes qui sont dans cet engagement, qui réclament à ce qu'on les écoute. Surtout dans les quartiers, où les bailleurs ne font pas le nécessaire, les collectivités ne mettent pas suffisamment de moyens... En fait, il y a une infantilisation générale. Il y a des habitants qui continuent à lutter, à se manifester, à revendiquer. C'est pour ça que quand on arrive, on a une partie de la population qui se dit "à quoi ça sert?". C'est pas qu'ils ne croient pas, c'est juste qu'ils ont tellement été déçu, ils ont le sentiment d'abandon, le sentiment d'avoir été dupé pendant des années, qu'ils n'y croient plus. Heureusement, on arrive quand même à changer l'avis de ces gens là à la fin de nos projets, mais c'est sur qu'il y en a beaucoup qui n'y croient plus.

Que vous évoque cette notion de participation citoyenne ?

Le problème dans les réunions de concertation, d'information... vous avez souvent les même personnes. Parfois parce que les informations ne circulent pas bien, les collectivités utilisent par exemple des réseaux qui ne marchent pas avec tout le monde et donc ceux qui viennent, ce sont les syndiqués... fi-

nalement pas souvent ceux qui ont des avis constructifs. Je me rappelle du conseil citoyen de Haute-pierre-Cronenbourg, où l'on avait que des personnes âgées, bien racistes, qui venaient se plaindre des gens qui circulaient en scooter. On est là pour parler de toutes les problématiques qui touchent le quartier, mais en réalité, par la force des choses, il n'y a pas que celle-la qui est évoquée. Puis, on va te dire que les conseils citoyens ça a bien marché, il y a eu de la participation citoyenne... ça illustre pas mal de choses. En revanche, aujourd'hui, pour beaucoup, mais aussi parce qu'il y a des sous derrière, il y a de l'argent en jeu donné par l'Etat, les collectivités, dans le cadre de la mise en place de cette participation citoyenne, l'essentiel c'est qu'elle soit faite, peu importe le résultat. Pour beaucoup des scénarios de participation, on est plus dans de l'information que dans le reste. Donc, il y a encore une incompréhension de ce qu'est vraiment la participation citoyenne, dans beaucoup de sphères, pas seulement les élus. Même au-delà, il y a une frilosité, du mal à lâcher du lest. En plus parfois, typiquement pour les projets de renouvellement urbain, même les collectivités n'ont pas leur mot à dire parce que c'est piloté à l'échelle nationale.

Comment la participation se traduit-elle dans vos projets ?

L'idée c'est que la participation habitante est tout au long du processus. Sur le projet Réappro, quand on faisait de la médiation, dans l'ensemble, tout le monde contribuait. Après, la nature du projet faisait que les gens restaient le temps de l'atelier, pas plus. Donc finalement, la participation prend plusieurs formes: quelqu'un qui rentre du boulot, il va nous aider en fin de journée, quelqu'un va venir avec ses enfants le mercredi après midi pour l'atelier peinture, et d'autres vont nous donner à boire, ou à manger. Ça paraît anecdotique, ça pourrait ne pas être assimilé à la participation, mais c'est vraiment une facette. C'est la manière dont les gens contribuent, en fait. Parce qu'ils travaillent, ou font d'autres choses à côté, ils ne peuvent pas faire plus. C'est une manière d'apporter une contribution. Mais la participation à HautePierre n'est pas plus présente qu'ailleurs, il faut juste établir un lien de confiance dès le début.

Pourquoi est-ce important d'impliquer, de rendre actif les habitants ?

Les habitants sont les premiers concernés, ils sont légitimes à s'exprimer. D'autre part, l'objectif d'un architecte, c'est que ce qu'il fait soit pertinent, soit bien perçu, garder une trace positive. Si on veut que le projet réussisse, il faut faire quelque chose d'adapter aux gens qui vont être concernés par le projet. Ça paraît naïf, mais c'est vraiment ça.

“Tout le monde a peur d’être destitué de son rôle (...) et donc donner la parole aux habitants, donner finalement la possibilité que le travail soit modifié, amendé, voir même co-construit avec les habitants, c’est quelque chose qui fait peur.”

De manière générale, comment impliquer davantage ?

La ville s'auto-organise dans l'espace public. C'est là, où la ville laisse suffisamment de place, elle laisse une capacité à se régénérer, à se réorganiser, à se déformer. Si on veut favoriser cette appropriation, cette prise d'initiative des habitants vis à vis de cet espace là, il faut leur signifier qu'ils ont cette possibilité. On a tellement cadenassé les gens avec "voilà ce que tu as le droit de faire, et voilà ce que tu n'as pas le droit de faire; finalement l'être humain il a des contraintes, il s'adapte. C'est une forme de ré-acculturation. Le deuxième point, c'est comment arriver à montrer aux gens que ce qu'ils disent ou font, va être pris en considération. Comment montrer aux gens que leur avis compte, que leur manière de voir les choses est aussi pertinente ?

Le dernier point, c'est la notion de symbole. Aujourd'hui, vous prenez les gens qui habitent les cités. Quand tu fais un projet en bois de palette à Haute-pierre, c'est perçu comme un signe de pauvreté, ça renvoie un message. Il y a une inéquité territoriale, donc il faut un message fort, politique et social, pour dire "il n'y a pas de distinction". Tant qu'on continue à faire la distinction, les gens auront un rapport à l'espace différent.

Analyse croisée des entretiens

Mon sujet de recherche-projet portant sur la réappropriation de l'espace public urbain par les habitants, il me semble important de questionner ce rapport au territoire et plus particulièrement l'implication des usagers/habitants dans la fabrication de la ville. A quel point les habitants d'un territoire ont-ils l'opportunité de participer de manière concrète aux changements liés à leur environnement quotidien ? Quel avantage il y a-t-il à faire appel à eux et jusqu'à quel point sont-ils impliqués ? Alors que les notions de "budget participatif", de "participation citoyenne" et de "démocratie participative" sont plus que jamais d'actualité, qu'en est-il vraiment des initiatives mises en œuvre sur le terrain ? Quels sont les enjeux propres à la participation dans l'espace public ? Derrière ces mots, devenus flou et vide de sens il y a-t-il finalement des raisons d'espérer des changements profonds de société ?

Pour répondre à ces nombreux questionnements, cette analyse sociologique se divise en trois axes : le rapport à la participation, les interactions et relations des individus aux espaces publics et en quoi la participation citoyenne peut aider à une appropriation des espaces publics. Il s'agit de mettre en comparaison différentes approches : politique, culturelle et artistique, et tourné vers les jeunes. Ainsi, trois personnes ont été interviewées dans le cadre d'entretiens individuels pour donner lieu à cette analyse sociologique : Adriana Cavan-François, responsable de la programmation à la Maison du Jeune Citoyen de Schiltigheim ; Laurie Hoehn, chargée de mission démocratie participative à Schiltigheim et Lyes Laïfa, architecte au sein du collectif pluridisciplinaire Horizome à HautePierre (Strasbourg).

Rapport à la participation

Tout d'abord, à propos du parcours professionnel des interviewés, il est intéressant de constater que si tous travaillent sur la participation des habitants, leur approche est différente et ils en sont arrivés à pratiquer leur métier actuel progressivement, en saisissant des opportunités et se formant sur le tas. Ainsi Adriana a commencé son parcours dans la gestion culturelle et les arts plastiques pour finalement accéder à un poste à la Maison du Jeune Citoyen de Schiltigheim qui croise toutes ces compétences. Elle occupe aujourd'hui le poste de "responsable de la coordination citoyenneté et jeunesse" qui vise à "concevoir et d'organiser des actions et des projets pour insuffler la culture de la participation auprès des enfants et des jeunes de la ville." Quant à Laurie et Lyes, ils ont été diplômées en tant qu'architecte. Laurie a ensuite eu l'occasion de faire son stage de fin d'étude à la mairie de Schiltigheim, dans les collectivités, une approche qu'elle ne connaissait pas. Elle avoue : "Finalement, j'ai vraiment la sensation que ça correspond à mon parcours alors des fois on pourrait se dire : "Ben tu as fait des études d'architecture mais tu n'es pas en agence". Moi j'ai vraiment l'impression de mobiliser les compétences que j'ai pu acquérir pendant mes études." De même, c'est également dans le cadre de ses études que Lyes a connu Horizome, le collec-

tif au sein duquel il travaille en tant qu'architecte : " j'ai connu le collectif dans sa première année d'existence en 2009-2010 : j'étais encore étudiant à ce moment-là et durant une "semaine d'art", on devrait découvrir autre chose et l'un des membres actuel avait organisé un atelier. C'était mon premier contact avec Horizome. Plusieurs années après, on m'a recontacté pour travailler sur un sujet, et je ne suis pas reparti". Si Laurie et Lyes semblent avoir des parcours similaires, Laurie travaille dans les collectivités en tant que "chargé de mission démocratie participative et développement durable", tandis que Lyes a fait de la recherche et travaille dans le milieu associatif. Laurie, qui s'occupe du budget participatif, de l'organisation d'événements et de l'accompagnement des services de la ville dans les phases de concertations, avoue à propos de la participation : "c'est un sujet qui m'a intéressé très tôt dans mes études, j'ai commencé en m'intéressant d'abord au projet d'habitat participatif puis j'ai fait mon rapport d'étude sur ce sujet". Au contraire, pour Adriana, la participation fut un apprentissage une fois arrivé à son poste : "je l'ai découverte ici en faisant des formations". Finalement, si tous ont saisi les opportunités qui se sont présentées, chacun a un rapport personnel à la participation, travaillant dans des structures aux objectifs différents, même si la participation occupe toujours une place centrale.

A propos des structures, Adriana travaille à la Maison du Jeune Citoyen de Schiltigheim. Cette structure vise à accompagner le jeune adulte à devenir citoyen, l'aider à développer un point de vue, un esprit critique, mais aussi le soutenir dans la réalisation de projets concrets qui laissent une trace dans la ville. Elle explique: "La MJC est là pour affirmer ça: l'éveil d'un enfant ou d'un jeune, qui au départ ne se pense pas citoyen, il ne pense pas qu'il fait partie d'une ville; il pense qu'un citoyen c'est juste quelqu'un qui va voter. Mais en fait non. Et nous, on va déconstruire cette pensée pour essayer de faire d'eux des jeunes citoyens éclairés, qui se posent des questions, qui ont un avis et qui peuvent agir". Travaillant au sein des collectivités, c'est un tout autre cadre qui régit l'activité de Laurie Hoehn. Elle explique faire partie depuis plus d'un an de la "direction du développement urbain durable des transitions et de la participation citoyenne", qui regroupe plusieurs postes aux missions très transversales: "on travaille vraiment avec tous les services de la ville". De plus, Laurie travaillant à mi-temps sur la démocratie participative et le développement durable, elle est rattachée à deux élus différents. Pour elle, la démocratie participative est "un mode de gouvernance qui est essentiel pour le développement durable". Elle ajoute: "Vu que je suis convaincu de l'importance de l'usager, c'est dans mes pratiques, c'est une évi-

dence et les deux se rejoignent". Si pour Laurie, une approche transversale est importante pour s'enrichir d'échanges avec des compétences différentes, Adriana explique que la MJC travaille sur quatre axes de travail, qui sont liés entre eux au sein des projets. Elle appuie également sur l'intérêt d'avoir des partenaires en tant que "petite" structure, afin de multiplier les compétences, savoir-faire et pouvoir mener plus de projets. Par ailleurs, le travail a Horizome se partage également entre différents axes de travail, à savoir "les cultures et l'art dans les quartiers et l'espace public; la fabrique collaborative de la ville et la manière dont on s'approprie nos espaces de vie. Le troisième est aussi dans l'ADN d'Horizome, c'est la recherche-action". L'association œuvre dans le quartier de HautePierre "pour le pouvoir d'agir des habitants et questionne l'implication des habitants dans la question culturelle et artistique". Il ajoute que "la notion de collaboratif était présente dès le début et encore actuellement, on est dans une volonté de faire avec et pour les habitants." La participation se traduit donc par l'accompagnement, le lancement d'une dynamique auprès des habitants du quartier pour créer une émulsion, des interactions, une appropriation de leur espaces de vie. Si Lyes voit Horizome comme "un facilitateur de projet", c'est avant tout la confiance et l'écoute qui prime auprès des jeunes: "à la MJC, on n'est ni à la

maison, ni à l'école, on est dans ce troisième espace. On n'est pas dans le jugement, il y a une réelle écoute des jeunes. Finalement, si les trois structures ont des axes de travail bien différents, on retrouve la notion de pouvoir d'agir de l'habitant, étroitement liée à la participation citoyenne.

Concernant la politique de la ville, il est intéressant de noter que dans les trois cas, celle-ci influence sur l'orientation des projets. Laurie Hohn explique, que pour sa part, la municipalité facilite son travail, comme les élus considèrent la participation comme une priorité. Elle développe en expliquant que "dans le mandat des élus, il y a trois piliers : le développement durable, la démocratie participative et les solidarités". Ceci lui permet d'avoir des moyens d'action importants. De même, à la MJC, la politique de la ville influence la feuille de route et donc l'orientation des projets qui évoluent et s'adaptent aux changements de municipalités. Si actuellement, avec la maire du parti des Verts, l'accent est mis sur l'autonomie des jeunes et la mise en place d'actions hors les murs, la structure garde un fil conducteur dans ses actions et s'enrichit de ses changements. "C'est vraiment pas comme si, on changeait complètement à chaque changement de municipalité. On s'adapte, on évolue en gardant une continuité". Ainsi la MJC voit les changements de municipalité comme des opportunités

d'évolution et n'hésite pas à adapter les dispositifs aux différentes municipalités: "L'ancienne municipalité, avait comme politique que la MJC redevienne une sorte de "lieu ressource", tiers-lieu. Et du coup, on a repris la création des expositions sur des sujets de société. L'année prochaine, on fera une nouvelle exposition, mais sur le développement durable, pour adapter ce dispositif à la nouvelle municipalité." Cette influence politique est également présente à Horizome, sans pour autant dénaturer les projets. Il confie avoir de la chance avec la nouvelle municipalité," qui est acculturé à cette question de la participation citoyenne, à la pertinence aussi de cet avis habitant et ce qu'il pourrait générer comme plus-value." Il appuie également sur la manière de présenter le projet qui est différente selon l'interlocuteur: "même si pour nous, la question centrale reste le pouvoir d'agir des habitants, il faut que les financeurs se retrouvent là dedans. La manière dont on présente le projet aux habitants n'est pas la même qu'avec les politiciens." Pour finir, il est évident que la politique de la ville influence de différentes manières l'orientation des projets portées par ces structures par les moyens donnés, la mise en forme du projet ou encore la façon de l'amener, de le présenter.

Relation des individus aux espaces publics et interactions

Cette seconde partie portera sur les relations des individus aux espaces publics et les interactions qu'ils entretiennent entre eux dans ces espaces. De manière personnelle, la question de savoir si mes interlocuteurs se sentaient à l'aise dans les espaces publics n'était pas forcément évidente à répondre. De leur point de vue cette question peut être vue comme déconcertante, les espaces publics ayant celui de particuliers qu'ils n'appartiennent à personne, mais sont pourtant fréquentés par tout le monde. Adriana n'a ainsi pas trop su quoi répondre. Quant à Laurie, elle dit s'y sentir "quand même assez bien", tout comme Lyes qui admet que "comparé à d'autres contextes urbains, on est pas les plus mal lotis à Strasbourg." Il complète cependant en disant ne pas aller jusqu'à la qualifier "d'hospitalière ou très accueillante pour les usagers", mais qu'il est tout de même possible de vivre l'espace tel qu'on le souhaite. Cette réponse est celle qu'Lyes donne en tant qu'architecte, en tant que «flâneur qui a appris à «trouver ce qui est appréciable dans l'espace dans lequel on vit". La deuxième partie de sa réponse est de plus de l'ordre du ressenti personnel. Il dit "apercevoir un certain nombre de choses de l'ordre des nuisances", qui sont perçues pour sa part négativement. Pour

faire un parallèle avec le discours de Laurie, elle constate que certains espaces manquent d'équipements, de convivialité et que ceci pourrait contribuer à défavoriser le sentiment de bien-être des gens dans leur ville. Finalement, l'espace public n'est pas un lieu où l'on se sent assurément mal, mais le bien être individuel pourrait être plus important; plus d'initiatives ou d'aménagements pourraient apparaître, afin de répondre davantage aux besoins de ceux qui y habitent.

Après avoir analysé le rapport qu'entretiennent les gens sur leur territoire, il est pertinent de se questionner sur les interactions, les relations entre individus et si les espaces publics les favorisent ou au contraire les freine. A ce propos, Lyes constate justement que celles-ci sont particulières dans les espaces publics : "les rapports qu'ont les gens quand ils sont chez eux, avec leur famille, sont naturels, dans l'espace public ce qui est naturel c'est de ne pas parler aux gens qu'on ne connaît pas." Si ces espaces ne sont, au départ, pas propice à la rencontre, Laurie Hohn dit avoir constaté un besoin de créer plus d'aménagements pour permettre de se réunir en ville, suite à la concertation pour le parvis de la nouvelle médiathèque de Schiltigheim. Elle dit qu'"il y avait vraiment cette envie de créer des endroits où on peut s'installer pour lire, se détendre..." Même si certaines personnes vont

avant tout penser à leurs intérêts personnels, à ce que cela va avoir comme inconvénient de rassembler du monde, la plupart partagent ce besoin d'avoir des endroits accueillants, où se sentir bien et tisser du lien. Cependant, Lyes travaillant dans un quartier populaire de la ville de Strasbourg constate que ce lien social est plus présent, plus simple dans ces quartiers qu'au centre des villes : "Il y a une dynamique sociale différente, des réseaux d'entraide... La ville fonctionne beaucoup sur l'injonction de visibilité : on va quelque part pour voir ce qu'il y a d'intéressant et par la même occasion être vu. C'est souvent cette injonction de visibilité qui prime dans les villes, et pour le coup dans les quartiers, on la trouve moins". A plus grande échelle, il compare également le cas de la France avec d'autres pays du monde, et conclut qu'"ayant grandi dans un autre pays, au Maghreb, les dynamiques sociales sont beaucoup moins froides qu'ici." Les espaces publics français, particulièrement en centre ville pourraient donc davantage favoriser les interactions et la création de lien social, d'autant plus que les individus qui fréquentent ces espaces sont a priori tous très différents les uns des autres et ne se connaissent pas. Lyes résume ceci très bien : " l'espace doit être polymorphe; il doit accepter toute cette diversité, toute cette richesse. Pour moi l'espace n'a pas vocation à conditionner les gens à sa forme, mais plutôt il doit laisser la

place, il doit être dans l'acceptation de tout et de tout le monde".

Par rapport à un éventuel constat de la part des habitants de reprendre place dans leurs espaces de vie quotidien, les trois interviewés sont de manière générale du même avis.

Lyes note "qu'il y a toujours des personnes qui sont dans cet engagement, qui réclame à ce qu'on les écoute", surtout dans les quartiers populaires délaissés des collectivités et des bailleurs. Laurie exprime aussi que les habitants sont en attente pour participer concrètement, "être dans l'actif, dans les chantiers de plantation participatifs par exemple." Au-delà de jardiner, il s'agit avant tout de participer, de créer du lien et l'activité en elle-même devient finalement un prétexte. Elle cite par exemple, le parc de la Résistance de Schiltigheim, qui grâce à l'engouement des habitants est devenu un lieu vivant et "ce sont les habitants qui sont moteurs de tous ces changements." Cela va même plus loin, car des réseaux sont en train de se créer entre les habitants actifs de la ville, pour accompagner ces initiatives collectives. Quant à Adriana, elle nuance sa réponse en se demandant si l'offre est apparue après la demande ou inversement. Elle, qui avec l'équipe de la MJC se bat depuis des années pour l'implication du jeune tout au long du processus, pense que même s'il y a du progrès, des améliorations sont encore largement possibles dans la

démocratisation de la participation pour tous. Finalement, on ressent cet engouement citoyen, cette volonté d'être écouté et de participer pas forcément assouvie par les décideurs politiques. Mais en quoi la participation citoyenne peut-elle aider à l'appropriation d'un espace ?

Participation et appropriation d'espaces

Pour aborder cette nouvelle partie, il semble important de comprendre pourquoi et en quoi la participation en espace public des habitants est importante. Pour Adriana Cavani, il s'agit de "trouver et inventer des espaces pour que les habitants puissent s'exprimer et puissent aussi avoir des retours. Que ça ne s'arrête pas seulement à donner son avis, mais voir que c'est pris en compte, que les choses avancent, voir les contraintes aussi en face." Cette réponse est intéressante, car l'on comprend qu'en plus qu'un cadre propice à une parole libérée et entendue, la participation semble aller de paire avec une bonne communication entre les décideurs et les habitants. Cette idée est aussi évoquée par Laurie Hoehn, chargée de mission démocratie participative à Schiltigheim, qui évoque l'importance d'une compréhension de l'habitant par rapport aux décisions prises par sa commune. Comme nous l'explique Adriana, cette continuité permet de "prendre la mesure

de la complexité du processus". Il s'agit en effet pour l'habitant de se prendre compte des contraintes liées à un projet en devenant acteur plutôt que spectateur. Ce qui est également central pour Laurie Hoehn, c'est l'expertise d'usage de l'habitant, qui "ne remplace pas l'expertise technique des agents", mais elle pense "qu'il y a vraiment un plus qui peut être apporté par les habitants". Lyes Laïfa, va encore plus loin dans le propos en défendant le fait que l'expert, dans ces situations qui touchent aux espaces vécus par les habitants au quotidien, est l'habitant lui-même: "Quand on arrive quelque part, on devient nous-même habitant, on enlève notre casquette d'expert et on la donne à l'habitant, qui pour le coup, dans ce contexte précis, est lui l'expert. Et donc c'est important pour nous, de rompre avec cette posture du "sachant", qui vient. Chacun est expert de par son apport, de par son point de vue, de par sa lecture du territoire et c'est dans la confrontation de cet ensemble de points de vues, qu'on arrive à faire quelque chose qui correspond aux envies collectives." Finalement, si les trois interviewés apportent des réponses différentes, elles sont aussi complémentaires.

Travaillant tous les trois en lien avec la participation habitante, il s'avère maintenant intéressant de se demander concrètement, comment ces trois professionnels de secteurs différents mettent cette participation en œuvre. Lyes Laïfa, architecte au sein d'un collectif strasbourgeois, explique avoir développé une méthode "tri-co" pour co-compréhension, co-conception et co-construction. Il constate que la participation peut prendre plusieurs formes et insiste sur l'importance d'impliquer l'habitant tout le long du projet: "C'est pas parce que dans le collectif, il y a des architectes, des urbanistes, des designers, des géographes, des sociologues, c'est pas parce que nous avons ces compétences-là, que finalement pour une phase du projet, on exclut l'habitant. L'idée c'est de faire avec du début à la fin". Il en va de même pour Adriana, qui défend une participation de l'enfant et du jeune à chaque étape du projet. Elle est d'avis, que ce sont les premiers intéressés notamment dans l'aménagement d'un parc de la ville: "Nous on aimerait aussi que dans l'appel d'offre, les enfants puissent donner un avis. On va se battre pour que la part de participation des enfants soit la plus forte possible, tout en tenant compte des contraintes." Entre ouverture des propositions par les jeunes, travail de communication, chantier participatif, Adriana regorge d'idées pour impliquer les enfants le plus possible. De plus, la structure dans laquelle elle travaille,

la Maison du Jeune Citoyen a mis en place différents dispositifs comme le conseil municipal des enfants et des jeunes, un atelier théâtre dans lequel les jeunes choisissent les sujets qu'ils veulent traiter ou encore un appel à projet, où "les jeunes "entrent" dans le processus artistique, pas seulement pour les idées, mais aussi dans la réalisation". D'un point de vue plus "administratif", la chargée de mission, Laurie Hoehn évoque également les nombreux outils et dispositifs participatifs utilisés. L'un d'eux est le budget participatif, "qui joue un peu un rôle de baromètre, car on ressent le ressenti des gens sur la ville". De plus, le lancement d'une plateforme numérique est prévu en janvier 2022. Finalement, s'ils utilisent des outils différents, dus à leur public cible ou au contexte d'intervention, on ressent la volonté commune des trois professionnels d'impliquer le plus possible, en diversifiant les approches et les dispositifs.

Pour finir cette analyse, il semble important de se questionner sur les enjeux de la participation, et ce qui pourrait être amélioré pour impliquer mieux et davantage. Tout d'abord, Adriana et Laurie se rejoignent sur l'importance de poser un cadre, pour éviter les frustrations: "Même nous, techniciens, on a des contraintes, donc autant les donner aussi. Enfin c'est plus honnête, plus transparent. Ça donne vraiment du pouvoir aux habitants

(...) si on partage ces informations.” Un autre aspect soulevé par Laurie et Lyes est la difficulté à toucher un public large et hétérogène. La chargée de mission explique avoir du mal à impliquer les jeunes actifs et déplore le fait que beaucoup des personnes qui viennent, sont des habitués, des “super-habitants” déjà acculturés à cette question de la participation: “On a moins le côté vraiment “je viens en tant qu’habitant”. Tout le monde à la légitimité de parler, pas juste ceux qui connaissent tous les codes. Il ne faudrait pas que ça fasse peur à d’autres personnes de venir”. Elle insiste sur l’importance de mettre à dispositions des outils simples pour que tout le monde puisse comprendre et se les approprier. Avec encore plus de recul, car ne travaillant pas dans les collectivités, Lyes complète son propos: “parce qu’il y a de l’argent en jeu donné par l’état, les collectivités, dans le cadre de la mise en place de cette participation citoyenne, l’essentiel c’est qu’elle soit faite, peu importe le résultat. Pour beaucoup des scénarios de participation, on est plus dans de l’information que dans le reste. Donc, il y a encore une incompréhension de ce qu’est vraiment la participation citoyenne, dans beaucoup de sphères, pas seulement les élus. Même au-delà, il y a une frilosité, du mal à lâcher du lest.” Lyès explique cela par le fait qu’être destitué de son rôle est quelque chose qui fait peur.

Finalement, l’enjeu global de la participation citoyenne semble être une mal-compréhension, ou plutôt une dénaturation de la participation elle-même, dont les usages et son ancrage dans divers champs d’actions en ont fait une notion floue. Une notion approximative, mise en place davantage pour l’image positive qu’elle renvoie que pour une volonté de changements réels. Il ressort de ces trois entretiens que si l’on veut favoriser une appropriation, une prise d’initiative des habitants vis-à-vis de ces espaces publics, il faut leur signifier qu’ils ont cette possibilité. Les ré-acculturés en quelque sorte, au fait qu’il sont légitimes de s’impliquer chacun, de la façon qu’il souhaite et que cela va être pris en considération. Reprendre du pouvoir face aux décisions éloignées de la réalité du terrain et reprendre place dans ces espaces qui sont a priori déjà les nôtres au quotidien.

“ Pour beaucoup des scénarios de participation, on est plus dans de l’information que dans le reste. Donc, il y a encore une incompréhension de ce qu’est vraiment la participation citoyenne, dans beaucoup de sphères, pas seulement les élus, même au-delà, il y a une frilosité, du mal à lâcher du lest.”



Découpage et collage lors de mon atelier outillé.
Photographie personnelle.

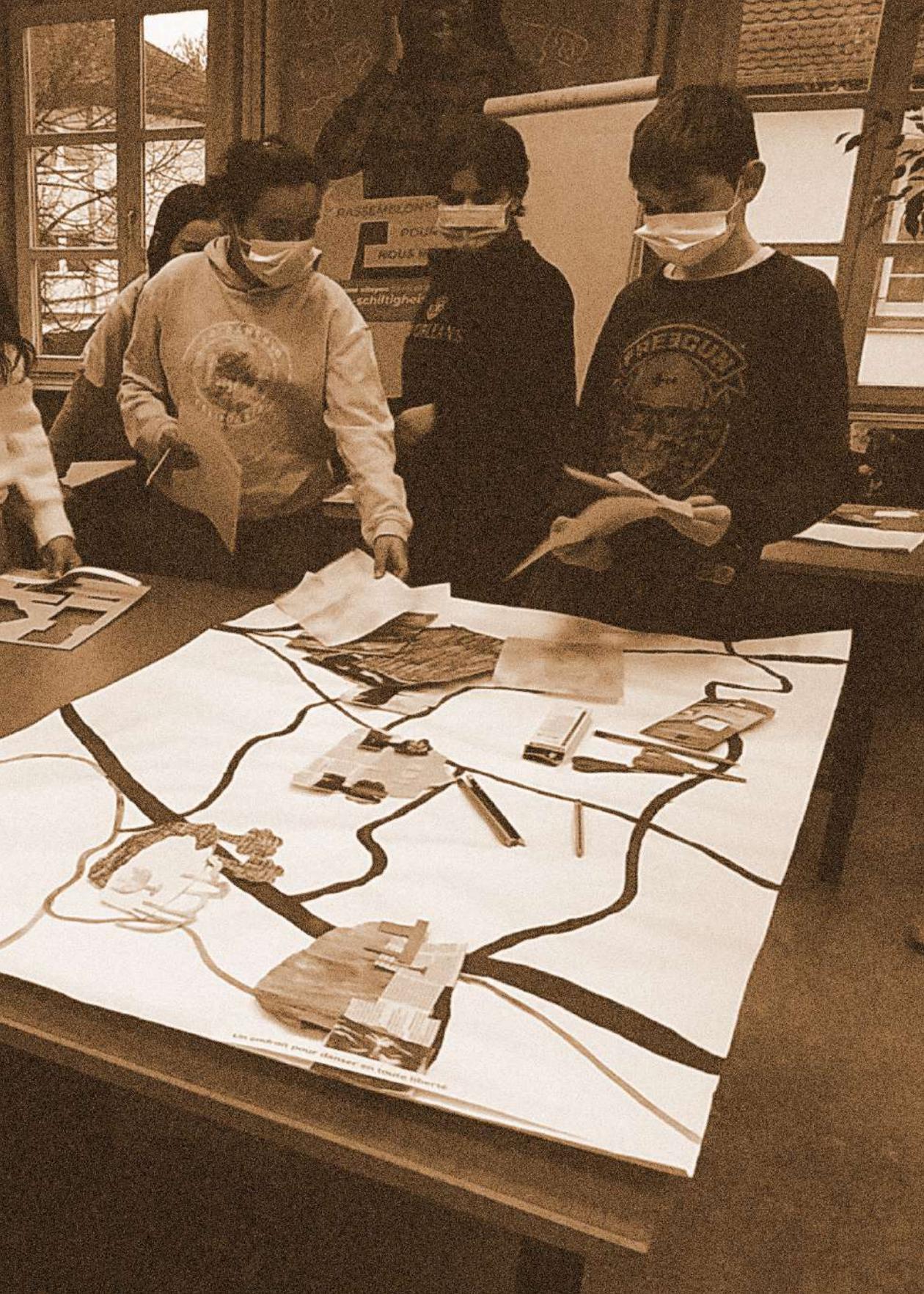
Objectifs et choix de l'atelier

Cet atelier a été proposé dans le cadre de ma recherche-projet sur la question de la parole dans l'espace public. Je me suis demandé comment permettre une réappropriation de l'espace public urbain par les habitants par le biais d'une démarche de design participatif.

L'objectif de cet outil de contact est de rencontrer le(s) public(s) et de récolter des données exploitables ensuite pour le projet.

Pour ma part, j'ai pris contact avec la Maison du Jeune Citoyen de Schiltigheim, une structure qui prône la participation des enfants et des jeunes. Lors de deux immersions, j'ai pu observer leurs différents dispositifs : conseils jeunes, ateliers radio, aménagement participatif, expositions, actions hors-les-murs,...

La MJC m'ayant fait part de leur besoin de donner la parole aux jeunes plutôt qu'aux enfants (10-15 ans), je me suis décidé pour la réalisation collective d'une cartographie sensible. Cet outil permet une représentation de l'espace tel qu'il est vécu. Mon but avec cet atelier de cartographie sensible est de visualiser les différents lieux investis par les jeunes dans leur ville, leurs représentations de ces lieux et leurs usages personnels de ceux-ci.



DASSEMERSONNE
DOUS
ROUS
schliffhae

Am 20.08.2021 wurde ein...
...aus dem...
...der...
...der...

Les outils

Tout d'abord, une carte réalisée de manière collective nécessite un grand format, c'est pourquoi je me suis appuyée sur une grande feuille de papier blanc (140*92cm). J'ai pris la décision de représenter quatre "lieux repères", des lieux connus et fréquentés par les jeunes (d'après un questionnaire distribué aux jeunes le 01/12/2021). Ces lieux ont été représentés suivant mon protocole pour donner aux jeunes un aperçu de mes attendus, en plus d'être des repères à leur localisation sur la carte. J'ai aussi tracé les axes principaux de la ville sur la carte pour une meilleure compréhension.

Pour une appropriation par les sens, le vécu, j'ai réalisé graphiquement une dizaine de papiers texturés à l'aide d'aquarelle, de craies grasses, de marc de café... D'autres textures ont été ajoutées à la sélection comme du papier journal imprimé et du carton ondulé. Ces propositions graphiques et texturées visent à accompagner le jeune dans une représentation sensible d'un lieu qu'il fréquente. Les participants s'emparent de ces supports pour représenter le lieu de leur choix comme ils le voient et le vivent. Chaque scène doit contenir trois textures maximum, pour ne pas surcharger. De plus, des normoglyphes ont été fabriqués à partir de formes utilisées pour la représentation des "lieux repères". Les participants ont la possi-

bilité de les utiliser pour ajouter des éléments à leur scène. Les textures, de couleurs proches et les formes des normoglyphes permettent de garantir une certaine harmonie visuelle.

Par rapport à la représentation des usages, différentes silhouettes ont été imprimées que les participants décalquent à l'aide d'un cadre photo fourni ou en se plaçant à une fenêtre. Le tracé en rouge est imposé pour trancher avec la représentation du lieu. Les participants sont libres d'ajouter autant de détails à la silhouette que souhaité.

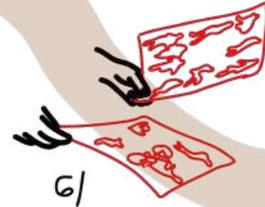
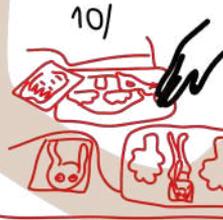
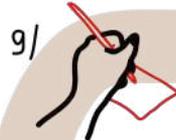
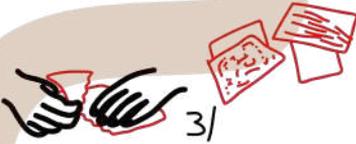
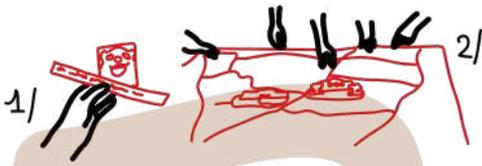
Enfin, des "avatars" ont été imaginés pour représenter chaque participant sur la carte et les distinguer des autres. Ce sont des photos retouchées graphiquement pour apporter un côté humoristique et permettre une identification du jeune à un personnage. Chaque "avatar" est imprimé deux fois en deux formats différents: le plus petit est placé sur la carte, sur la silhouette; le plus grand est une carte, au dos de laquelle le jeune inscrit une anecdote relative à son usage du lieu. Ce système de "double" permet de ne pas surcharger la carte avec du texte, mais plutôt de faire un lien aux cartes si l'on souhaite en savoir plus.



Déroulé de l'atelier

Mon atelier s'est déroulé le 15 décembre 2021 de 15h à 16h30 à la Maison du Jeune Citoyen de Schiltigheim. Le groupe était constitué de dix jeunes de 11 à 15 ans.

J'étais accompagnée de Lisa Pinto pour la prise de photos durant toute la durée de l'atelier.



- 1 Chaque participant choisit une carte "avatare" pour le représenter sur la carte et une phrase qui lui inspire un lieu de la ville.
- 2 Ensemble, ils se réunissent autour de la carte déjà représentée par quelques axes et quatre "lieux reprères" réalisés en papier découpés et situés. Ils discutent pour avoir une idée de la localisation du lieu auquel ils ont pensé.
- 3 A l'aide des papiers texturés fournies, chacun représente l'endroit tel qu'il se le représente. Chaque scène doit contenir trois textures maximum. La première étape est le découpage à la main de la texture de fond.
- 4 Puis, avec les normographes fournis, ils ajoutent des éléments à leur scène (voiture, arbre, bâtiment,...)
- 5 Une fois tous les éléments du lieu représenté, le jeune assemble et colle l'ensemble
- 6 L'usage que le participant a du lieu est ensuite représenté grâce à différentes postures imprimé qu'il est invité à redessiner.
- 7 Il se sert du cadre fourni et avec le flash d'un téléphone portable, il déclaque le contour de la silhouette correspondant à son usage personnel. Un feutre rouge est donné pour cette étape aux participants pour maintenir une unité graphique.
- 8 Le jeune colle maintenant la tête de son avatare choisis au départ sur la silhouette dessinée.
- 9 Il se réfère au double de son avatare imprimé en plus grand format. Au dos de la feuille, il inscrit sa phrase de départ et une anecdote en rapport avec un souvenir, une expérience qu'il a vécu dans ce lieu.
- 10 Pour finir, chacun ajoute sa scène à la cartographie finale. Ils ont la possibilités de compléter les lieux des autres avec leur usage propre





Ma posture de designer

Lors de cet atelier, il m'a semblé intéressant d'avoir une posture proactive. En effet, à certains moments, je menais le déroulé de l'atelier; à d'autres les jeunes agissaient en autonomie. Dans ces moments-là, j'adapte ma posture à ma demande: en demandant aux jeunes de faire du découpage, mon attitude doit aller dans ce sens, donc je me mets légèrement en retrait. Il est important que toute la concentration du jeune soit focalisée sur la consigne, c'est pourquoi je les laisse faire et j'observe ce qui se passe. J'ai aperçu que de nombreuses interactions se sont créées, et je pense que cela est dû au fait qu'il s'agisse d'un atelier manuel, mais également à ma posture à ce moment-là, de mise à distance vis-à-vis de ce qu'ils produisent. J'ai eu l'impression que le temps était agréable pour eux, puisque tout en fabriquant, ils étaient libres d'échanger ou non avec les autres. Cela permet aussi de sortir d'un cadre trop scolaire: je leur fais confiance, je les laisse faire, ils sont libres de leur choix avec les outils à disposition. Je suis resté cependant disponible et il y avait régulièrement des questions de la part des jeunes, qui n'avancent pas tous à la même vitesse et veulent savoir la suite des consignes ou avoir des conseils.

Pendant les moments de mise en commun, par exemple, lorsque nous étions tous réunis autour de la carte pour situer quel coin de la ville est représenté, j'adopte une posture "d'animatrice de débat", c'est-à-dire que je discute avec eux et à mon tour, je leur pose des questions. Ils communiquent également entre eux pour s'aider mutuellement à situer leur lieu, ce qui était intéressant. Je leur ai aussi communiqué la possibilité de construire à plusieurs leur lieu, s'ils avaient pensé au même en lisant leur phrase, mais ceci ne s'est pas produit. Cette information avait pour but de les inviter à faire ensemble, à collaborer. Finalement, j'ai constaté que malgré la majorité du temps de l'atelier passé à construire individuellement leur scène en papier, d'autres formes de lien se sont créées.

Que retenir de cet atelier ?

Dans un premier temps, cet atelier m'a permis de tester la capacité des jeunes à s'orienter géographiquement. J'ai pu constater, avec surprise, que les jeunes, avec le peu de repères représentés, parvenaient à avoir une idée d'où se situent les lieux. Tous sont placés approximativement au bon endroit sur la carte de la ville. Alexandra, l'animatrice en charge du conseil des jeunes m'a confié que c'était quelque chose d'important selon elle, et que c'est pour cela qu'elle a fourni au début de l'année un plan de Schiltigheim à chacun.

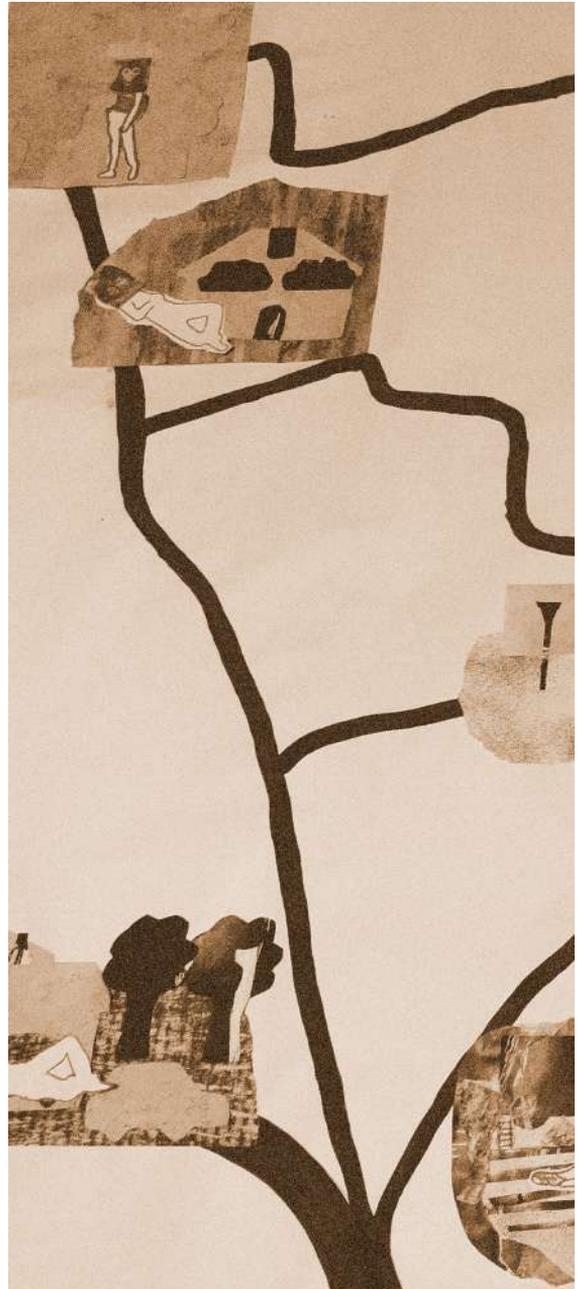
Visuellement, la carte finale est intéressante. On remarque que la plupart des jeunes investissent un coin de la ville seulement : plus de la moitié des lieux représentés se situent vers l'avenue Pierre Mendès France, le grand axe qui mène à Bischheim. Beaucoup proviennent apparemment du collège du Marais, ce qui explique qu'il aient l'habitude d'aller au Parc de l'Aar ou au Mc Do à côté. Les lieux choisis sont des parcs/gravières, des écoles/collèges, un fast-food, un terrain de foot, la gare de Strasbourg, à domicile. Même si deux de ces lieux ne sont soit pas à Schiltigheim, soit pas un lieu public, on constate que les lieux appartiennent aux mêmes domaines. Il n'y a par exemple, personne qui a choisi une salle de spectacle ou une bibliothèque. Les usages sont ainsi globalement similaires : se poser seul ou

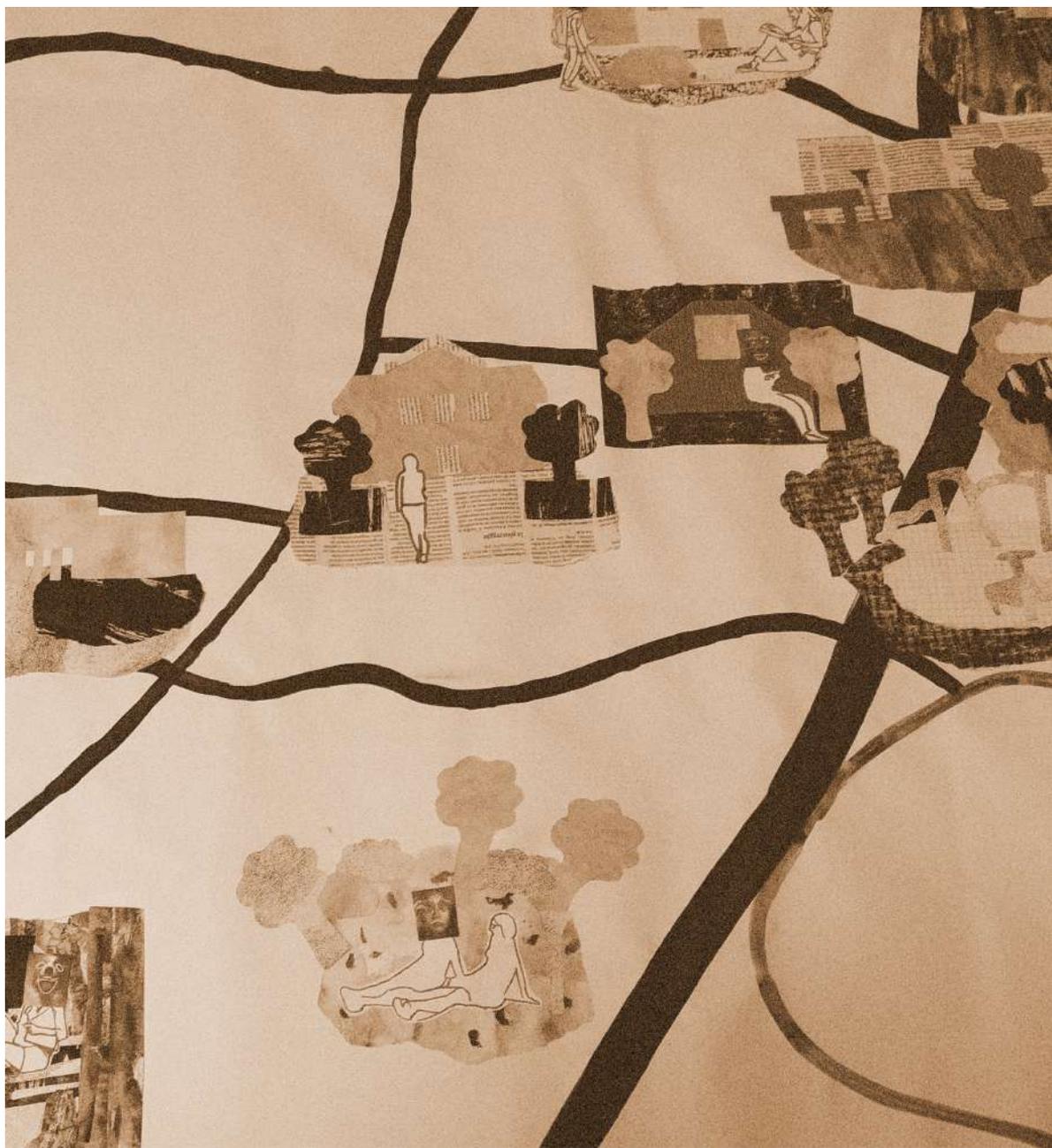
avec des amis, manger quelque part, faire du sport. Ceci démontre qu'à cet âge, les jeunes ont des centres d'intérêt qui tournent autour du divertissement, de l'amitié. Si visuellement, beaucoup n'ont représenté qu'une personne par scène, tous parlent ou sous-entendent la présence de quelqu'un d'autre dans leur écrit. La preuve : sur les dix participants, cinq ont mentionné le mot "ami" sur leur cartel. Trois autres fréquentent des lieux, où l'on se doute qu'ils vont rencontrer des camarades, et les deux restants parlent de leur mère, avec qui ils aiment parler, manger. L'amitié et la sociabilité semblent donc primordiales à cet âge.

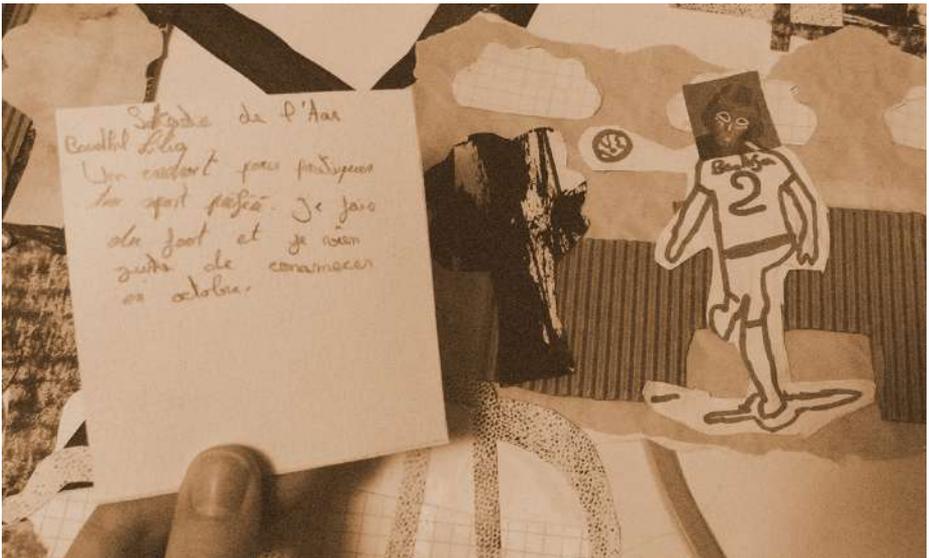
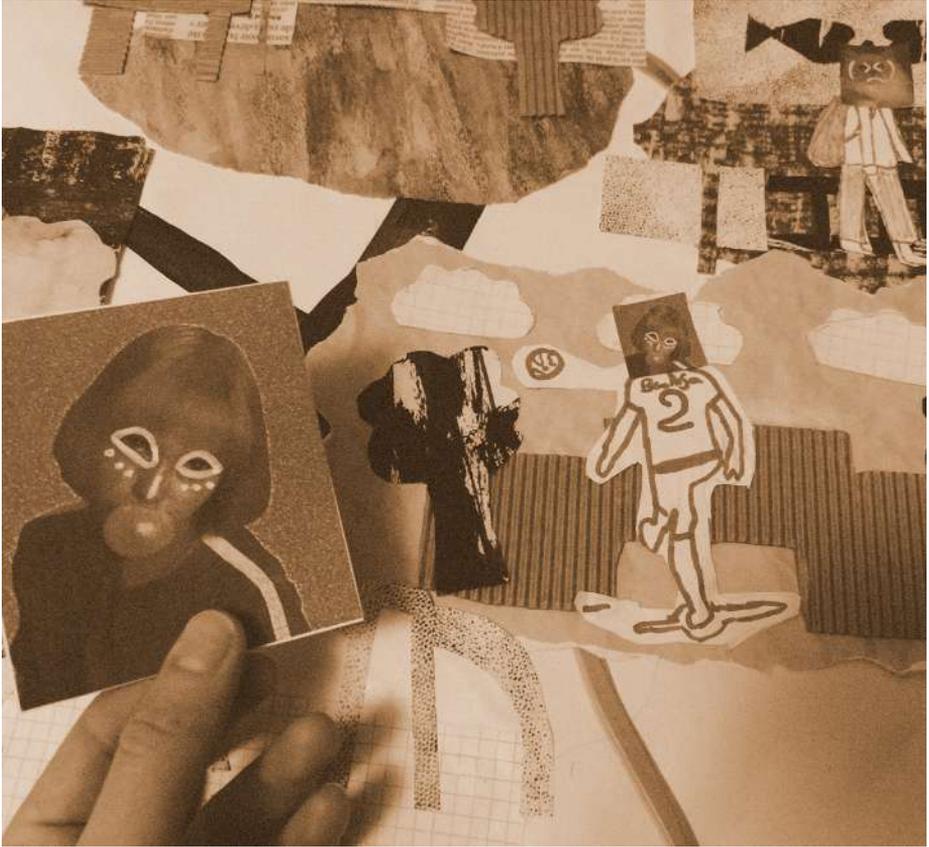
Concernant leur représentation de ces lieux, toutes les textures ont plus ou moins été utilisées. On observe que certaines scènes sont globalement plus claires, comme la personne qui a présenté sa vision du parc des oiseaux. Elle décrit sur le cartel, un endroit agréable pour faire un pique-nique, ce qui se retrouve dans le visuel avec le choix des textures et la posture de promenade du personnage. Elle semble y aller pour l'espace et la végétation. La gare de Strasbourg, au contraire, n'est représentée qu'avec des textures sombres. Ici la représentation tient sûrement de l'architecture du lieu, plutôt qu'au ressenti car elle décrit un souvenir amusant, où elle et ses amis ont réaménagé un wagon.

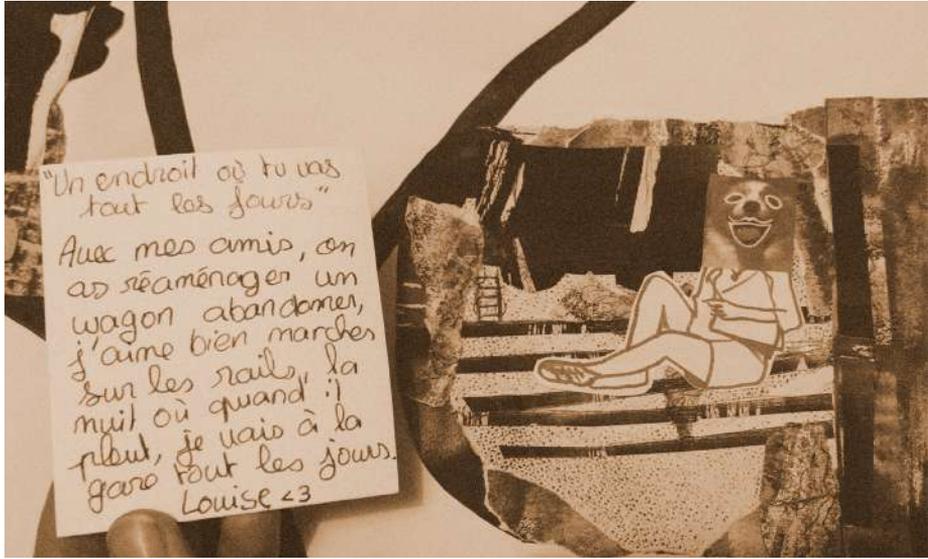
Dans l'ensemble quelque soit les papiers choisis, les scènes sont harmonieuses et témoignent de moments agréables. Cependant, il est difficile de tirer plus d'interprétations au niveau du choix des textures (voir partie suivante).

Par ailleurs, un atelier de création collectif se prête bien à la discussion: j'ai pu remarquer que, particulièrement pendant la phase de découpage/collage, les jeunes communiquent facilement entre eux. L'atelier a semblé aussi être agréable pour eux de ce fait. En repartant, les enfants m'ont remercié et avaient l'air satisfaits.









Retour critique de l'atelier

L'atelier s'est globalement très bien déroulé. Les participants étaient à l'écoute, enthousiastes, motivés et sont repartis avec le sourire. Malgré mes appréhensions quant au déroulé, car la réalisation de la carte nécessite plusieurs étapes, les jeunes ont suivi les consignes et chacun a pu finir à temps en allant à son rythme. En effet, 1h30 pour un atelier où les jeunes sont impliqués est relativement court. J'ai cependant remarqué à la fin un manque de concentration, donc je pense qu'un atelier ne doit pas excéder cette durée ou alors il faut faire une pause. La durée de l'atelier étant relativement courte par rapport aux nombreuses étapes de réalisation, nous n'avons malheureusement pas eu le temps d'échanger à la fin. J'aurais souhaité que l'on porte un regard collectif sur le résultat obtenu puis avoir un retour des jeunes sur l'atelier en lui-même. Ce n'était pas évident de doser la durée de chaque étape, puisque tous les jeunes n'avaient pas le même rythme. Par exemple, une participante était encore en train de représenter son lieu, alors qu'une autre était déjà à la phase d'écriture. Il aurait fallu que j'anticipe des "étapes intermédiaires" pour faire patienter les plus rapides, comme compléter les "lieux repères" déjà disposés sur la carte par exemple.

Malgré les outils à disposition, certains jeunes ont voulu s'emparer d'autres outils qui n'étaient pas prévus dans le protocole, comme les stylos destinés à l'étape d'écriture à la fin que certains participants ont utilisés pour ajouter des détails à leur lieu. Le protocole établi avec les différentes contraintes était peut-être un peu trop complexe (il y avait beaucoup de choses à retenir pour les jeunes, même si j'expliquais chaque étape au fur et à mesure). Peut-être également que mes outils peuvent être améliorés. Les normographes, notamment, pourraient contenir davantage de formes, certaines mêmes basiques qui pourraient servir de modules à plus de possibles. Toujours à propos des consignes, certains participants ont du mal à se laisser aller. Par exemple, lorsque je leur demande de déchirer à la main, sans utiliser les ciseaux, le premier papier qui sert de fond. Une participante m'a confié ne pas comprendre, ne pas savoir comment s'y prendre. Ceci met en avant qu'avec une consigne inhabituelle, certains jeunes peuvent perdre leurs moyens. En effet, les consignes à l'école étant la plupart du temps le découpage aux ciseaux, je voulais, par cette demande tester leur aptitude à ne pas avoir le contrôle sur

la forme finale. Je souhaitais laisser aussi une part au hasard, pour donner davantage de place à la surprise, à l'imagination.

Un élément qui n'a pas fonctionné comme souhaité est le cartel, au dos duquel les jeunes pouvaient inscrire une anecdote personnelle en rapport avec leur usage des lieux. Je trouve que la forme de l'outil se prêtait bien à une récolte de données de l'ordre de l'émotion, du ressenti. Comme il s'agit d'une image qu'il faut retourner pour inscrire quelque chose, je ne m'attendais pas à ce que les écrits soient si factuels et descriptifs. Les jeunes se contentent de donner des noms de lieux, de parler de ce qu'il y font, des personnes qu'ils ont rencontrées, mais rien de plus. Je suis donc un peu déçue, car les cartels auraient pu servir de complément à l'analyse du choix des textures, afin de comprendre pourquoi le participant avait choisi ces textures plutôt que d'autres. Je pense que les consignes données n'étaient pas assez claires et que le cartel n'était pas assez grand pour permettre plus de recueils personnels. De plus, c'est une étape personnelle au sein d'un travail de groupe; il n'est donc pas forcément évident pour le jeune de se confier, surtout à cet âge où le regard des autres compte beaucoup.

Au niveau de l'échelle de la carte choisie, je pense qu'elle était plutôt pertinente: le centre de Schiltigheim est montré et représenter les voiries principales et secondaires par des tailles différentes était une bonne idée qui a fonctionné. En effet, les jeunes ont assez rapidement su donner le nom de ces axes et pu situer les lieux. Finalement, le rendu final est graphiquement homogène et je suis satisfaite du résultat.



Reprendre place

décisions bureaucratiques), pose tout de même de graves problèmes en ce qu'elle pourrait bien laisser à penser que le droit à la ville pourrait bien n'être qu'un signifiant vide. Comme le souligne justement le géographe David Harvey, si le texte de 1968 de Lefebvre semble prophétique à bien des égards, notamment en regard des mutations de la ville qu'il anticipe, la solution proposée par celui-ci sous la forme du « droit à la ville » semble avant tout être « un cri et une exigence » :

« Un cri, car c'était l'expression de l'exigence existentielle provoquée par une crise de la vie quotidienne dans la ville. C'est une exigence, celle de la vie et de construction d'une ville nouvelle. »

Livre utile à ma recherche
Photographie personnelle

Enjeux de l'espace public

CABANON VERTICAL. “Les aménagements urbains transitoires, enjeux et guide pratique ”, [en ligne], <https://issuu.com/cabanonvertical/docs/action_transitoire_cabanonvertical>, 30/08/2021.

Aujourd'hui, les méthodes de réflexion et de construction de l'espace urbain mêlent des phases de concertation et de mobilisation habitante, où le temps du chantier est utilisé comme support d'appropriation. Ce guide traite de l'action transitoire dans un processus d'aménagement d'espace urbain. Il définit les caractéristiques d'une démarche de co-conception et de co-construction ainsi que les étapes nécessaires. Ce guide m'intéresse dans la mesure où il traite de la notion d'aménagement transitoire dans un espace, c'est-à-dire qu'une dimension temporelle entre en jeu. Le projet pourra alors se construire dans une dimension expérimentale qui s'élabore au fur et à mesure et en lien avec son environnement urbain et social : la forme n'est pas définie par avance et dépend du contexte. C'est cette approche qu'il me semble intéressante de mettre en œuvre dans l'espace public, par son aspect évolutif et sans cesse en mouvement.

COSTES, Laurence. “Le droit à la ville de Henri Lefebvre: quel héritage politique et scientifique?”, *Espaces et sociétés*, 2010/1-2 (n° 140-141), p. 177-191, [en ligne]. <<https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2010-1-page-177.htm>>, 08/09/2021.

Laurence Costes aborde la question du droit à la ville, introduite en 1968 par Henri Lefebvre. Ce manifeste, qui s’inscrit dans un climat de protestations, dénonce la fin de la ville industrielle et l’apparition d’une nouvelle réalité: l’urbain. Elle met en avant les enjeux encore actuels de la vision anticipatrice de Lefebvre, à savoir l’aliénation de la ville et le besoin des hommes de se réapproprier l’espace urbain. Cette volonté fait encore écho de nos jours, avec l’instauration d’une participation des citoyens à la vie de la cité, par exemple avec les expériences de démocratie participatives. On assiste ainsi à un prolongement de la réflexion de Lefebvre par les sociologues, architectes, ... La place du “droit à la ville” semble un moyen d’action possible pour la construction d’un monde meilleur. Cet écrit m’a permis de mieux comprendre la thèse de Lefebvre et de concevoir à quel point elle s’avère encore d’actualité, par les nombreux questionnements qu’elle a engendrés. Le phénomène urbain semble avoir des progrès à faire sur la place octroyé à l’habitant. L’espace public, en remettant l’habitant/usager en son centre peut

devenir un espace de rencontre, où la parole et les idées circulent: un lieu finalement propice à l’être ensemble et la construction de projets collectifs.

DELPRAT, Étienne, et Nicolas BASCOP. *Manuel illustré de bricolage urbain*, Alternatives, 2016, 128 p.

DORNE, Geoffrey. *Hacker Citizen*, Tind; Illustrated Bilingual Édition, 2017, 138 p.

Ces deux ouvrages proposent une approche concrète en offrant directement aux habitants des tutos de “bricolage urbain” pour se réapproprier leur lieu de vie et devenir acteur de changement. Accessible à tous, le premier est au croisement de l’urbanisme, de l’art et du développement durable, tandis que le second engage le design en tant que pratique pour pallier à la surveillance dans l’espace urbain. De plus, les deux auteurs travaillent également dans le domaine de l’aménagement urbain, de l’architecture, du design: l’auteur du premier est à l’initiative du collectif YA+K qui réunit des architectes, designers et urbanistes autour de projets qui questionnent les pratiques alternatives et transdisciplinaires de la construction de l’espace public. Le second est designer indépendant porteur de projets de design social, éthique et radical. Les ouvrages précédents sont intéressants pour ma recherche, car la réappropriation de

l'espace public étant un vaste sujet, il s'agit de trouver une entrée, des pistes de solutions concrètes et accessibles à tous. En effet, tous les habitants sont légitimes pour s'exprimer et pour agir sur leur ville, il faut donc des méthodes, des outils pour que tout le monde puisse s'en emparer. Un ancrage à échelle humaine, une prise de pouvoir des habitants semble finalement le plus pertinent dans la conception de l'espace public en tant que lieu démocratique et solidaire.

GARGOV, Philippe. "Faire la ville par et pour les habitants?", **Demain La Ville, 2021, [en ligne].** <<https://youtu.be/FcqkjzJStHw>>, 22/09/2021.

Cette vidéo traite de la place des habitants dans la fabrique de la ville. Durant plusieurs années les décisions étaient descendantes, c'est-à-dire imposées aux habitants/usagers par les décideurs politiques. Cependant, concevoir des villes qui ne peuvent pas être occupées par les habitants/ usagers comme ils le souhaitent peut créer des frustrations et du mal être. Depuis les années 2000 on observe un vrai changement: il s'agit de faire la ville avec et pour les habitants. L'urbaniste met en avant les différents niveaux d'implication (information, consultation, concertation, co-production), ainsi que les méthodes et outils utilisés aujourd'hui en participation. Il explique en quoi la maî-

trise d'usage, le fait de prendre en compte l'expertise d'usage des usagers est pertinent pour un projet. Il est intéressant d'avoir le point de vue d'un urbaniste, un professionnel proche du designer urbain, afin de comprendre les différences et points communs de ses deux approches sur la ville. Le fait que la consultation soit le niveau d'implication le plus utilisé de nos jours démontre la marge de progrès encore possible. Prendre en compte la maîtrise d'usage des usagers peut radicalement changer le projet et cet aspect est primordial à prendre en compte pour ma recherche sur la réappropriation de l'espace public par la participation.

GARGOV, Philippe. "Le design va changer la ville", **Demain La Ville, 2021, [en ligne].** <https://www.youtube.com/watch?v=PE_GLoSOsPo&ab_channel=Demainla-ville>, 22/09/2021.

Cette vidéo pose la question de la place du design dans les projets urbains. Contrairement à l'urbanisme, qui se focalise davantage sur l'échelle macroscopique des villes, le design peut apporter des réponses nouvelles notamment par le biais de l'expérimentation. Le but étant de laisser une trace sur le projet malgré l'aspect transitoire. Dans cette référence à nouveau, le point de vue objectif d'un urbaniste sur sa discipline est intéressant. Il aborde également l'urbanisme transitoire, ap-

paru récemment. Son avis critique et extérieur au design permet une compréhension pour tous. Il met notamment en avant l'avantage du travail sur temps court en design, qui peut s'adapter à la temporalité de la ville, en évoluant selon les usages et les besoins. Cette ressource a son importance pour ma recherche, car elle confronte ces différentes disciplines et permet de comprendre les enjeux inhérents au travail sur la ville par et pour les habitants.

LABBÉ, Mickaël. *Reprendre place contre l'architecture du mépris*, Payot, 2019, 254 p.

Dans son livre, l'auteur constate à quel point les villes deviennent inhospitalières, allant jusqu'à renvoyer du mépris et de la non-reconnaissance à ceux qui la vivent. Privatisation de l'espace urbain soumis à la logique marchande, stratégies insidieuses d'exclusion de populations jugées "indésirables", tourisme de masse qui dépossède les habitants du sentiment d'être chez soi, production d'un espace antidémocratique placé sous une volonté obsessionnelle de contrôle... sont autant de pathologies auxquelles l'espace urbain est aujourd'hui confronté. Il semble urgent de revendiquer notre droit à la ville et exiger de ceux qui la fabriquent qu'ils prennent en compte sa véritable destination: nous, ses habitants, qui côtoyons cet espace au quotidien. Mickaël Labbé propose ici une porte d'accès à

la compréhension de l'idée de "droit à la ville", théorisée par Henri Lefebvre. Cette notion est évidemment liée à mon sujet de recherche sur l'espace public et sa réappropriation par les habitants. Par l'introduction d'exemples concrets, Labbé nous montre que nous sommes tous concernés et que des solutions existent. Réinvestir nos espaces de vie à échelle humaine et locale semble pertinent pour reprendre place; c'est également une piste intéressante dans ma réflexion en tant que designer.

RICHEUX, Marie. "Espace public/ Espaces publics. Politique et urbanisme". **Pas la peine de crier (France Culture).** [en ligne]. <<https://www.franceculture.fr/emissions/pas-la-peine-de-crier>>, 27/12/2021.

Reprenant les courants de pensées de Hibernas ou encore Lefebvre, dans cet interview, Thierry Paquot dresse une définition de l'espace public, en tant que "sphère publique" et espaces publics en tant "d'espaces libres". Si les deux notions sont définissables de manière autonome, elles peuvent aussi être liées. En effet, si l'espace public s'articule autour de l'idée de démocratie, d'une sphère où les idées de chacun peuvent-être exprimées et ou représentées, et si l'on imaginait des espaces publics dans la ville, qui reprendrait ce souci de la communication et de la circulation? Comment créer un espace public parmi les espaces publics?

Ce podcast m'intéresse car il permet de définir ce qu'est l'espace public et les espaces publics pour arriver à les distinguer. Cette analyse de Thierry Paquot a également directement mis en lumière l'enjeu principal de mon sujet, à savoir comment aider à une réappropriation de l'espace urbain ? Comment faire des espaces publics un lieu démocratique ? Finalement, comment créer un espace public dans les espaces publics ?

SIMAY, Philippe. "Une autre ville pour une autre vie. Henri Lefebvre et les situationnistes", *Rue Descartes*, 2009/1 (n° 63), p. 17-26. [en ligne]. <<https://www.cairn.info/revue-rue-descartes-2009-1-page-17.htm>>, 14/11/2021.

Cet article traite des situationnistes, mouvement qui prône l'invention d'une nouvelle conception de l'urbain notamment à travers le jeu, la déambulation et l'expérimentation ancré dans la vie quotidienne. Leur action s'oppose à l'urbanisme d'après-guerre et à la soumission de l'espace public à la logique marchande et peut être vu comme une expression d'un "droit à la ville", comme l'entendait Lefebvre. Cet écrit m'intéresse pour en apprendre davantage sur ce courant de pensée qui œuvrait dans les espaces publics avec des actions artistiques, afin de défendre un espace pour tous, plus humain, plus accueillant. Grâce aux pratiques artistiques de ce mouvement militant, l'espace public de-

vient un terrain d'expérimentation et de conscientisation.

THIERRY, Paquot. "Introduction", dans: **Thierry Paquot éd., L'espace public.** Paris, La Découverte, "Re-pères", 2009, p. 3-9. [en ligne]. <<https://www.cairn.info/---page-3.htm>>, 27/12/2021.

Thierry Paquot distingue l'espace public des espaces publics. Le premier étant le lieu du débat politique, où les opinions se confrontent et le second renvoyant aux endroits accessibles aux publics, permettant le libre mouvement de chacun. Les espaces publics sont donc physiques, localisés et délimités géographiquement. Cette distinction est intéressante, tant le mot "d'espace public" enveloppe des réalités différentes.

Tout comme le podcast mentionné précédemment, cet article apporte des informations complémentaires à la distinction entre espace public au singulier et au pluriel. La différence, si subtile soit elle, donne sens à mon sujet.

“This Is Not an Atlas - A Documentary on Counter-Cartographies”, ThisIsNotanAtlas, 2019, [en ligne], <https://www.youtube.com/watch?v=T8-GKyy3j6I&ab_channel=ThisIsNotanAtlas>, 03/01/2022.

Cette vidéo fait écho à l’ouvrage du même nom qui rassemble des contre-cartographies du monde entier. Elle questionne les enjeux propres à la représentation par la cartographie, ses limites, ses dérives et comment les utiliser à des fins utiles. Cet outil peut en effet servir à mettre en évidence toute sorte de problèmes sociaux, comme le harcèlement de rue ou les discriminations ou encore dessiner un terrain d’expression à la subjectivité de chaque individu. La cartographie devient ainsi un véritable outil de lutte politique. Les nombreux projets dont il est question dans la vidéo me parle, car il s’agit de créer et transformer les représentations uniformes et lisses des cartes que l’on connaît tous, pour en faire de véritable outil de conscientisation, de revendication, de mobilisation collective face aux problématiques actuelles. C’est un outil intéressant pour mon sujet car elle fait intervenir la notion d’espace, en prenant en compte l’individu qui le vit.

Interactions et diversité sociale

**BACQUÉ, Marie-Hélène Bacqué, et
Éric CHARMES. Mixité sociale et
après ?, Broché, 2016.**

Aujourd'hui, les espaces publics urbains semblent être les lieux d'incarnation du vivre-ensemble, paré de vertus démocratiques. Pourtant, qu'en est-t-il vraiment des interactions et comportements de mise dans ces espaces? Malgré la diversité de culture, d'origine, d'usage, peut-on parler d'un lieu de solidarité? Le chapitre écrit par le chercheur Stéphane Tonnelat est pertinent, car il aborde avec un regard critique les pensées de ses prédécesseurs. Il questionne sur les enjeux en jeu qui font qu'actuellement l'espace public est davantage tourné vers le repli de l'individu et la peur de l'autre. Cela me questionne sur comment inverser cette tendance en tant que designer. Comment profiter davantage de cette diversité naturelle présente dans l'espace public pour créer plus d'interactions, de discussions entre les gens?

GUILLET, Jérôme. *Petit manuel de travail dans l'espace public- A la rencontre des passants*, Éditions du commun, 2019, 190 p.

Ce petit manuel propose des pistes de réflexion autour des rapports humains dans l'espace public. Com-

ment se réapproprier ce lieu afin de le rendre plus accueillant et propice à la rencontre interculturelle? Comment diffuser un message tout en laissant la place à d'autres formes de positionnements possibles? Comment intéresser sans pour autant obliger l'adhésion des passants? Ce sont des questions que Jérôme Guillet interroge à travers des exemples concrets afin de repenser les actions militantes. A travers son expérience de différents dispositifs, l'auteur nous livre ses échecs et ses réussites. Par ce biais, il nous interroge sur ce que serait une éthique de la rencontre dans l'espace urbain et nous invite par la même occasion à fabriquer nos propres outils et à les expérimenter sur le terrain. Ce livre est en lien avec ma réflexion sur les interactions dans les espaces publics urbains. Malgré son approche par l'éducation populaire, il délivre des récits d'expériences, des pistes de réflexion et des outils pour libérer la parole dans l'espace public qui peuvent être inspirants dans ma pratique de designer. Les enjeux sociologiques propres aux interactions dans ces espaces sont cruciaux à prendre en compte et à expérimenter à mon tour dans mon projet.

MARCHAL, Hervé, et Jean-Marc STÉBÉ. *La sociologie urbaine*, Presses Universitaires de France, 2018, 128 p.

Cet ouvrage porte sur une analyse d'ensemble du phénomène urbain par le biais de la sociologie. Les chapitres trois et quatre intitulés respectivement "Gouverner, réguler et gérer la ville" et "Distinction, stigmatisation et relégation dans la ville" font écho à mon sujet. Le chapitre sur la gouvernance traite de la montée en puissance des villes et d'un besoin d'une gouvernance plus adaptée, il traite aussi de la démocratie participative et ses nombreux enjeux. Quant au chapitre suivant, il aborde la fragmentation de la ville et les différentes formes de ségrégations que cela engendre. On y apprend ainsi ce que sont les gated communities, la gentrification et d'autres mécanismes d'évitement de "l'étranger" qui accentuent les disparités sociales. Les auteurs

traitent également de la mixité sociale en tant qu'objectif controversé des politiques urbaines. Ce livre est pertinent pour ma recherche, car il aborde la ville par rapport à différentes problématiques actuelles. Proposer un dispositif pour une réappropriation de l'espace urbain passe nécessairement par une compréhension des enjeux qui dépassent les habitants d'une vie en adéquation avec leur territoire. S'apercevoir des problématiques de gouvernance participatives, et des phénomènes qui fragmentent et éloignent les individus autant spatialement que socialement fait pleinement partie de mon étude.

Participation citoyenne et démocratie participative

BLONDIAUX, Loïc. *Le Nouvel Esprit de la démocratie participative*, Seuil, 2008, 112 p.

L'auteur porte un regard optimiste vers le futur de nos systèmes démocratiques. Il parle du "nouvel esprit" de la démocratie qui apparaît depuis quelques années et qui remet en cause la gouvernance représentative encore bien présente. Désormais les citoyens se mobilisent et veulent être impliqués aussi en dehors du temps des élections. Ce livre est intéressant, car même s'il n'est plus très récent, il définit certaines notions théoriques et relatives au sujet sur la démocratie participative. Les enjeux sont explicités et l'évolution de ceux-ci depuis la date de parution de l'ouvrage permettent une comparaison par rapport à des écrits plus actuels et un regard critique. La démocratie participative même après des années semble s'essouffler, mais certains aspects de la participation peuvent être gardés par exemple pour un projet de design qui permettrait une réappropriation de l'espace public urbain.

GOURGUES Guillaume, "Participation: trajectoire d'une dépolitisation", *Revue Projet*, 2018/2 (N° 363), p. 21-28, [en ligne], <<https://www.cairn.info/revue-projet-2018-2-page-21.htm>>, 15/12/2021.

Cet article traite de l'entrée sur le marché de l'offre de participation, assimilée par les gouvernements comme une "bonne pratique", qu'ils défendent de loin, sans prendre de risques qui pourraient mettre en danger leur pouvoir décisionnaire. L'auteur confronte les différentes approches et mouvements qui apparaissent, afin de faire réfléchir sur ce que serait une participation qui permette réellement le débat et des changements profonds de notre société. Cette lecture illustre les enjeux auxquels doit faire face la démocratie participative. Ils démontrent de l'impératif actuel de faire participer et des nombreuses dérives rencontrées. Cela laisse penser que la force de la politique actuelle se situe davantage à échelle locale, au plus près des habitants qui se mobilisent eux-mêmes, dans une réalité plus concrète et palpable, que dans d'autres sphères plus déconnectées.

MAZARAUD Alice, NONJON Magali, Démocratie participative : sommes-nous tous spécialistes? - Matières à penser avec Dominique Rousset (France Inter), [en ligne]. <<https://www.franceculture.fr/emissions/matieres-a-penser-avec-dominique-rousset/democratie-participative-sommes-nous-tous-des-specialistes-avec-alice-mazeaud-et-magali-nonjon>>, 26/12/2021.

Les invités de ce podcast sont deux maîtres de conférences en sciences politiques qui abordent le décalage entre les ambitions affichées et la réalité de la culture participative. Aujourd'hui, la participation est confrontée à un paradoxe : c'est un sujet qui s'est développé dans tous les domaines, il y a une diffusion massive, une injonction à la participation, mais en même temps, les auteures constatent que beaucoup de personnes ne connaissent pas l'existence de ces dispositifs. Elles font aussi le constat des effets pervers de l'accumulation des outils et procédures participatives aujourd'hui disponibles, qui à force finissent par dénaturer l'esprit de la participation. Cette ressource a été utile à ma recherche pour approfondir ma compréhension de la démocratie participative et ce qui fait qu'elle soit si lente à prouver son potentiel. Il est regrettable que la culture française soit encore très verticale, alors que de nouvelles formes de gouvernance voient le jour.